

Papiers de recherche

Auteurs

Nolwen Henaff,
Hà Tran Thi Thai
et Loan Dinh Thi bich

Coordination

Linda Zanfini

Enseignement supérieur au Vietnam : privatisation, démocratisation et inégalités



OCTOBRE 2020
N° 158

Agence française de développement

Papiers de recherche

Les *Papiers de Recherche de l'AFD* ont pour but de diffuser rapidement les résultats de travaux en cours. Ils s'adressent principalement aux chercheurs, aux étudiants et au monde académique. Ils couvrent l'ensemble des sujets de travail de l'AFD : analyse économique, théorie économique, analyse des politiques publiques, sciences de l'ingénieur, sociologie, géographie et anthropologie. Une publication dans les Papiers de Recherche de l'AFD n'en exclut aucune autre.

Les opinions exprimées dans ce papier sont celles de son (ses) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD. Ce document est publié sous l'entière responsabilité de son (ses) auteur(s).

AFD Research Papers

AFD Research Papers are intended to rapidly disseminate findings of ongoing work and mainly target researchers, students and the wider academic community. They cover the full range of AFD work, including: economic analysis, economic theory, policy analysis, engineering sciences, sociology, geography and anthropology. AFD Research Papers and other publications are not mutually exclusive.

The opinions expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the position of AFD. It is therefore published under the sole responsibility of its author(s).

Enseignement supérieur au Vietnam : privatisation, démocratisation et inégalités

Nolwen Henaff

IRD, Ceped, Université de Paris

Hà Tran Thi Thai

Centre d'Informations
et de Provision, VNIES, Hanoï

Loan Dinh Thi Bich

Centre d'Informations
et de Provision, VNIES, Hanoï

Résumé

Depuis de nombreuses années, l'enseignement supérieur au Vietnam a connu un développement considérable en termes du nombre des établissements comme des effectifs étudiants. Parallèlement, le secteur privé d'enseignement supérieur s'est développé, gagnant en taille et en légitimité sous l'influence des politiques gouvernementales. À partir d'une enquête réalisée auprès de huit universités privées dans cinq provinces du Vietnam, cette étude présente les caractéristiques des établissements privés d'enseignement supérieur en termes de développement, conditions d'admission, programmes enseignés, profil des enseignants, stratégies d'attraction des étudiants, positionnement dans le champ, coût des formations, accréditation des programmes et des institutions...

La plupart des universités privées cherchent à adapter leur stratégie de développement en termes d'offre disciplinaire, de coûts, de recrutement du personnel ou de sélection des étudiants, pour améliorer leur position sur le marché de l'enseignement supérieur. La plupart de ces établissements doivent en effet faire face à la difficulté de recruter des étudiants en raison de préjugés défavorables et de la concurrence entre universités.

Ce papier analyse la question des inégalités à partir des informations qualitatives collectées lors des entretiens avec les directions, des enseignants et des étudiants, complétées par des données quantitatives (données des universités, enquêtes sur les niveaux de vie des ménages, etc.). Il est difficile de dire que le développement du secteur privé a accru les inégalités, tant son poids dans l'ensemble de l'enseignement supérieur vietnamien est encore faible. En revanche, ce secteur a contribué activement à la croissance de l'offre, permettant à de nombreux jeunes vietnamiens dont le niveau était insuffisant pour accéder à l'enseignement public de faire des études supérieures.

En accroissant le nombre de places dans l'enseignement supérieur, le secteur privé a contribué à réduire le poids des inégalités sociales, dans un contexte de croissance économique forte et de sortie de la pauvreté. Il reste que les étudiants les plus susceptibles de s'inscrire dans le privé sont

les plus aisés, sinon les plus brillants. Et le développement du secteur privé n'a pas non plus permis de libérer des places dans l'enseignement supérieur public pour les étudiants les plus défavorisés.

Mots clefs

Vietnam, politiques d'enseignement supérieur, enseignement supérieur privé, universités privées, inégalités sociales, inégalités territoriales, mobilité sociale

Classification JEL

I 23, I 24, I 28, I 30, D 63, H 52

Version originale

Français

Acceptée

Septembre 2020

Abstract

Over the years, higher education in Vietnam has grown significantly in term of both the number of institutions and students.

Over time, the private higher education sector has also developed, gaining in size and legitimacy under the influence of government policies.

Based on a survey of eight private universities in five provinces in Vietnam, this study presents the characteristics of private higher education institutions in terms of development, admission requirements, training programs, profile of teachers, strategies for attracting students, positioning in the field, cost of training, accreditation of training programs and institutions... Most private universities seek to adapt their development strategy in terms of disciplinary offer, costs, staff recruitment or selection of students, to improve their position in the higher education market. Most of these institutions have to face the difficulty of recruiting students due to unfavorable prejudices and competition between universities.

This paper analyzes the issue of inequalities based on qualitative information collected during interviews with principals, teachers and students, supplemented by quantitative data (university data, surveys on household living standards, etc.). It is difficult to say that the development of the private sector has increased inequality, as its weight in the overall higher education sector in Vietnam is still low. On the other hand, this sector has actively contributed to the development of the supply, enabling many young Vietnamese whose level was insufficient to access public education to pursue higher education. By increasing the number of places in higher education, the private sector has contributed to reducing the burden of social inequalities in a context of strong economic growth and poverty alleviation. Nevertheless, the students most likely to enroll in the private sector are the wealthiest, if not the brightest. Nor has the development of the private sector made it possible to free up places in public higher education for the most disadvantaged students.

Keywords

Vietnam, higher education policies, private higher education, private university, social inequalities, territorial inequalities, social mobility

Introduction

Le présent papier de recherche a été rédigé dans le cadre du projet de recherche « Enseignement supérieur privé et inégalités » (ESPI). Il porte sur les inégalités dans l'enseignement supérieur au Vietnam en lien avec le développement du secteur supérieur privé.

La première partie de ce papier est consacrée à l'organisation et au développement de la recherche au Vietnam. Les résultats de la recherche sont présentés dans la partie « Rapport de recherche », qui repose sur des données qualitatives et quantitatives.

Comme l'explique Nguyen Thi Kim Quy :

« L'université au Vietnam, dans un sens moderne, trouve ses racines dans le modèle occidental, mais cette racine est « déformée », comme l'allèguent Altbach et Viswanathan Selvaratnam (1989), en raison de son histoire complexe et de différents contacts avec l'extérieur. L'histoire du Vietnam reflète les longues luttes pour l'indépendance vis-à-vis des dominations étrangères. L'éducation vietnamienne a donc été ouverte à un mélange d'influences dans son développement. Cependant, la plupart des discussions sur l'enseignement supérieur offrent seulement une vue d'ensemble de

son histoire comme la réponse « passive » de l'université vietnamienne aux influences externes, réduisant ainsi sa propre interprétation (Pham & Fry, 2004 ; Welch, 2010). Cependant, ce qui est nécessaire, c'est de mettre en évidence comment les valeurs fondamentales originales de l'université occidentale traditionnelle ont été transformées dans le contexte vietnamien, et ainsi, d'obtenir une compréhension préliminaire de la nature de l'université vietnamienne. » (Nguyen, 2011, p. 126).

L'ambition stratégique du Vietnam en matière d'enseignement supérieur et de recherche est de voir figurer le système vietnamien parmi les meilleurs systèmes selon les critères qui s'appliquent au niveau international en matière d'enseignement comme de recherche, pour pouvoir soutenir le pays dans son développement économique et social. C'est la raison pour laquelle les politiques de développement de l'enseignement supérieur sont une composante des stratégies décennales de développement de l'éducation, qui elles-mêmes font partie des stratégies décennales de développement socioéconomique (maintenant stratégie de développement durable). Dans ce cadre, les universités doivent former la main d'œuvre en quantité et aux niveaux requis par les besoins du marché du travail dans le présent, en permettant l'évolution de ces besoins vers des secteurs à plus haute valeur ajoutée. Au-delà du lien programmatique entre le développement de l'université et la planification sectorielle et territoriale de l'activité économique, l'environnement des universités en influence la morphologie. Selon les termes de François et Musselin, « *il est capital de replacer l'organisation dans un espace*

¹ Le projet ESPI (Enseignement supérieur privé et inégalités) a été réalisé, sur financement UE/AFD, de 2018 à 2020. Dirigé par Etienne Gérard (IRD, Cepad), il a impliqué sept équipes dans sept pays : l'Argentine, l'Inde, le Mexique, le Pérou, la République démocratique du Congo et le Sénégal. Ce papier de recherches est issu des recherches réalisées au Vietnam, selon une méthodologie commune à tous les pays de l'étude (en particulier des monographies d'institutions d'enseignement supérieur privées).

plus vaste, dont on peut s'attacher à décrire la structure (White, 1981 ; Mizruchi, 1982) ou dont on montre qu'il joue un rôle déterminant pour comprendre pourquoi les organisations adoptent telle forme ou telle stratégie (DiMaggio, Powell, 1983) » (François et Musselin, 2015, p. 305).

S'interroger sur les inégalités revient à se demander dans quelle mesure la place de chacun est bien déterminée par « *son talent et son mérite personnel, et non [par] son appartenance à un groupe social particulier défini par son niveau de richesse économique, sociale ou culturelle* » (Felouzis, 1994, p. 7). La question est d'importance au Vietnam parce que l'égalité occupe une place importante dans la rhétorique du Parti, même si elle ne figure pas dans la devise du pays, et que le mérite est considéré comme la garantie de l'égalité.

Nous présenterons dans une première partie du rapport scientifique les caractéristiques des établissements privés d'enseignement supérieur, à partir d'une enquête réalisée au Vietnam auprès de huit universités privées dans cinq provinces du pays. Les informations qualitatives collectées lors des entretiens avec les directions, des enseignants et des étudiants ont été complétées par des données fournies par les universités lors de l'enquête ou publiées, en particulier au moment des campagnes d'admission. Ces informations nous permettent de « profiler » les universités privées dans une typologie dont l'objectif principal est de comprendre la dynamique de ce secteur et la manière dont il se positionne par rapport à la question des inégalités. Cette analyse permettra également d'éclairer l'analyse quantitative proposée dans la deuxième partie du rapport de recherche.

Comme le propose George Felouzis :

« Il est [...] pertinent de se questionner sur les régularités observées quant aux caractéristiques des élèves qui réussissent ou échouent. [...] Les inégalités scolaires seront donc définies [...] comme un accès différencié aux biens scolaires (filières, diplômes, acquis et compétences notamment) en fonction des caractéristiques socialement construites telles que l'origine sociale, le sexe, le parcours migratoire, l'origine ethnique, etc. » (1994, p. 3).

Ce sont ces régularités que nous allons chercher à mettre en évidence, à partir des données des enquêtes sur les niveaux de vie des ménages réalisées tous les deux ans par l'Institut national de la statistique. Ces données ont leurs limites, liées au fait que, n'étant pas principalement destinées à étudier l'éducation, le nombre d'observations dans certaines catégories est insuffisant pour permettre des traitements statistiques. C'est en particulier le cas si l'on s'intéresse aux étudiants de master et doctorat dans le secteur privé en fonction du niveau de revenu ou de la région de résidence du ménage, par exemple. Cette difficulté a pu être surmontée dans les traitements multivariés par la formulation de modèles permettant de prendre en compte l'ensemble des années d'observation et en regroupant les étudiants du supérieur. Ces modèles perdent en pouvoir explicatif, les déterminants des inégalités n'étant pas nécessairement les mêmes aux niveaux licence, master et doctorat, mais les modèles y gagnent en robustesse. Les différents indicateurs que nous allons utiliser pour analyser l'ampleur et l'évolution des inégalités d'accès et de maintien dans le système d'enseignement supérieur en lien avec le développement du secteur privé seront présentés dans la deuxième partie du papier de recherche.

La conclusion discutera la question du traitement par les politiques publiques des inégalités dans l'enseignement supérieur en lien avec le développement de

l'enseignement supérieur privé, et s'interrogera sur les évolutions possibles de ces inégalités dans le cadre de la régulation actuelle du système.

1. Organisation et développement de la recherche dans le pays

L'équipe Vietnam est composée de trois chercheuses : Nolwen Henaff, économiste à l'IRD (Ceped), et deux chercheuses en sciences de l'éducation, Tran Thi Thai Ha, directrice du Centre d'information et de prévision de l'Institut national des sciences de l'éducation du Vietnam et Dinh Thi Bich Loan, membre de ce centre. L'institut est une organisation publique scientifique et technologique affiliée au ministère de l'Éducation et de la Formation, fonctionnant de manière autonome en termes de tâches, de structure organisationnelle, de gestion du personnel et de financement. Il comprend quatre départements et sept centres de recherche sur l'éducation. Entre autres tâches, le Centre d'information et de prévision est chargé d'effectuer des recherches fondamentales sur les statistiques de l'éducation et des ressources humaines qualifiées, sur les critères et d'indicateurs permettant d'évaluer le développement de l'éducation et les ressources humaines, d'analyser et de prévoir la demande d'éducation et de formation des ressources humaines pour le développement socio-économique et le développement de l'éducation, d'analyser les relations entre éducation et marché du travail, et d'évaluer la politique d'éducation/formation et de développement des ressources humaines, ce qui nous permettra de faire le lien, pour la restitution des résultats, avec les instances de décision en matière éducative. Il est également chargé de recueillir, stocker, traiter et fournir des informations scientifiques relatives à l'éducation, de construire et d'exploiter la base de données sur les sciences de l'éducation.

1.1. Orientations suivies, méthodologie

Cette phase du projet a été consacrée à la réalisation de monographies d'établissements supérieurs d'enseignement privé et au traitement des données quantitatives obtenues à partir des enquêtes ménages réalisées tous les deux ans par l'Institut vietnamien de la Statistique avec un chercheur du Centre d'Analyse et de prévision du ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales (Molisa).

1.1.1. Les critères d'échantillonnage

Il n'existe pas au Vietnam de base de données sur les universités, qu'elles soient publiques ou privées. L'information existe, mais doit être recherchée auprès de sources nombreuses, non homogènes, et n'est pas exhaustive. Nous avons choisi, pour ce projet, de nous concentrer sur les universités et de ne pas prendre en compte les collèges d'enseignement supérieur, dont la mission est la formation professionnelle, et qui sont passées, en 2016, sous la tutelle du Molisa, comme le reste du secteur de la formation professionnelle, à l'exception des écoles normales, qui demeurent sous la tutelle du ministère de l'Éducation et de la Formation. Les données concernant les collèges d'enseignement supérieur ne sont plus comptabilisées par l'Institut national de la Statistique dans les données sur l'enseignement supérieur au Vietnam depuis 2016. Selon le ministère de l'éducation et de la formation² (), l'enseignement supérieur comptait, en 2017-18, 235 établissements, dont 170 publics et 65 non publics (infra, tableau 2), À partir des résultats obtenus lors de la première phase du projet et des données disponibles, nous avons retenu pour la sélection des universités six critères, qui permettent de donner une

² <https://moet.gov.vn/thong-ke/Pages/thong-ko-giao-duc-dai-hoc.aspx>.

image d'ensemble du secteur dans son fonctionnement et ses évolutions : la localisation, la date de création, la nature des propriétaires, l'orientation de l'institution, la situation de l'établissement, enfin la taille de ce dernier.

La localisation

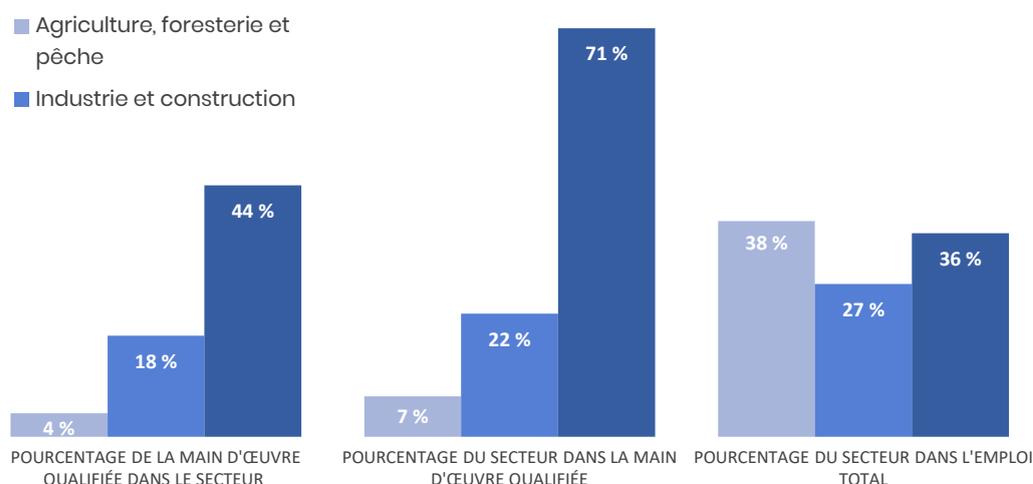
Le Vietnam avait, en 2017, une population de près de 97 millions de personnes, 35 % vivant en milieu urbain et 65 % en milieu rural. Le pays comptait, au 1^{er} janvier 2019, 63 provinces dont 5 villes-provinces (Hanoi, Ho Chi Minh Ville, Haiphong, Da Nang et Can Tho), dont dépendent 973 districts ruraux et arrondissements urbains, eux-mêmes subdivisés en 11 162 communes rurales et quartiers urbains.

Depuis 2018, les provinces relèvent de six grandes régions définies sur des critères géographiques (TCTK, 2019a), qui ne sont pas des entités administratives mais sont utilisées pour établir des statistiques géographiques agrégées par l'Institut national de la Statistique.

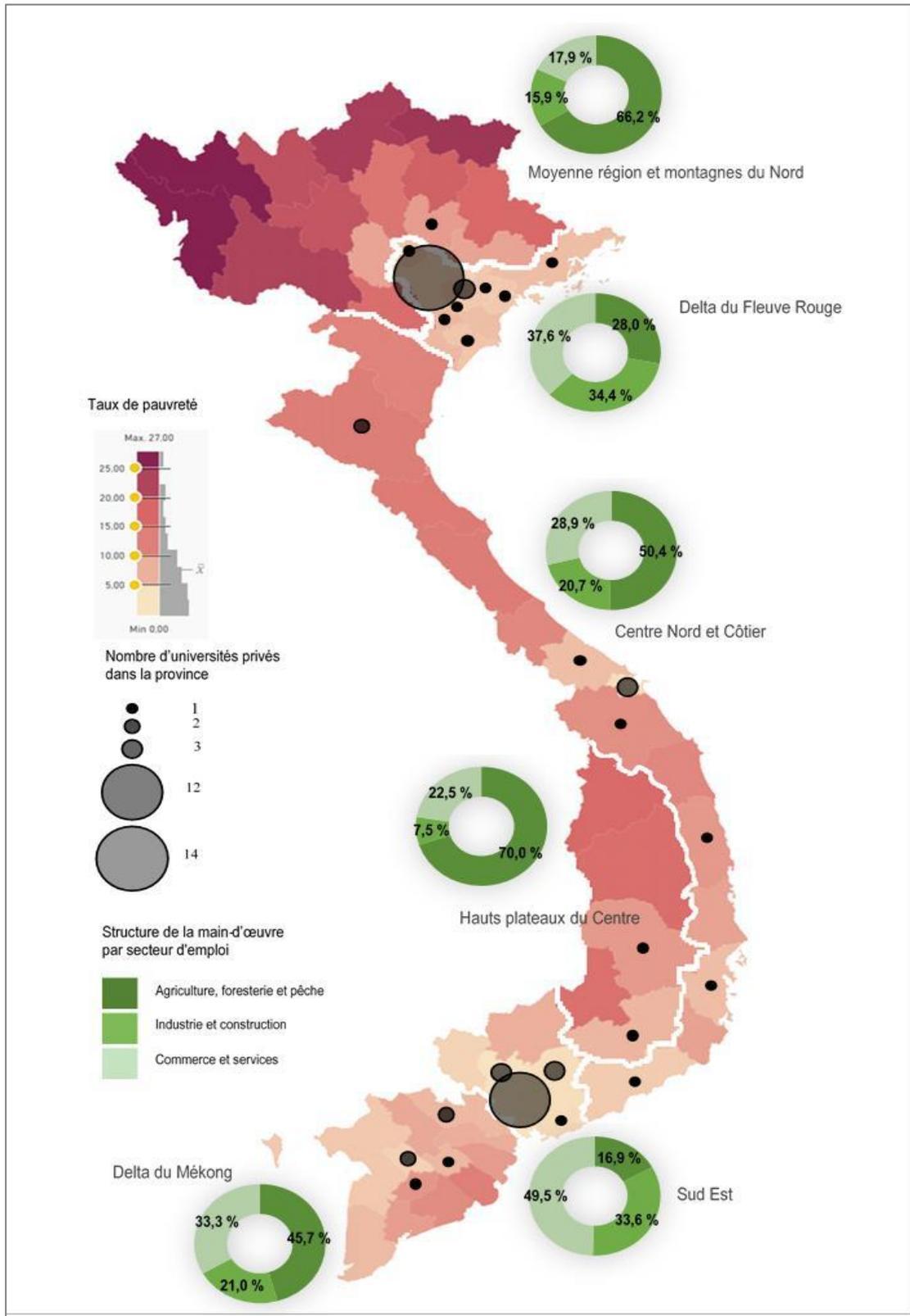
Si les universités privées sont concentrées dans les grandes villes du Vietnam, en particulier Hanoi et Hô Chi Minh Ville, il en existe dans différents types de régions présentant des caractéristiques particulières en termes de population, activité économique, niveau de développement, bassin d'emploi et offre d'enseignement supérieur (voir carte 1). Les régions les plus agricoles sont aussi les plus pauvres, et celles où l'offre d'enseignement supérieur privé est la plus faible. Le graphique 1 ci-dessous montre que la population occupée dans l'agriculture représente encore 38 % de l'emploi total en 2018, mais seulement 7 % de la main-d'œuvre qualifiée, seuls 4 % des agriculteurs ayant une qualification. À l'inverse, le secteur du commerce et les services, qui occupe 36 % de la main-d'œuvre totale, emploie 75 % de la main-d'œuvre qualifiée du pays. La concentration de l'offre d'enseignement supérieur privé correspond donc à la structure de l'emploi dans le pays.

Graphique 1 : Répartition de la main-d'œuvre totale et qualifiée de 15 ans et plus employée au Vietnam en 2018 par secteur d'activité

Source : Base de données en ligne de l'Institut de la statistique: <https://gso.gov.vn> (consultée le 10/01/2020)



Carte 1 : Structure de l'emploi dans les régions, taux de pauvreté dans les provinces et nombre d'universités par province au Vietnam en 2016
 Source : Base de données de l'Institut national de la Statistique du Vietnam
<https://www.gso.vn/>



La date de création

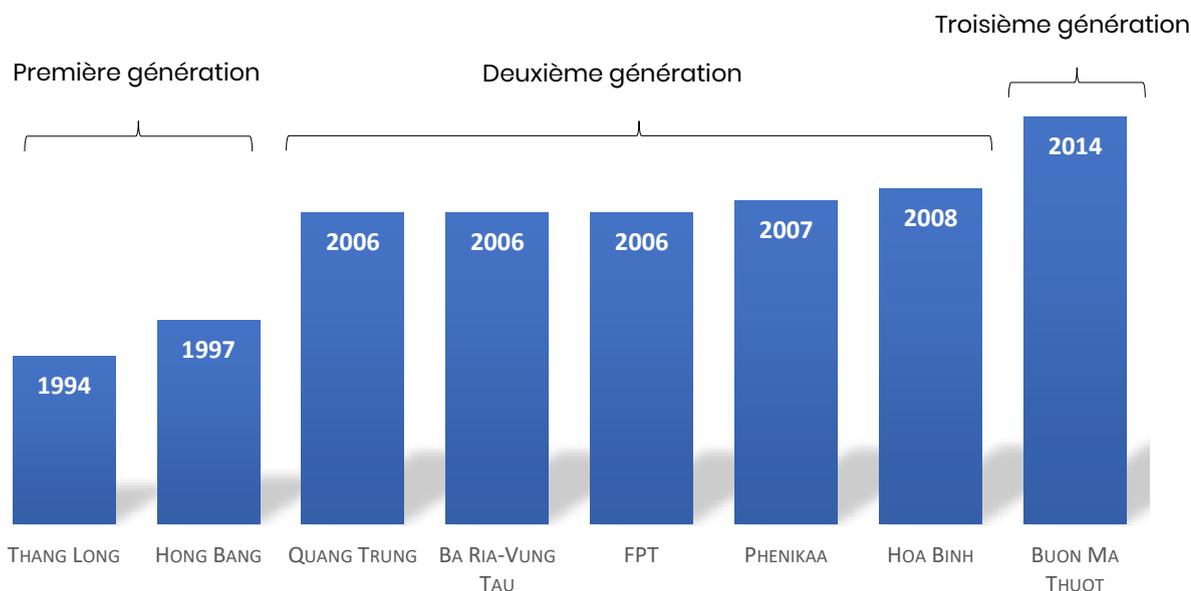
À la suite de l'autorisation de créer des universités privées, un certain nombre d'universités ont vu le jour dans les années 1990, mais c'est véritablement à partir de la loi sur l'Éducation de 2005, que le secteur va connaître une expansion importante dans les trois grandes régions du Vietnam, en particulier dans le Nord, à partir du moment où est reconnue la possibilité pour une université non publique de faire des profits. La phase qui démarre avec la Loi sur l'enseignement supérieur de 2012 est caractérisée par une consolidation du secteur à travers des opérations de rachat et peu de création de nouvelles universités.

Nous verrons plus loin, en détail, que trois grandes périodes³ peuvent être distinguées au sujet de la création et de l'expansion du secteur privé d'enseignement supérieur : 1988-2005, qui correspond à l'essor des universités non publiques ; la période 2005-2012, qui voit la reconnaissance du secteur privé ; enfin, la période depuis 2012, qui consacre l'avènement de l'université entrepreneuriale. Ces trois périodes renvoient à des investisseurs et propriétaires de nature différente. La répartition des universités privées actuellement en activité en fonction de leur date de création reflète ces différentes phases.

Deux des universités retenues ont été créées lors de la première phase d'expansion des universités privées, une au nord (Thang Long) et une au Sud (Hong Bang) ; cinq ont été créées lors de la seconde phase d'expansion, la plus rapide, trois au nord, dont une, FPT, a aujourd'hui des campus à Hanoi, Ho Chi Minh Ville, Da Nang et Can Tho, une au Sud (Ba Ria Vung Tau), et une au Centre du pays ; une université a été créée après la promulgation de la loi sur les universités et correspond à la troisième phase d'expansion du secteur privé d'enseignement supérieur, l'université de Buon Me Thuot, dans les hauts plateaux du Centre⁴.

Graphique 2 : Universités retenues par période de création

Source : enquêtes ESPI

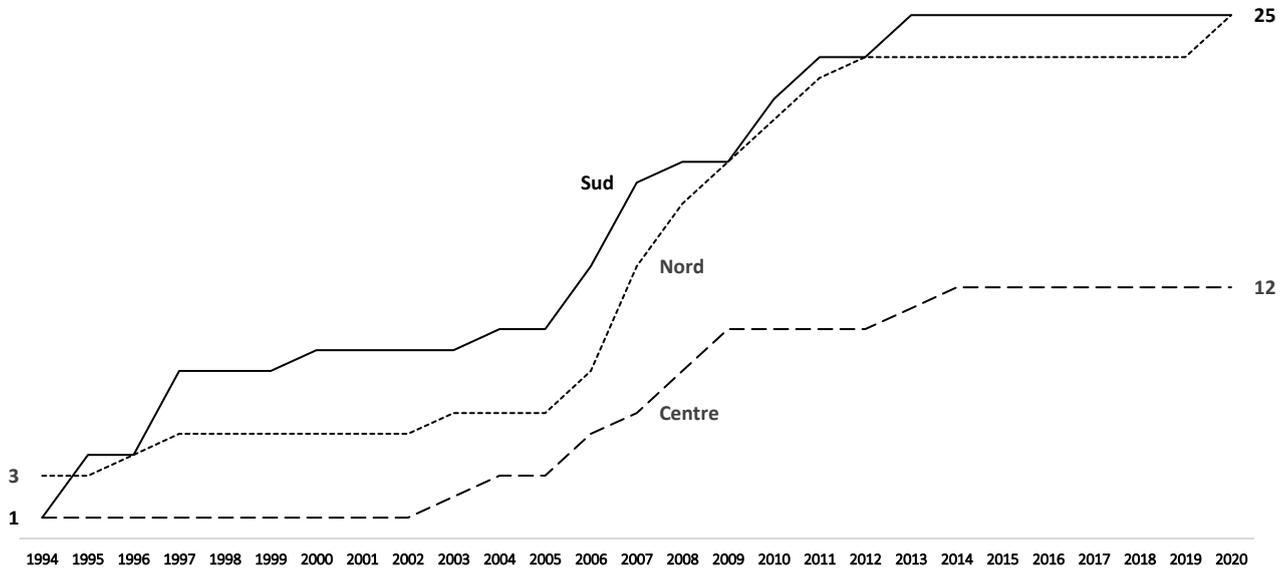


³ Quelques universités privées ont existé jusqu'en 1975 ; mais, à partir de cette date qui est celle de la réunification du Vietnam, ce statut d'université non publique a été supprimé. Il faut attendre 1988 pour que soit réenvisagé un tel statut (infra).

⁴ Le directeur adjoint de l'université Hoa Sen – le 9^{ème} université avait accepté de nous recevoir mais après près d'une heure de travail, la directrice de l'université a mis fin à l'entretien. La monographie de cette institution n'a donc pas été achevée, de sorte que nous nous référerons le plus souvent dans la suite du texte à 8 IESP, ou à 9 lorsque les données collectées le permettent.

Graphique 3. Universités actuellement en opération, en fonction de leur date de création et de leur région d'implantation (nombre)

Source : enquêtes ESPI



La nature des propriétaires

Quatre des universités retenues ont été rachetées depuis 2015. Les universités Hong Bang (université de première génération) et Ba Ria-Vung Tau (université de deuxième génération) font partie du groupe Nguyen Hoang depuis 2015 et 2016 respectivement. Avec quatre universités à Ho Chi Minh ville et à proximité, le groupe compte aujourd'hui près du quart des universités privées du Sud-est.

L'université FPT est une université de deuxième génération, créée par la société par actions FPT, l'un des principaux fournisseurs de services informatiques et de services liés aux technologies de l'information du Vietnam. La société a investi dans le secteur de l'éducation en partenariat avec APTECH (Inde) en 1999 pour former la main d'œuvre requise pour ses différentes activités. C'est en 2006 qu'a été créée l'université FPT, qui compte aujourd'hui quatre campus dans le pays, 36 000 étudiants et emploie 1 400 personnes, enseignants et non enseignants. Selon le site internet de l'université, 98 % trouvent un emploi dans les trois mois qui suivent l'obtention du diplôme.

L'université Quang Trung de la province de Binh Dinh dans le centre du Vietnam a été rachetée en 2015 par un groupe industriel qui l'a revendue en 2019 à cinq entrepreneurs de la région et d'Ho Chi Minh Ville. Elle était en restructuration lorsque nous l'avons enquêtée en novembre 2019.

L'Université Thanh Tay à Hanoi, qui était une université de deuxième génération, a été rachetée en 2018 par le groupe industriel Phenikaa, un groupe créé en 2010 et spécialisé dans la production de quartz. Elle a bénéficié d'un investissement de 75 millions de dollars US. Ce rachat répond à un objectif de formation des personnels du groupe industriel, mais vise aussi à améliorer le prestige du fondateur du groupe.

Université de la première génération, l'université Thang Long a été créée au moment où l'enseignement supérieur s'est ouvert au secteur privé. Elle a été fondée par des enseignants reconnus pour leur compétence dans leur domaine et ayant enseigné en France ou au Vietnam. Son objectif principal demeure de délivrer une formation de qualité.

L'université Hoa Binh est une université de deuxième génération, rachetée en 2015 par le groupe Sovico, un groupe industriel dont font partie en particulier la compagnie aérienne Vietjet, les hôtels Furama, et la banque HD. Le fondateur de l'université, ancien directeur des finances au ministère de l'Éducation et de la Formation, en demeure le président du conseil d'administration. Elle est dotée depuis 2015 d'un Conseil consultatif dont les deux seuls membres, Nguyen Thi Phuong Thao, directrice de Vietjet et présidente de Sovico holdings, et le professeur Ho Dac Loc, recteur de l'Université de technologie de Ho Chi Minh-Ville (HUTECH), sont respectivement la présidente et le vice-président.

L'université de Buon Ma Thuot est une université de troisième génération fondée par des industriels locaux des secteurs de l'éducation, de la construction, du bois, de l'horticulture.

L'orientation de l'institution

Il convient également de distinguer les établissements selon qu'ils privilégient l'enseignement académique, la formation professionnelle, ou la recherche. La loi révisée sur l'enseignement supérieur de 2018 distingue les établissements en fonction de leur orientation vers la recherche ou l'application (article 7.4). La recherche dans les établissements privés d'enseignement supérieur est actuellement très peu développée, mais quelques universités privées ont choisi de se positionner sur ce secteur parce qu'elles souhaitent faire partie des meilleures universités du pays.

L'article 10 du décret No. 99/2019/ND-CP du 30 décembre 2019 sur l'élaboration et les lignes directrices pour un certain nombre d'articles de la Loi révisée sur l'enseignement supérieur du 19 novembre 2018 prévoit qu'un établissement d'enseignement supérieur orienté vers la recherche répond aux exigences suivantes :

- L'établissement intègre l'orientation vers la recherche dans sa mission, sa vision et ses objectifs et est accrédité ;
- L'établissement a des unités dédiées à la recherche scientifique fondamentale et à la recherche sur le développement des technologies de base ; la proportion de disciplines en formation avec maîtrise et doctorat représente 50 % ou plus du nombre total de disciplines de formation. Au cours des 3 dernières années, la moyenne des inscriptions en master et de doctorat n'est pas inférieure à 20 % du total des inscriptions et 20 diplômes de doctorat ou plus sont délivrés en moyenne chaque année ;
- Au cours des 3 dernières années, le revenu moyen des activités scientifiques et technologiques, de l'innovation, de la recherche et du transfert représente au moins 15 % du revenu total de l'établissement ;

- Au cours des 3 dernières années, l'université a publié chaque année 100 articles ou plus dans des revues universitaires réputées à travers le monde, ce qui correspond à une moyenne d'au moins 0,3 article par enseignant à temps plein. Le ministre de l'Éducation et de la Formation a le pouvoir de décider de la liste de ces revues universitaires réputées.

Le ratio étudiants/enseignants est inférieur à 20 ; les enseignants à plein temps titulaires d'un doctorat constituent au moins 50 % du total des enseignants à temps plein ; et les professeurs titulaires du titre de professeur ou de professeur associé représentent au moins 20 % des professeurs à plein temps titulaires d'un doctorat.

Si l'établissement est une université privée ou une université privée à but non lucratif, les chargés de cours et les gestionnaires à plein temps sont ceux qui travaillent sous contrat de travail d'une durée de 3 ans ou sous contrat à durée indéterminée selon le Code du travail, ne détenant pas de postes officiels ou de postes d'agents publics employés dans le cadre de contrats de travail d'une durée d'au moins 3 mois avec d'autres employeurs, et bénéficiant d'un salaire et d'autres avantages conformément à la réglementation en vigueur couverte par l'université.

Parmi les universités retenues pour l'étude, les universités Ba Ria-Vung Tau, Hong Bang, Phenikaa, et dans une moindre mesure FPT, du fait de son secteur d'activité, ont l'ambition d'avoir une orientation recherche. Les autres universités de l'échantillon sont plus tournées vers la formation. Jusqu'à présent, seule l'université internationale Hong Bang, accréditée selon le nouveau processus en avril 2019 pour la période 2019-2022 s'est engagée à devenir une université orientée vers la recherche avant 2022.

La situation de l'établissement

Les universités privées ne sont pas toutes dans la même situation en termes de développement. Certaines sont en déclin, d'autres en expansion, tandis que d'autres sont dans une situation stabilisée. Parmi les universités retenues, celle de Quang Trung était en difficulté avant son rachat. Les universités Hong Bang et Ba Ria-Vung Tau, ainsi que l'université Phenikaa ont bénéficié d'investissements importants et espèrent que le changement de propriétaire et de stratégie va leur permettre de connaître un développement important, tandis que l'université de Buon Ma Thuot est encore en phase de démarrage. L'université Thang Long, implantée de longue date et réputée pour sa qualité, est dans une phase de stabilité, comme l'université Hoa Binh. L'université FPT est en phase d'expansion.

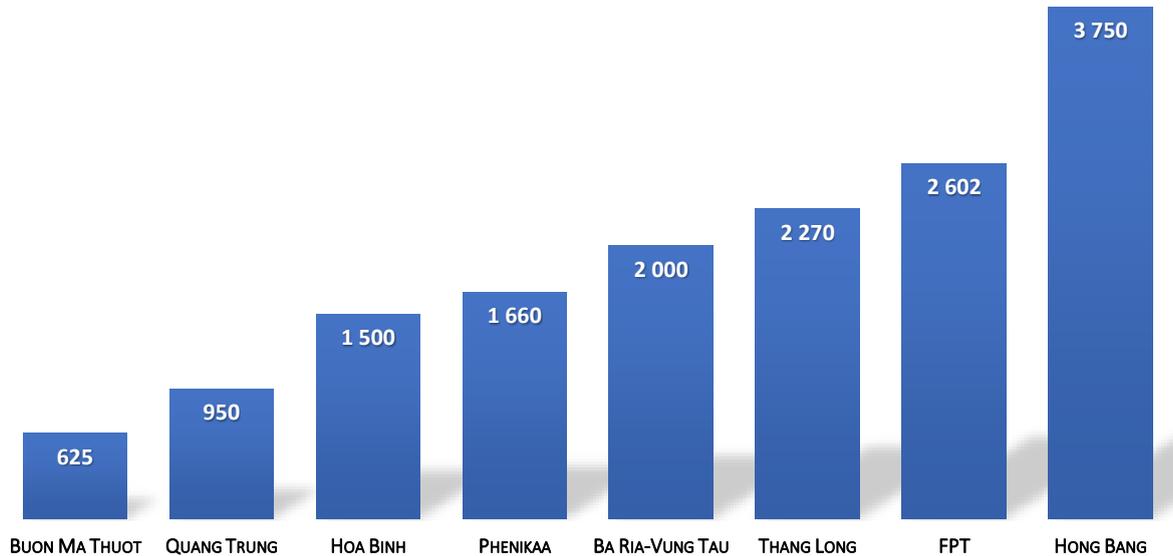
La taille de l'établissement

Il est paradoxalement difficile de connaître la taille des établissements d'enseignement supérieur au Vietnam. Nous avons utilisé, comme proxy pour cette information, le nombre d'étudiants que l'établissement annonce recruter en première année de licence, ce qui nous fournit un indicateur quantitatif comparable entre les universités. Ce nombre est plafonné par le ministère de l'Éducation et de la Formation en fonction du nombre et des qualifications des enseignants et des infrastructures de l'établissement. Les établissements, en fonction de la facilité ou de la difficulté qu'ils éprouvent à attirer les étudiants, peuvent avoir jusqu'à cinq ou six sessions d'inscription dans l'année pour remplir le quota qui leur est alloué. Ce quota, que les universités doivent publier avec les modalités de recrutement, le niveau de recrutement et le montant des frais d'études, n'est pas nécessairement atteint chaque année. La taille des universités retenues pour l'enquête, exprimée en quota d'inscriptions en

1^{er} année de licence en 2019, varie de 1 à 6 (le chiffre fourni pour FPT correspond ici au seul campus de Hanoi). Les universités retenues représentent environ 15 % des nouveaux inscrits dans le secteur privé en 2019/2020.

Graphique 4 : Nombre d'étudiants que l'université est autorisée à recruter en première année

Source : enquêtes ESPI



L'équipe du projet a réalisé 92 entretiens entre novembre 2018 et novembre 2019, auprès de 9 universités dans 5 provinces, du département de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation et de la Formation et du Bureau permanent de l'Assemblée nationale en charge des questions d'enseignement supérieur.

Tableau 1 : Entretiens réalisés

Source : enquêtes ESPI

Université	Direction/Conseil	Enseignants	Etudiants	Total
Thang Long	1	3	6	10
Hoa Sen	1			
Hong Bang	1	5	5	11
Quang Trung	1	5	5	11
Ba Ria – Vung Tau	1	2	4	7
FPT	4	2	5	11
Phenikaa	2	5	3	10
Hoa Binh	3	4	11	18
Buon Ma Thuot	2	4	5	11
Total Universités	16	30	44	89

Ministère de l'éducation, Directrice du département de l'enseignement supérieur (1 entretien)

Assemblée nationale, Directrice adjointe du bureau permanent de la Culture, l'Éducation, la Jeunesse, et les Services aux jeunes et aux enfants, Commission de la Culture, l'Éducation, la Jeunesse, et les Services aux jeunes et aux enfants (1 entretien)

1.1.2. L'organisation d'un atelier de restitution

L'équipe Vietnam a organisé, le 23 juillet 2019, un atelier de restitution des premiers résultats du projet. Cet atelier a permis de présenter et discuter les premiers résultats de la recherche et de recueillir, au cours d'une table-ronde, l'opinion d'experts et de décideurs vietnamiens dans le domaine de l'enseignement supérieur sur la question des inégalités en lien avec le développement de l'enseignement supérieur privé.

1.2. Difficultés rencontrées

Le climat général de méfiance vis-à-vis des universités privées n'est pas très favorable à la réalisation d'enquêtes approfondies. Les difficultés existant dans certaines universités, largement relayées par les médias, ne les ont pas incitées à nous répondre. Par exemple, l'opération inamicale de rachat de l'université Hoa Sen par le groupe Nguyen Hoang a entraîné des dissensions au sein du Conseil d'administration à propos de l'orientation à but lucratif ou non de l'université. Le directeur adjoint de l'université avait accepté de nous recevoir, mais la directrice de l'université a mis fin à l'entretien.

Un calendrier particulièrement chargé en 2019 a également été un obstacle pour la réalisation de l'enquête. Les nombreuses opérations de rachat des dernières années ont entraîné des investissements importants dans les bâtiments et équipements de nombreuses universités, des remaniements de personnels, et des refontes des programmes. Par ailleurs, l'année 2019 a été une année d'inspection par le ministère à la suite de la modification des critères d'accréditation dans le cadre de l'harmonisation de l'accréditation dans les pays de l'ASEAN (circulaire 12/2017/TT-BGDDT du 19 mai 2017) et de la révision de la loi sur les universités fin 2018. La loi révisée stipule en particulier que l'autorisation d'inscrire des étudiants est subordonnée à l'accréditation. En conséquence, alors que moins du tiers des universités privées étaient accréditées avant novembre 2018, 11 % de plus l'ont été entre novembre 2018 et novembre 2019. Il est significatif que les deux tiers des universités accréditées depuis novembre 2019 soient des universités privées. C'est grâce aux contacts personnels des membres de l'équipe que les rendez-vous ont pu être pris. Les universités finalement enquêtées peuvent être considérées comme représentatives de la diversité des situations.

2. Politiques d'enseignement supérieur, structuration du secteur privé et caractérisation des universités privées

En 1974-1975, le Nord Vietnam ne comptait aucune institution privée d'enseignement supérieur et le Sud Vietnam en comptait dix-huit, sept publiques et onze privées, dont les plus grandes sont tenues par des religieux (Université de Dalat – catholique ; Université Minh Duc – investisseurs privés et soutien de l'église catholique ; Universités Van Hanh et Phuong Lam – bouddhistes ; Université Hoa Hao ; Université Cao Dai⁵) (Le, 2006, p. 50-53). La réunification en 1975 marque la fermeture des établissements privés, qui ne réapparaîtront dans le pays qu'après le lancement de la politique de Renouveau en 1986, et l'ouverture d'universités publiques sur les campus qu'ils occupaient.

2.1. La reconnaissance et la structuration du secteur d'enseignement supérieur privé au Vietnam

2.1.1. L'essor des universités non publiques au Vietnam : 1988-2005

À partir de la ligne de réforme de l'éducation planifiée par le parti en 1986, certaines organisations et individus ont préparé des propositions pour l'ouverture d'établissements d'enseignement supérieur non publics. En 1988, le ministère de l'Éducation et de la Formation a autorisé la construction pilote du centre universitaire fondé par le peuple Thang Long (aujourd'hui Université Thang Long)⁶ à Hanoi. La première université non publique à Hô Chi Minh Ville, l'Université ouverte et semi-publique ouvre en 1990. Mais il n'existe à cette époque aucun texte juridique encadrant le fonctionnement du secteur éducatif non public, dont l'apparition est liée aux difficultés financières rencontrées par le pays autant qu'à une politique de développement rapide de l'éducation. Le Vietnam introduit ainsi des droits scolaires dans l'enseignement général à la rentrée 1989-1990, pour les supprimer l'année suivante dans le primaire en raison de l'importance des abandons scolaires.

À partir de 1993, le Parti encourage l'ouverture du secteur éducatif aux établissements non publics, à l'exception du primaire, qui demeure public. C'est dans le pré-primaire et le supérieur que le secteur non public se développe le plus rapidement, c'est à dire là où la demande augmente plus vite que l'offre. Sont ainsi créés des établissements fondés par le peuple⁷ tandis que des établissements publics se transforment en établissements semi-publics⁸ dans l'ensemble du système éducatif. Le parti appelle ainsi à :

⁵ Selon le Comité des affaires religieuses du gouvernement, le Vietnam reconnaît actuellement onze religions ; le bouddhisme, le Christianisme, le protestantisme, l'Islam, le Hoa Hao, le Cao Dai, le bouddhisme de la Terre pure, le bouddhisme des quatre nobles vérités, l'Église bouddhiste Minh Su Theravada, l'Église Minh Ly Dao et la religion Baha'i. Il existe également deux sectes, le Buu Son Ky Huong et l'Église évangélique pentecôtiste du Vietnam.

⁶ Cet établissement deviendra l'université fondée par le peuple Thang Long en 1994.

⁷ Les établissements fondés par le peuple sont créés à l'initiative d'organisations de masse et entièrement financés (dépenses en capital et de fonctionnement) par les droits scolaires.

⁸ Les établissements semi-publics ont un financement mixte : les dépenses en capital sont assurées par l'État, tandis que les dépenses de fonctionnement, en particulier les salaires des enseignants, sont financées sur les droits prélevés. Rapidement, ces établissements vont accueillir les élèves dont le niveau est insuffisant pour permettre leur maintien dans le système public, mais dont les parents ont les moyens et la volonté de financer les études.

« Mobiliser l'ensemble de la société pour faire de l'éducation et encourager toutes les catégories de population à contribuer à la construction d'une éducation nationale sous la direction de l'État. » (Đảng Cộng sản Việt Nam, 1993, II.A.2).

L'objectif est de desserrer la contrainte budgétaire, forte dans un pays pauvre et sous embargo international total depuis 1979 et qui a dû financer sa reconstruction et celle du Cambodge. La Résolution du comité central du Parti de janvier 1993 précise qu'il faut :

« Diversifier les modalités de formation et mettre en œuvre la justice sociale dans l'éducation : les personnes qui étudient doivent payer des frais de scolarité, les employeurs doivent contribuer aux coûts de formation des travailleurs formés. L'État a pour politique de garantir que les pauvres et les populations cibles des politiques puissent étudier. » (Đảng Cộng sản Việt Nam, 1993 II.A.4).

L'ouverture aux acteurs non étatiques est conforme aux attentes des institutions internationales, en particulier la Banque mondiale, revenue dans le pays en 1993, qui insistent sur l'importance de restructurer le budget de l'éducation dans les pays en développement en faveur du primaire, dont le rendement pour la société est meilleur que celui de l'enseignement supérieur. L'ouverture permet également de desserrer la contrainte constituée par un examen d'entrée à l'université dont la sélectivité garantit le niveau des entrants, alors que la demande augmente à la suite des politiques d'universalisation de l'éducation et que l'accès à l'éducation a constitué une des revendications de la révolution. Le pays se prépare pour la fin de l'embargo international, qui interviendra en mars 1994, et sa réintégration dans la communauté internationale.

La première reconnaissance officielle du secteur privé intervient avec la signature par le premier ministre, le 24 mai 1993, de la décision du gouvernement N° 240-TTg qui régit les universités privées. Cependant, les discussions idéologiques suscitées par cette décision à propos de la légitimité du secteur privé dans le secteur éducatif entraînent, en janvier 1994, la signature par le département de l'organisation et du personnel ministère de l'Éducation et de la formation d'une décision (no 196/QĐ-TCCB du 21 janvier 1994) précisant que toutes les institutions non publiques autorisées à opérer après cette date deviendront automatiquement des établissements fondés par le peuple. En 1996, la 2e réunion du Comité exécutif du Comité central du parti adopte lors de sa huitième session une résolution sur l'orientation stratégique du développement de l'éducation et de la formation pendant la période d'industrialisation et de modernisation. La résolution indique qu'il faut :

« Développer des écoles semi-publiques et privées dans des endroits où les conditions le permettent, ouvrant progressivement des écoles privées à certains niveaux, tels que le préscolaire, le lycée et le collège, les Études professionnelles, professionnelles, universitaires ».

Cette phase est marquée, selon Đàm et Phạm (2014) par l'essor des écoles non publiques, principalement dû à des professeurs prestigieux venant des universités publiques. Un développement trop rapide et une mauvaise gestion entraînent cependant la suspension des inscriptions et des sanctions administratives pour l'université fondée par le peuple Dong Do et la condamnation de son directeur par intérim, d'un membre du conseil d'administration, du responsable de la formation, et de trois enseignants à des peines de prison avec

sursis, pour avoir inscrit près de trois fois plus d'étudiants que le nombre autorisé⁹. En conséquence, le nombre d'écoles non publiques chute en 2001, la part des écoles non publiques dans le total passant de 17 % à 12 %, selon l'Office national de la statistique.

2.1.2. La reconnaissance du secteur privé : 2005-2012

Mettant en œuvre la résolution du parti, le Premier ministre entérine le Règlement des universités privées (décision n° 86/2000/QĐ-TTg du 18 juillet 2000) et autorise, entre 2000 et 2005, la création cinq universités privées. Le 14 juin 2005, la 11^e Assemblée nationale adopte la première Loi sur l'éducation¹⁰, dans le cadre de laquelle le Premier ministre publie le règlement sur l'organisation et le fonctionnement des universités privées, qui sera ensuite amendé à plusieurs reprises¹¹. En 2006, le Premier ministre supprime par décret le statut semi-public des établissements d'enseignement, qui doivent se convertir en établissements publics ou privés (n° 75/2006/ND-CP du 2 août 2006).

C'est également en 2005 qu'est approuvé par le gouvernement la Résolution sur la réforme fondamentale et globale de l'enseignement supérieur vietnamien pour la période 2006 – 2020 (Higher Education Reform Agenda - HERA) (Chính Phủ, 2005), qui est encore en cours actuellement. La Résolution s'ouvre sur le constat de l'ampleur prise par le système d'enseignement supérieur et sa diversification, notant que les succès enregistrés

« [...] ne répondent pas aux exigences du processus d'industrialisation et de modernisation du pays et aux besoins en matière d'apprentissage des personnes et des besoins d'intégration internationale dans la nouvelle période. [...] Afin de répondre rapidement aux exigences du pays dans la nouvelle période, l'enseignement supérieur de notre pays doit se réformer de manière forte, fondamentale et complète. » (Chính Phủ, 2005).

Nguyen note que ce constat repose sur l'hypothèse selon laquelle le rôle principal de l'université est de répondre aux besoins économiques et que les connaissances qui ne sont pas contextuelles, pratiques et orientées vers la résolution de problèmes sont jugées non pertinentes et inutiles (2011, p. 132). De fait, la réforme propose d'évaluer le réseau des établissements d'enseignement supérieur existants en donnant la priorité à l'élargissement de l'échelle des programmes axés sur la formation professionnelle et en accélérant la socialisation de l'éducation¹². Il s'agit également d'encourager l'ouverture d'établissements d'enseignement supérieur dans les grandes entreprises. À ce jour, une seule entreprise a créé une université. Il s'agit de l'entreprise FPT, l'une des trois compagnies leaders sur le marché de la fourniture de services de télécommunications au Vietnam qui a ouvert une université dans le parc high-tech Hoa Lac à Hanoi en 2006 et a aujourd'hui également des campus à Ho Chi Minh Ville, Da Nang et Can Tho. Le conglomérat Vingroup, qui opère dans la distribution de détail, l'immobilier, la santé, le tourisme, mais aussi l'industrie lourde et l'agriculture, a décidé d'étendre ses activités éducatives - le groupe est déjà présent du pré-primaire au Lycée - à l'université. L'université ouvrira ses portes en 2020.

⁹ L'université a rouvert ses portes à la rentrée 2003-2004.

¹⁰ Il n'existait auparavant qu'une loi sur l'universalisation de l'enseignement primaire.

¹¹ Décision no 14/2005/QĐ-TTg du Premier ministre, remplacée par la décision n° 61/2009/QĐ-TTg du 17 avril 2009, elle-même révisée et complétée par la décision n° 63/2011/QĐ-TTg du 10 novembre 2011.

¹² Sur la socialisation de l'éducation, voir Henaff (2014).

La réforme envisage enfin la fusion des établissements d'enseignement supérieur et des établissements de recherche scientifique « afin d'établir un lien étroit entre la formation, la recherche scientifique, la production et les entreprises » (Chính Phủ, 2005, 2.3.a).

La période est donc marquée par l'entrée dans le secteur d'universités internationales et créées par des entreprises. Ces universités qui ont une identité visuelle, présentent une image plus professionnelle et investissent de manière importante dans les infrastructures et la gestion (Đàm et Phạm, 2014). Cependant, toutes les universités ne réussissent pas et beaucoup d'entre elles sont au bord de la faillite (Ibid.).

Parallèlement, subsistent les problèmes liés au contrôle de l'activité des universités privées. Un article du Saigon Times rapporte en 2009 :

« On peut penser que le nombre de collèges d'enseignement supérieur est devenu incontrôlable. Lors d'une session de travail récent à laquelle participaient le ministre de la Construction, le représentant du ministère de l'Éducation et de la Formation d'Hô Chi Minh Ville ne connaissait pas le nombre exact d'universités et de collèges à HCMV à cause de la prolifération des institutions privées. » (Quang Chung, 2009).

2.1.3. L'avènement de l'université entrepreneuriale : depuis 2012

La Loi sur l'enseignement supérieur a été promulguée en juin 2012 après d'intenses discussions sur l'intérêt d'une loi spécifique pour l'enseignement supérieur¹³. Elle prévoit en particulier dans son article 11 que la planification du réseau des établissements d'enseignement supérieur doit :

« a) Être en cohérence avec la stratégie et la planification du développement socio-économique du pays, des secteurs, des régions et des localités, par branche et par niveau et répondre aux besoins de formation de la population ; b) assurer la diversité et l'uniformité du système d'enseignement supérieur, en combinant la formation avec la recherche scientifique, la production et les services ; étape par étape, il faut améliorer la qualité de la formation, au service de l'industrialisation, de la modernisation et de l'intégration internationale ; c) en fonction de la capacité d'investissement de l'État et de la capacité de mobilisation des ressources de la société, créer des conditions favorables pour que chacun puisse participer à la construction de l'enseignement supérieur ; d) donner la priorité en matière d'investissement aux principaux objectifs, aux établissements d'enseignement supérieur et aux professions clés, aux principales régions économiques et aux zones particulièrement en difficulté. » (Quốc Hội, 2012, article 11).

Pour la première fois, le secteur privé se voit accorder une place dans le développement du système d'enseignement supérieur, au point que le gouvernement concevra en 2015 un projet d'actionnarisation – c'est-à-dire de vente par actions – des universités publiques rappelant la réforme des entreprises publiques à partir de 1990 pour instiller une concurrence de marché dans le secteur de l'enseignement supérieur. Les réactions à cette initiative ont été presque unanimement défavorables et le projet a été abandonné. Il montre bien

¹³ Au Vietnam, tous les projets importants sont soumis à discussion avant approbation. Les premières consultations ont lieu au sein du Parti et le cercle des consultations s'élargit progressivement aux organisations de masse, aux experts dans le domaine, à la société civile et finalement, à la population (par les journaux et Internet) avant le débat à l'Assemblée nationale. C'est ainsi que la Stratégie de l'éducation pour la période 2010-2020 ne sera finalement adoptée qu'en 2012, après 14 révisions du projet.

cependant les deux tendances contradictoires qui sous-tendent l'attitude du gouvernement vis-à-vis du secteur privé d'enseignement supérieur. Certains voient dans le fonctionnement d'un secteur concurrentiel soumis aux lois du marché la garantie d'un fonctionnement efficace de l'enseignement supérieur en phase avec les besoins du développement socio-économique du pays, la sanction suprême étant le recul des inscriptions pour les universités qui ne feraient pas leurs preuves. Sans que cela soit dit, il s'agit bien ici de défendre un modèle d'universités entrepreneuriales privées. Dans cet esprit, ce sont les universités les plus performantes qui devaient être actionnarisées. Les principales objections à ce projet portaient sur les conséquences négatives pour la société de la marchandisation de l'éducation : le système ne doit pas être soumis aux aléas du marché. La loi sur l'enseignement supérieur de 2012 est un compromis entre ces deux tendances : le secteur public reste le fer de lance de la politique d'enseignement supérieur du gouvernement. Les universités clés bénéficient d'investissements renforcés pour qu'elles puissent devenir des universités de classe internationale et les établissements privés et étrangers, publics ou privés, à but non lucratif sont prioritaires pour l'accès au foncier, au crédit, à la formation pour leurs personnels et bénéficient d'incitations fiscales (Quốc Hội, 2012, article 12.3). La catégorie "établissements à but non lucratif" existe dans la loi de 2012, mais n'est pas définie et les établissements privés d'enseignement supérieur sont soumis au régime de l'impôt sur les sociétés pour les profits réalisés au-delà du pourcentage qu'ils réinvestissent dans l'éducation (20 % est le minimum obligatoire pour cet investissement). L'arrivée dans le secteur de l'université internationale Fulbright qui s'affiche comme une université à but non lucratif est une nouveauté pour le système vietnamien.

La priorité est donnée à la création d'établissements privés d'enseignement supérieur avec des investissements intensifs afin de garantir les conditions d'établissement prescrites par la Loi. L'idée est d'égaliser les conditions de la concurrence entre secteur public et secteur privé. L'autonomie des universités publiques les force à rechercher des financements, qui dépendent de la qualité de l'enseignement qui y est dispensé et de la recherche qui y est menée, et rapproche leur mode de fonctionnement de celui des universités privées, même si de nombreuses caractéristiques les en distinguent encore, en particulier dans l'accès aux budgets récurrents de l'État et le statut de fonctionnaire d'une partie des personnels enseignants du public. La loi révisée de 2018 précise qu'il est interdit d'abuser des activités d'enseignement supérieur pour générer des profits illégaux, et propose :

« d'allouer des budgets et des ressources à l'enseignement supérieur sur le principe de la concurrence, de l'égalité et de l'efficacité par le biais des dépenses d'investissement, de recherche et développement, par les commandes dans les domaines de la recherche et de la formation, les bourses d'études et l'accès au crédit pour les étudiants et sous d'autres formes comme l'accès prioritaire au foncier, les avantages fiscaux, l'accès au crédit [...] » (Quốc Hội, 2018, article 11).

Alors que le projet d'actionnarisation des universités publiques a avorté, nombre d'entreprises privées ont changé de mains ces dernières années. Selon le journal Vietnam News, quinze universités privées, principalement dans le Sud, ont été rachetées par des groupes industriels et commerciaux (Vietnam News, 2018). Le groupe Nguyễn Hoàng est aujourd'hui actionnaire de la majorité des universités privées au Vietnam. En 2015 et 2016, il est devenu le seul actionnaire de l'Université Hồng Bàng internationale et de l'Université de Bà Rịa-Vũng Tàu, et a racheté plus récemment les universités Gia Định et Hoa Sen. De nombreuses corporations économiques implantées à Ho Chi Minh Ville ont approché les universités des provinces de Đồng Nai et Bình Dương pour négocier les transferts. On notera que ces provinces

de la région Sud-Est constituent l'une des zones économiques- clés du pays. Ce mouvement de rachat serait dû au resserrement des critères en termes de capitaux, terrain et personnel pour créer de nouveaux établissements d'enseignement privé et au fait que le gouvernement ait ordonné de ne plus ouvrir de nouvelles universités privées à Hanoi et Ho Chi Minh Ville. L'investissement minimum pour créer une université privée est de 1 milliard de VND (USD 43 millions) pour un investisseur vietnamien tandis que le montant minimal pour un investisseur étranger, qui avait été fixé à VND 300 milliards en 2012 a été porté à VND 1 000 milliards (USD 43 millions) en 2018, et à 70 % de cette somme s'il y a achat de parts ou rachat d'un établissement existant (article 35.5 et 6)¹⁴, en plus du coût des terrains pour la construction. Les formalités sont également beaucoup plus simples en cas de rachat. Pour créer un établissement privé d'enseignement supérieur, il faut en effet avoir un projet d'établissement cohérent avec la planification du développement socio-économique et la planification du réseau des établissements d'enseignement supérieur ; un accord écrit du Comité populaire de la province où se trouve le siège de l'établissement et une certification du droit d'utiliser les terrains ; disposer d'une attestation par l'organisme compétent de la capacité financière à investir dans la construction d'un établissement d'enseignement supérieur ; et, pour les établissements à capitaux étrangers, avoir un certificat d'investissement de l'autorité compétente (Quốc Hội, 2012, article 22). Une fois l'autorisation de création obtenue, il doit encore obtenir l'autorisation d'exercer des activités éducatives pour laquelle sont nécessaires la possession de location, des conditions d'infrastructures, financières et pédagogiques, ainsi que d'un personnel enseignant compétent.

L'article de Vietnam News (2018) rapporte qu'on estime que des transferts ont été réalisés au cours des cinq dernières années pour des montants allant de 100 à 500 millions de VND (USD 4,3 – 21,5 millions), soit pour un coût beaucoup plus faible que pour la création d'une université privée. Le phénomène est récent et aucune étude ne semble pour le moment avoir porté sur ce nouveau type d'établissements d'enseignement supérieur gérés comme des entreprises. Beaucoup estiment que ce type de rachat est une chance pour les universités rachetées, la plupart en difficulté. Le changement de propriété leur permet de bénéficier d'investissements conséquents.

Il est difficile d'évaluer à ce stade quelles seront les conséquences de ces décisions en matière d'inégalités, mais la tendance actuelle est clairement à la concentration, à l'instar de ce qui se passe dans beaucoup d'autres pays, avec pour objectif la constitution de regroupements universitaires de classe mondiale. La Loi de 2012 a d'ailleurs introduit un classement des universités vietnamiennes en fonction de la position et du rôle de l'établissement dans le système d'enseignement supérieur, des effectifs, des disciplines et des programmes, de la structure des activités, de formation et de recherche, de la qualité de la formation et de la recherche scientifique, des résultats de l'évaluation et de la qualité de l'enseignement supérieur (Quốc Hội, 2012, article 9). Les établissements d'enseignement supérieur sont classés en établissements d'enseignement supérieur orientés vers la recherche, l'application ou la pratique. Elle a ainsi enclenché un mécanisme de différenciation entre les universités, publiques et privées, dans lequel les universités les plus performantes seront les mieux dotées par les finances publiques.

¹⁴ En juin 2018, le décret du gouvernement n° 86/2018 sur la coopération avec un investissement par un investisseur étranger a remplacé le décret 73/2012 d'août 2012. Alors que le décret ouvre l'enseignement général à l'investissement étranger, le relèvement de l'investissement plancher rend plus difficile l'investissement dans le supérieur.

Dans cet esprit, il fallait accroître l'autonomie des universités pour leur permettre de mettre en œuvre des stratégies propres à engendrer la performance recherchée. C'est ce qu'a fait la loi de 2012 en introduisant dans son article 32 la notion d'autonomie des établissements d'enseignement supérieur dans l'organisation et les ressources humaines, le financement et le parc immobilier, la formation, les sciences et technologies, la coopération internationale, assurance de la qualité de l'éducation¹⁵. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent bénéficier de niveaux d'autonomie plus élevés en fonction de leurs capacités, de leurs résultats au classement et des résultats de l'accréditation de la qualité de l'enseignement. En ce qui concerne les frais de scolarité, le gouvernement spécifie la fourchette dans laquelle les institutions d'enseignement supérieur sont libres de fixer leurs frais de scolarité, les programmes de haute qualité pouvant donner lieu à des frais de scolarité correspondant à cette qualité. Les institutions privées et à capitaux étrangers d'enseignement supérieur peuvent déterminer le niveau de leurs frais de scolarité de manière indépendante (Quốc Hội, 2012, article 65).

Deux incidents témoignent cependant des difficultés à mettre en œuvre l'autonomie des universités dans un contexte de forte corruption et alors que les enjeux financiers sont énormes. Le premier concerne la controverse entre le gouvernement et l'université nationale de Hanoi en 2012. À la suite d'une inspection effectuée en 2012, le gouvernement a refusé de reconnaître 2 000 diplômes de licence et maîtrise du programme de formation conjoint entre l'Université nationale et la Griggs University¹⁶ de l'Université du Delaware (États-Unis). Le rapport d'inspection notait en particulier que :

« 16 des 20 programmes de formation de l'université ne comportent pas de procédure permettant de confirmer le statut juridique du partenaire étranger et que de nombreux partenaires de l'université nationale sont des établissements d'enseignement étrangers d'un niveau faible, parfois inférieur à celui du Vietnam. » (Ngọc Hà, 2012)

En outre, l'inspection a soulevé la question des paiements à l'Université Griggs effectués sur un compte intermédiaire à Singapour alors que l'Université est basée aux États-Unis. Il est significatif que ce problème, emblématique des dysfonctionnements posés par une autonomie sans contrôle des universités publiques, se soit posé avec un établissement américain susceptible d'attirer les étudiants. L'exemple témoigne également de la dichotomie existant dans le secteur public entre les formations publiques, dont les tarifs et les conditions d'accès sont réglementés par le ministère, et les formations en coopération avec des établissements étrangers d'enseignement supérieur, qui échappent aux règles du secteur public et fonctionnent, *de facto*, comme des formations privées, en utilisant les ressources des universités publiques (infrastructures et personnel).

Le second cas est celui de l'Université de technologie et de Gestion (*Trường Đại học Công nghệ và Quản lý Hữu Nghị*), dont le gouvernement a suspendu temporairement les inscriptions pour défaut de respect des règles concernant les installations, le personnel enseignant et les programmes de formation, et pour le recrutement d'élèves non éligibles à l'admission entre 2009 et 2013. Dans tous les cas d'infraction, le gouvernement, préoccupé par la situation des

¹⁵ L'article 13 spécifie cependant que « Les établissements d'enseignement supérieur sont chargés de faciliter la mise en place et le fonctionnement des organisations communistes et des organisations sociales. », dont le rôle est de contrôler la mise en œuvre des directives du Parti qui elles-mêmes, orientent la stratégie et les politiques d'enseignement supérieur.

¹⁶ Fondée par l'Église adventiste du septième jour, l'Université Griggs (USA) organise des formations universitaires par correspondance uniquement à partir d'autres universités.

étudiants concernés par ces infractions, met les établissements en demeure de prendre les mesures nécessaires pour un retour à la normale. Entre la demande d'enseignement supérieur qui explose littéralement en raison des progrès de la généralisation de l'enseignement aux niveaux inférieurs et de la normalisation des conditions d'accès et de progression de carrière dans la fonction publique, la pression sur le système d'enseignement supérieur est forte ; la tentation de répondre à cette demande – solvable pour l'essentiel, comme nous le verrons dans la troisième partie de ce texte –, s'accroît par conséquent, même quand la garantie de qualité de l'enseignement dispensé n'est pas au rendez-vous. Cette situation jette le discrédit, principalement mais pas uniquement sur les universités du secteur privé, et contribue à expliquer pourquoi un nombre croissant de jeunes vietnamiens partent étudier à l'étranger. Le fait d'étudier à l'étranger n'est cependant pas une garantie de qualité, en particulier dans le secteur privé, ce qui préoccupe également le gouvernement.

Alors que chaque université au Vietnam affiche sur son site Web l'ambition de devenir une université de classes internationale, la question de la qualité de l'éducation reste une préoccupation majeure pour le gouvernement vietnamien, en particulier pour ce qui concerne les universités privées et a été au centre des débats lors du vote à l'Assemblée nationale de la Loi révisée sur l'enseignement supérieur de 2018.

2.2. Les effets de la politique sur l'offre d'enseignement supérieur

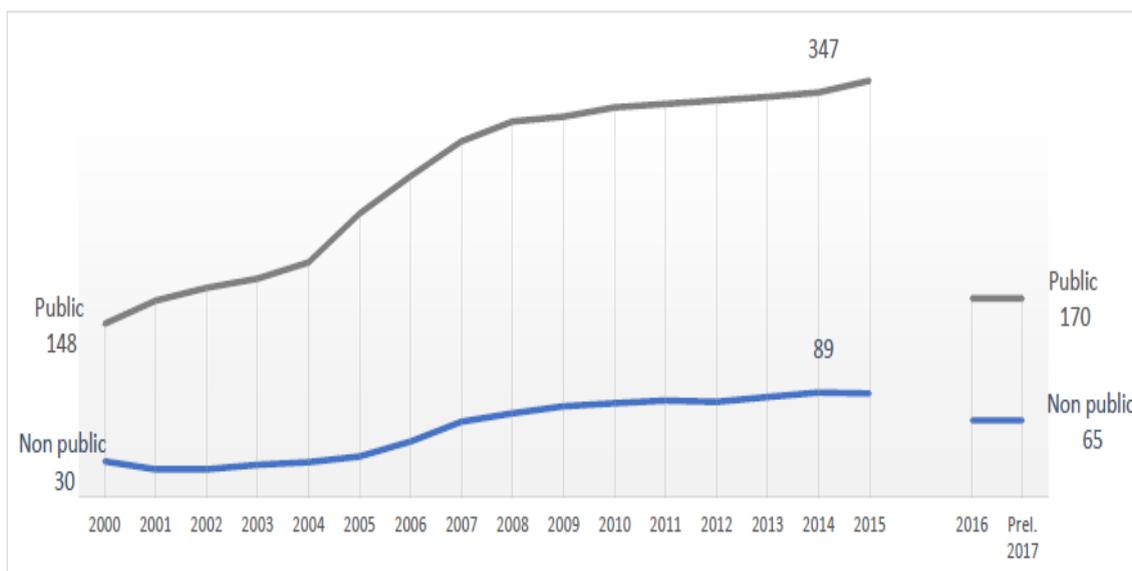
La politique à l'égard des universités non publiques a pour effet d'accroître l'offre dans ce secteur. Le nombre d'établissements a été multiplié par plus de deux entre 2000 et 2014, dans le public comme dans le secteur non public (graphique 4). Les effectifs étudiants ont été multipliés par 3 entre 2000 et 2014 dans le secteur privé et par 2,6 dans le public (graphique 5). Le secteur privé offre ainsi à un nombre croissant d'étudiants la possibilité de poursuivre leurs études dans le supérieur : de 56 000 en 2013/2014 à 90 000 en 2017/2018. En 2017/18, le secteur privé scolarisait 15 % des étudiants et 19 % des nouveaux inscrits (tableau 2).

Les indicateurs concernant l'enseignement supérieur non public sont tous à la hausse ces dernières années, à l'exception du nombre de diplômés. Si on rapporte le nombre d'étudiants diplômés de licence une année donnée au nombre de nouveaux étudiants entrés à l'université quatre ans plus tôt, on obtient une approximation du taux de réussite des étudiants en licence. Ce taux est, en 2017/18, de 63 % dans le public et de 52 % dans le non public, selon les chiffres publiés par le ministère de l'Éducation et de la Formation. Seuls un peu plus de la moitié des étudiants qui sont entrés en licence dans le privé en 2014/15 ont obtenu leur diplôme en 2017/18, ce qui signifie qu'un peu moins de la moitié ont abandonné ou redoublé en cours de cursus.

La taille des établissements privés, mesurée en effectifs étudiants, a eu tendance à baisser pendant la période étudiée, passant de 4 000 à 5 000 étudiants en moyenne pendant les années 2000 à 3 000 en 2015. Dans le même temps, les établissements publics comptaient en moyenne entre 5 000 et 6 000 étudiants, selon les statistiques de l'Institut national de la Statistique.

Graphique 5 : Nombre d'établissements d'enseignement supérieur au Vietnam (milliers), 2000-2017*

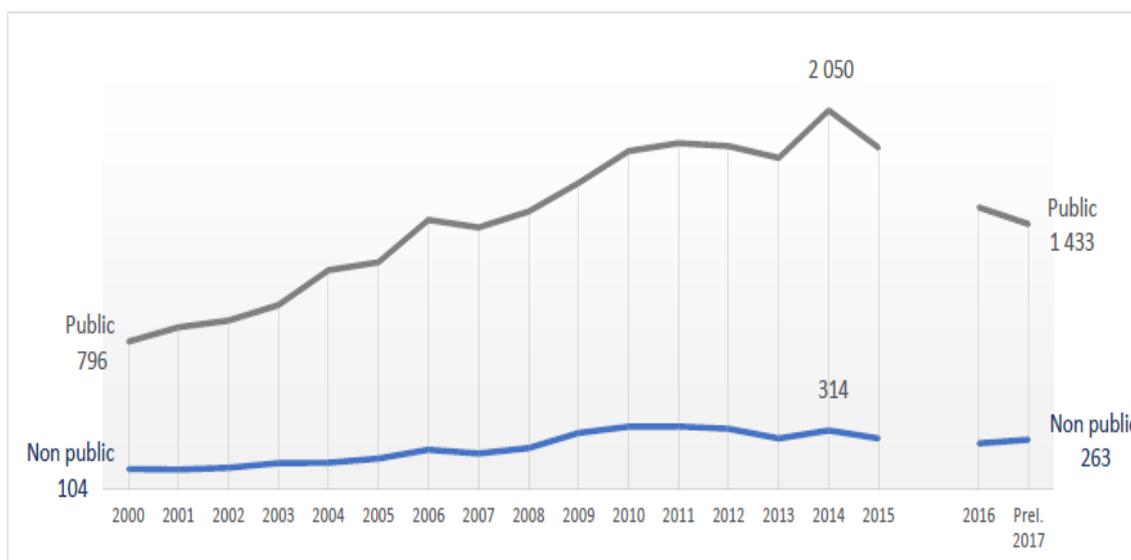
Source : Institut national de la statistique : <https://www.gso.gov.vn>



* À partir de 2016, les données des collèges d'enseignement supérieur ne sont plus comptabilisées dans les données sur l'enseignement supérieur.

Graphique 6 : Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur (milliers), 2000-2017*

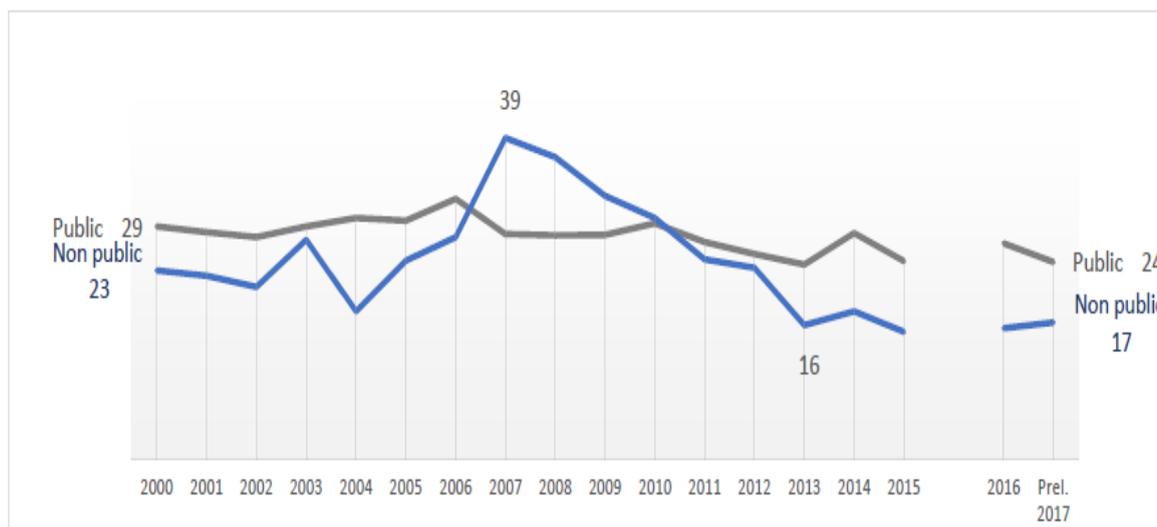
Source : Institut national de la statistique : <https://www.gso.gov.vn>



* À partir de 2016, les données des collèges d'enseignement supérieur ne sont plus comptabilisées dans les données sur l'enseignement supérieur.

Graphique 7 : Ratio étudiants/enseignants dans l'enseignement supérieur (milliers), 2000-2017*

Source : Institut national de la statistique : <https://www.gso.gov.vn>



* À partir de 2016, les données des collèges d'enseignement supérieur ne sont plus comptabilisées dans les données sur l'enseignement supérieur.

Le taux d'encadrement a légèrement baissé dans le public, avec 1 enseignant pour 24 étudiants en moyenne (graphique 5). Il a en revanche augmenté de manière importante dans le secteur non public au cours des années 2000, reflet de l'expansion rapide du secteur privé et des difficultés rencontrées par les universités dans le recrutement de leurs enseignants pour atteindre 39 étudiants par enseignant en 2007. Au cours des dix années qui ont suivi, le ratio étudiants/enseignants a baissé de manière importante, tombant autour de 17, reflet des problèmes d'attractivité pour le secteur privé.

Tableau 2 : Nombre d'établissements, de nouveaux étudiants, d'étudiants, de diplômés et d'enseignants titulaires dans l'enseignement supérieur public et non public, 2013/14-2017/18

Source : Ministère de l'Éducation et de la Formation :

<https://moet.gov.vn/thong-ke/Pages/thong-ko-giao-duc-dai-hoc.aspx>

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Nombre d'établissements	214	219	223	235	235
Public	156	159	163	170	170
Non public	58	60	60	65	65
Nouveaux étudiants	496 895	518 587	470 044	463 460	485 262
Public	441 181	445 028	391 722	391 539	394 890
Non public	55 714	73 559	78 322	77 321	90 372
Nombre total d'étudiants	1 670 023	1 824 328	1 753 174	1 887 267	1 828 278
Public	1 493 354	1 596 754	1 520 807	1 632 667	1 546 478
Non public	176 669	227 574	232 367	254 600	281 800

Diplômés	244 880	353 936	352 789	342 097	358 599
Public	212 344	302 617	307 760	302 853	317 100
Non public	32 536	51 319	45 029	39 244	41 499
Enseignants titulaires	65 206	65 664	69 591	72 792	74 991
Public	52 500	52 689	55 401	57 634	59 232
Non public	12 706	12 975	14 190	15 158	15 759

Le tableau 3 présente les tendances pour trois universités non publiques auprès desquelles nous avons pu obtenir des données. L'université Thang Long, créée en 1994, a vu ses taux d'abandon doubler en vingt ans. Après une baisse des nouvelles inscriptions au milieu des années 2010, celles-ci se sont redressées à la fin de la période, entraînant une hausse des effectifs étudiants de l'université, qui sont supérieurs à 7 000 en 2018-2019. Les taux de réussite en licence, qui avaient atteint 87 % en 2015-2016, tombent à 53 % en 2018-2019. Cette université, dont l'effectif étudiant représente près du double de l'effectif moyen par établissement dans le secteur non public, présente des tendances similaires à celles observées pour l'ensemble des universités non publiques.

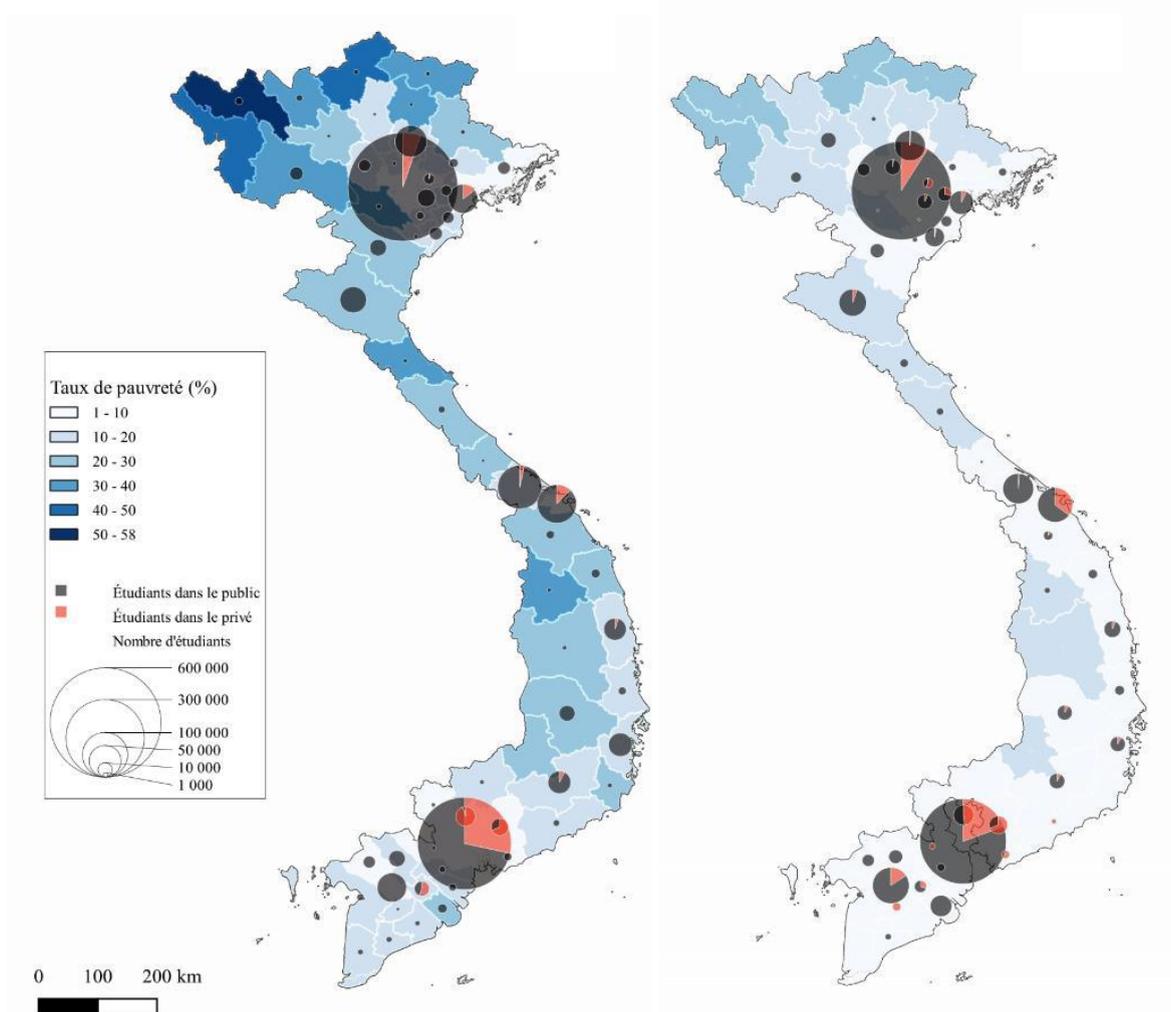
Tableau 3 : Nombre d'établissements, de nouveaux étudiants, d'étudiants, de diplômés et d'enseignants titulaires dans trois établissements non publics, 2010/11-2018/19

Source : données collectées par les auteurs auprès des universités

Université de l'étude		2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Thang Long	Nouveaux inscrits en licence	2348	2012	1876	1964	1929	1989	1779	2119	2446
	Effectif étudiants	7581	7773	7832	7489	6975	6890	6766	6948	7377
	Taux d'abandon	7,4	7,6	8,3	12,5	10,2	10,7	11,6	12,8	15
	Taux de réussite en licence	nd.	nd.	nd.	67	70,4	86,7	63,1	47	52,7
Quang Trung	Nouveaux inscrits en licence	1330	619	1291	600	505	351	246	107	37
	Effectif étudiants	nd.	nd.	7592	3907	2173	1533	1161	698	374
	Taux d'abandon	nd.	nd.	2,4	4	5	8,4	9,5	3	11,5
	Taux de réussite en licence	nd.	nd.	nd.	157	147,3	56	74,2	73,3	49,3
Buon Ma Thuot	Effectif étudiants	nd.	nd.	nd.	nd.	81	780	1191	1685	2206
	Taux d'abandon	nd.	nd.	nd.	nd.	nd.	70,4	5,4	3,8	4,7

Carte 2 : Étudiants inscrits dans le supérieur en 2006 et 2016 et pauvreté*

Source : Base de données de l'Institut national de la Statistique du Vietnam <https://www.gso.gvn/>



* Le seuil de pauvreté du gouvernement pour la période 2011-2015 est calculé sur la base du revenu moyen par tête mis à jour pour tenir compte des variations de l'indice des prix à la consommation. En 2010, il était de 400 000 dongs en milieu rural et de 500 000 dongs en milieu urbain ; en 2013, il était respectivement de 570 000 dongs et 710 000 ; en 2014, de 60 000 dongs et 750 000 dongs ; en 2015, de 615 000 dongs et 760 000 dongs et en 2016, de 630 000 dongs et 780 000 dongs, respectivement.

L'université Quang Trung, dans la province de Binh Dinh dans le centre côtier avait un effectif similaire à celui de l'université Thang Long en 2012-2013. Les difficultés rencontrées par l'université apparaissent clairement dans le tableau 3, et atteignent des proportions telles que le nombre d'étudiants passe en 6 ans de plus de 7 500 à seulement 374, tandis que le nombre de nouveaux inscrits tombe à 37 étudiants l'année qui précède le rachat de l'université. Le taux d'abandon est multiplié par cinq et après des taux de réussite en licence supérieurs à 100 % en 2013-2014 et 2014-2015, qui témoignent de l'importance des redoublements, ils sont très irréguliers, oscillant entre 50 et 75 % selon les années. L'université de Buon Me Thuot a été créée en 2014-2015 et est dans une phase ascendante. Après un taux important d'abandons la deuxième année, le taux se stabilise à 4-5 % et la taille de l'université a augmenté rapidement, atteignant plus de 2 000 étudiants en 2018-2019.

L'abandon en cours d'études semble donc être un problème qui touche plus spécifiquement les universités non publiques. Cela tient sans doute à la nature du public étudiant dans ce secteur.

L'offre d'enseignement augmente rapidement, mais la répartition de cette offre sur le territoire national ne se modifie pas de manière fondamentale. Les zones montagneuses du Nord et du Centre, et le Delta du Mékong restent largement en dehors de cette expansion de l'offre d'enseignement supérieur (carte 2).

Dans ces régions, les établissements d'enseignement supérieur, quand ils existent, sont des collèges d'enseignement supérieur, à l'exception notable de la province de Dak Lak, qui compte une université privée depuis 1977 et une université privée, qui a ouvert ses portes en 2018. Les universités restent donc localisées dans les zones où les taux de pauvreté sont les plus faibles.

2.3. Caractéristiques des universités non publiques

Les universités non publiques ont positionné leur offre en direction de publics solvables dont le niveau scolaire est bon, mais insuffisant pour leur permettre d'accéder à l'enseignement supérieur public. Elles ne sont en effet pas le premier choix des étudiants, ce que confirment les entretiens que nous avons réalisés avec les étudiants dans les universités retenues pour l'étude.

Si elles peuvent fixer leurs frais d'inscription, contrairement aux établissements publics, ces universités non publiques doivent les ajuster pour que le rapport qualité-prix des formations qu'elles proposent soit attractif pour les étudiants. Dans de nombreux cas, les prix sont comparables, voire inférieurs à ceux pratiqués dans le secteur universitaire public.

2.3.1. Conditions d'admission et programmes enseignés en licence

Une circulaire du ministère de l'éducation et de la Formation précise que les universités ont des procédures de préqualification (circulaire 04/VBHN-BGDĐT du 4 mai 2018). Elles organisent des concours pour évaluer des compétences spécifiques ou organisent des tests d'aptitude en combinaison avec l'utilisation des résultats des examens nationaux de lycée. Elles doivent expliciter et publier sur Internet et les autres médias l'heure, la nature des documents requis pour l'enregistrement de la préqualification, les procédures et conditions pour satisfaire aux exigences de préqualification, la méthode d'examen, et fournir des questions d'examen illustrées à l'intention des établissements qui procèdent à l'évaluation des

compétences spécialisées et des méthodes de recrutement. Comme les étudiants peuvent se préinscrire dans plusieurs établissements, ceux-ci sont autorisés à organiser jusqu'à trois sessions de recrutement s'ils ne sont pas parvenus à recruter suffisamment d'étudiants lors de la première et de la seconde session.

Les étudiants ayant un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur général ou professionnel peuvent participer aux procédures de sélection de l'enseignement supérieur. L'université fixe pour chaque programme de formation un seuil minimum pour les notes obtenues dans une combinaison de trois matières définies pour chacun de ces programmes, et dont la liste est publiée par l'université.

- Sont admis directement les élèves excellents dont la moyenne en terminale est supérieure à 8, qui ont obtenu des prix d'excellence, font partie d'équipes olympiques, ont fait leurs études dans un lycée d'excellence, ou font partie des catégories de familles défavorisées reconnues par le ministère (pauvres, presque pauvres, handicapés), et ont une moyenne de 7 au moins aux trois matières pendant l'année de terminale.
- Les candidats peuvent aussi être admis sur la base de leurs résultats à l'examen national de fin d'études secondaires : au total des points obtenus aux trois matières choisies pour l'admission, et pour lequel l'université définit généralement un plancher, s'ajoutent les points de priorité.
- Enfin, l'admission peut se faire sur la base du livret scolaire au lycée (en terminale, première, ou sur l'ensemble du cycle).

Tableau 4 : Modalités de sélection des étudiants de première année de licence dans les universités étudiées*

Sources : documents publiés par les universités

Université de l'étude	Admission directe	Diplôme de fin d'études secondaires	Contrôle continu	Autre modalité 1	Autre modalité 2	Test
Thang Long	oui	15,1-21,6	15,1-21,6			
Hong Bang	oui	15-18 (50 %)	18-20 Total des moyennes de classe 12 dans trois matières (10 %)	Entretien en anglais pour étudiants étrangers ou étudiants vietnamiens poursuivant des études secondaires étrangères (5 %)	Admission pour les étudiants ayant le SAT (Scholastic Assessment teste, USA) (5 %)	2 matières (30 %)
Quang Trung	oui	16 (50 %)	Total des moyennes de 18 dans les 3 matières choisies en terminale			
Ba Ria Vung Tau	oui	14-15 en technologie du génie chimique (30-75 %)	Total des moyennes de 16,5 sur deux semestres (1 et 2 classe 12; 2 classe 11 et 1 classe 12; ou 2 classe 11 et 2 classe 12) (20-60 %)	Obtention d'au moins 750 points au test d'admission de l'Université nationale d'Ho Chi Minh Ville (en 2019 la note la plus élevée a été de 1078, et la moyenne de 674). (5-10 %)		
FPT	oui	15 (y compris les points prioritaires)	Le total des moyennes de 3 matières sur 2 semestres à la fin du secondaire est de 18 points au moins			test de mathématiques et entretien
Phenikaa	oui	16,5-20 (20 %)	Le total des moyennes en 11 ^e ou 12 ^e année, sur 3 ans ou 3 semestres de lycées d'une combinaison de 3 matières choisies pour l'admission, est entre 18 et 24 (80 %)			
Hoa Binh	oui (10 %)	15-16 (30 %)	Total des moyennes de 15-16 dans les 3 matières choisies en terminale (60 %)			
Buon Ma Thuot	oui	En médecine et pharmacie, 20-21	En pharmacie seulement, 20-21			

* Le pourcentage des effectifs recrutés selon les différentes modalités est indiqué entre parenthèses, lorsqu'il est publié.

Le tableau 4 montre que les universités sélectionnées établissent un seuil de points pour la sélection des étudiants à des valeurs moyennes. Ainsi, en 2019, le seuil minimal pour les candidats sur la base des résultats dans les trois matières d'admission à l'université à l'examen de fin de cycle secondaire se situe, pour toutes les universités à l'exception de l'Université de Buon Ma Thuot, autour de 15-16, sur un total de 30. Dans certaines disciplines cependant, le seuil peut atteindre entre 20 et 24 (soit entre 13 et 16/20), ce qui témoigne de la volonté des universités d'attirer des étudiants dans ces filières. Le seuil est en effet pour les étudiants candidats à l'admission un indicateur fort de la qualité de l'enseignement dispensé dans l'établissement.

Tableau 5 : Nombre de programmes de formation (par section) en licence des universités sélectionnées, 2019-2020

Sources : documents publiés par les universités

Université de l'étude	Section 1	Section 2	Section 3	Section 4	Section 5	Section 6	Section 7	Total
Thang Long		1	5	5	1	4	4	20
Hong Bang	2	4	9 (dont 2 avec des universités étrangères)	1	10 (dont 1 avec une université étrangère)	6	6	38
Quang Trung			4	3			1	8
Ba Ria Vung Tau			5 avec options				2 avec options	7
FPT			1 avec 5 options		1 avec 6 options		3	5
Phenikaa			4	2	8 (dont 1 avec une université japonaise)	2	1	17
Buon Ma Thuot						2		2

Section 1 : Science de l'éducation et formation des enseignants ;
 Section 2 : Art ; Section 3 : Commerce et gestion, Droit ; Section 4 : Sciences de la vie, Sciences naturelles ; Section 5 : Mathématiques et statistiques, informatique et technologies de l'information, technologie technique, ingénierie, fabrication et transformation, architecture et construction, agriculture, foresterie et pêche, médecine vétérinaire ; Section 6 : Santé ; Section 7 : Sciences humaines, sciences sociales et du comportement, journalisme et information, services sociaux, hôtellerie-tourisme-sports et services personnels, services de transport, environnement et protection de l'environnement, sécurité nationale.

Le graphique 8 compare la répartition des étudiants de licence par filière en 2016-2017 dans les secteurs public et privé. On note deux différences essentielles entre eux. La filière Commerce et Gestion-Droit est beaucoup plus développée dans le privé, où elle représente 32 % des effectifs, alors qu'elle n'en représente que 15 % dans le public ; les sciences de l'éducation et la formation des enseignants sont pratiquement absentes des programmes de formation du privé, et les sciences de la vie-science naturelles, qui ont relativement peu d'étudiants dans l'ensemble du système, représentent 2,5 % des effectifs dans le privé contre 5,1 % dans le public. L'État a un quasi-monopole de la formation des enseignants dans le public, qui comprend l'essentiel des écoles normales et normales supérieures qui sont demeurées sous la

gestion du ministère de l'Éducation et de la Formation lors du transfert des collèges d'enseignement supérieur au ministère du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales. Le secteur privé répond également à une demande très forte dans les formations de commerce, gestion et droit, au Vietnam comme ailleurs, tandis que les formations de sciences dites dures, généralement instrumentalisées, demandent des investissements très importants. Une université comme Phenikaa, qui développe ces filières en raison de leur appartenance à un groupe industriel disposant de technologies et d'équipements et de capitaux importants qui lui ont permis d'investir dans les nanotechnologies, reste une exception.

Les matières proposées dans les universités étudiées sont présentées dans l'annexe 2. Le tableau 5 ci-dessus en résume les caractéristiques. Les universités retenues présentent des profils bien différenciés en termes d'offre de formation. Alors que l'université Buon Ma Thuot est monodisciplinaire, spécialisée dans la médecine et la pharmacie, l'université FPT apparaît comme extrêmement spécialisée dans le champ des mathématiques appliquées et des techniques de l'information et de la communication, section par ailleurs peu développée dans le privé. Elle complète son offre par des formations en langues étrangères et en gestion. C'est également un profil spécialisé dans les mathématiques appliquées que présente l'université Phenikaa à Hanoi, mais aussi dans les sciences naturelles et la médecine.

Graphique 8 : Répartition des étudiants de licence générale et professionnelle par section* en 2016-2017 (%)

Source : Statistiques du ministère de l'Éducation et de la Formation, Département de la planification et des finances, 2017.



Section 1 : Science de l'éducation et formation des enseignants ; Section 2 : Art ; Section 3 : Commerce et gestion, Droit ; Section 4 : Sciences de la vie, Sciences naturelles ; Section 5 : Mathématiques et statistiques, informatique et technologies de l'information, technologie technique, ingénierie, fabrication et transformation, architecture et construction, agriculture, foresterie et pêche, médecine vétérinaire ; Section 6 : Santé ; Section 7 : Sciences humaines, sciences sociales et du comportement, journalisme et information, services sociaux, hôtellerie-tourisme-sports et services personnels, services de transport, environnement et protection de l'environnement, sécurité nationale.

L'université Ba Ria-Vung Tau est également spécialisée, dans les sections 3 et 7 qui sont les plus demandées au Vietnam. L'université est située dans une province côtière du Sud très proche d'Ho Chi Minh Ville et tournée vers l'industrie du tourisme. Les universités vietnamiennes doivent en effet ajuster leur offre au bassin local d'emploi, selon les directives du ministère de l'Education et de la Formation, qui définit les priorités nationales en matière de formation supérieure dont dépend l'agrément des programmes de formation. Le tourisme et la gestion du tourisme, la gestion hôtelière, et le marketing - les communications sont les secteurs dans lesquels il est le plus facile de trouver un emploi actuellement au Vietnam. C'est également dans les sections 3 et 5 qu'est spécialisée l'université Hong Bang, qui a de plus un nombre important de formations en santé et en sciences humaines. Enfin, l'université de Quang Trung propose des formations de licence en Gestion et en sciences de la vie. Les résultats des campagnes d'admission peuvent différer des objectifs cependant, comme le montre l'exemple des campagnes 2017 à 2019 de l'Université Ba Ria-Vung Tau ci-dessous. On observe que l'université cherche à réduire son engagement dans la section 3, Commerce, Gestion et Droit, alors que c'est une section qui attire les étudiants, en particulier la filière administration des affaires. En 2019, 822 956 étudiants ont opté pour cette section, qui offrait 126 473 places dans l'ensemble du pays, section qu'ils avaient 15,4 % de chances d'intégrer. À l'université Ba Ria-Vung Tau, les inscriptions dans cette section représentent en 2018 le double du nombre de places proposées.

La situation est similaire en Section 7 (Sciences humaines, Sciences sociales et du comportement, Journalisme et information, Services sociaux, Hôtellerie - Tourisme - Sports et services personnels, Services de transport, Environnement et protection environnement, sécurité et défense), section où l'Université Ba Ria-Vung Tau est la plus attractive. En 2018, les inscriptions dans cette section représentent le double des places proposées. Dans ces deux sections, dans la mesure où le nombre de places est limité, les candidats sont classés par ordre de mérite jusqu'à ce que le quota soit atteint. Selon les universités, les candidats *ex-aequo* à la fin de la liste sont départagés par différents critères comme les résultats dans une matière complémentaire, comme à l'université Thang Long (voir annexe 1), ou par le rang de l'université dans les vœux des candidats.

La situation est en revanche inverse en section 5 (mathématiques et statistiques, informatique et technologies de l'information, technologie, ingénierie, fabrication et transformation, architecture et construction, agriculture et foresterie et Aquatique et Vétérinaire). Dans cette section, l'université peine à attirer les étudiants, sauf en Technologie de l'information, en Génie Chimique, et dans la filière ouverte en 2018 de Logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement. Cette section est celle pour laquelle le nombre de places offertes au niveau national est le plus important en 2019, avec 159 349 places. Un étudiant sur quatre sera finalement admis au niveau national dans cette section.

Une telle situation peut conduire l'université à augmenter le nombre de points nécessaires pour être admis dans les sections 3 et 7, où la concurrence est forte. Il n'est cependant pas possible de baisser le nombre de points nécessaires pour entrer en section 5, sauf à tomber à un niveau très bas. L'université devra trouver le moyen de rendre ces filières attractives ou leur substituer de nouvelles filières, plus attractives. Les universités privées disposent en effet d'une certaine souplesse dans l'ouverture et la fermeture de programmes de formation, à condition qu'elles puissent prouver au ministère de l'Education et de la Formation leur capacité à garantir la qualité de l'enseignement dispensé dans ces formations, ce qui dépend en particulier de l'encadrement et de l'employabilité. Les universités doivent effectuer un suivi de leurs diplômés pour déterminer le pourcentage d'étudiants qui trouvent un emploi.

Tableau 6 : Nouvelles inscriptions en licence de l'Université Ba Ria-Vung Tau en 2017-2019, objectifs et nombre de candidats retenus

Source: Université Ba Ria- Vũng Tàu, Programme d'inscription des étudiants 2019

Section	2017		2018		2019
	Places proposées	Candidats retenus	Places proposées	Candidats retenus	Places proposées
Section 3	700	1011	450	896	400
Comptabilité	250	197	150	170	150
Administration des affaires	450	811	300	726	250
Section 5	800	581	950	902	950
Technologie électrique et électronique	160	135	150	114	150
Technologie de l'information	120	154	150	174	100
Technologie des travaux de construction	120	42	100	45	150
Technologie du mécanique	160	172	150	192	150
Technologie du génie chimique	120	43	150	47	150
Technologie alimentaire	120	52	100	56	100
Logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement			150	274	150
Section 7	500	677	600	1170	650
Études orientales	300	342	200	530	200
Langue anglaise	200	335	200	337	200
Administration des services de tourisme et de voyage			200	303	150
Gestion hôtelière					100
Total	2000	2272	2000	2968	2000

2.3.2. L'admission en master et doctorat

Pour pouvoir ouvrir une formation en Master, les universités doivent proposer la formation au niveau licence et avoir au moins cinq enseignants titulaires d'un titre de professeur, professeur associé, ou docteur dans les disciplines enseignées ou des disciplines proches, et ne figurant pas sur les listes d'enseignants utilisées pour valider d'autres mentions dans d'autres Masters. Parmi ces enseignants, un au moins, avec le titre de professeur ou professeur associé doit assurer l'organisation de la formation et être responsable vis-à-vis de son université et du public (circulaire 09/2017/TT- BGDDT du ministère de l'Éducation et de la Formation du 4 avril 2017).

Sur les huit universités sélectionnées pour l'étude (sans compter celle pour laquelle la monographie n'a pu être complètement réalisée, cf. note 3), six offrent des formations en master. Le tableau 7 ci-dessous présente les conditions d'admission en master et les filières dans lesquelles cette formation est proposée. On note que l'une des universités, l'université de Quang Trung, organise une formation de master en coopération avec une université publique. Cette formation est destinée à des salariés qui résident dans la région, et les cours ont lieu le week-end.

La coopération avec d'autres universités pour la délivrance de diplômes est l'une des stratégies développées par certaines universités pour élargir leur offre et accroître leurs bénéfices, sur le plan financier, mais aussi en termes d'image et de réputation. Ces accords peuvent être passés entre les universités privées et des universités (ou académies, s'il s'agit pour le Vietnam d'organisations dédiées à la recherche, mais aussi autorisées à proposer des enseignements) publiques ou privées, nationales ou internationales, en particulier pour des formations en ligne, basées sur des Moocs et des tutorats.

Tableau 7 : Filières et conditions d'admission en Master dans les universités de l'étude
Source : enquêtes ESPI

Université de l'étude	Filière	Conditions d'admission
Thang Long	Mathématiques appliquées Méthodes mathématiques de base Informatique Administration des affaires Finance-Banque Travail social Santé publique Soins infirmiers	Diplôme de licence Certificat de connaissance dans le domaine si licence d'une autre université Expérience professionnelle d'un an si licence d'une autre université Examen dans 3 matières
Hong Bang	Administration des affaires Administration des affaires - majeure en gestion du tourisme Administration des affaires - majeure en droit des affaires Finance - Banque - Etude sur le Vietnam Informatique	Diplôme de licence dans la discipline Certificat de connaissances supplémentaires si le diplôme est dans une autre discipline Si le diplôme est dans une discipline proche, 1 an d'expérience professionnelle dans le domaine choisi (2 ans si c'est l'administration des affaires) Examen dans 3 matières
FPT	Master de Software Engineering Master en administration des affaires (5 programmes)	Licence dans la discipline ou une discipline proche. Si la licence est dans une autre discipline, valider des cours supplémentaires en premier cycle de l'université FPT. Niveau d'anglais certifié par CECR B1, IELTS 4.5, TOEFL 450 ITP, IBT 45, un certificat équivalent ou ltest d'anglais de l'école Selon les masters, test sur 3 matières
Phenikaa	Nutrition Nanoscience et technologie Science des matériaux	Licence + examen d'entrée dans 2 matières et en anglais
Hoa Binh	technologies de l'information relations publiques gestion économiques Banque et finance Droit économique	Licence dans la discipline ou une discipline proche Si la licence est dans une autre discipline, valider des cours supplémentaires en premier cycle Test sur 3 matières les diplômés dans la discipline ou dans une discipline proche peuvent passer l'examen directement. Les diplômés d'autres disciplines doivent avoir au moins 2 ans d'expérience dans la branche
Buon Ma Thuot	Pas de formation en master	Avec pour la formation à distance avec l'université Duy Tan (Da Nang, privée), l'université de Hue (publique) et l'université pédagogique de Hue (publique), pour des masters et licence en droit, comptabilité, administration des affaires, gestion éducative, gestion publique, banque et finance

Quang Trung	Droit économiques (en coopération avec l'université de droit de Hue), pour les salariés	Avoir une licence dans la discipline ou en économie, gestion ou comptabilité. Test sur 3 matières
Ba Ria Vung Tau	Administration des affaires Théorie et méthodes d'enseignement de l'anglais technologies de l'information Génie chimique Études orientales	Avoir une Licence dans la discipline ou une discipline proche Si la licence est dans une autre discipline, valider des cours supplémentaires en premier cycle Test sur 3 matières

Enfin, l'un des membres du groupe FPT Education, FUNiX International, est un exemple de cette pratique (tableau 8). Première université en ligne du Vietnam spécialisée dans la formation aux technologies de l'information, elle offre cinq programmes de Master aux États-Unis. Sur sa page d'accueil, FUNiX explique les avantages de faire un master en ligne avec FUNiX international : un master américain, avec un leader de l'enseignement professionnel, permettant le développement d'un réseau de relations et partenaires et d'optimiser le développement de la carrière par un système de mentorat professionnel en économisant du temps et de l'argent (frais de voyage et de subsistance). Le groupe FPT peut ainsi attirer une partie du nombre croissant de jeunes vietnamiens qui veulent étudier à l'étranger. Comme le montre le graphique 9, ce sont les études à l'étranger qui ont connu la plus forte croissance, en termes d'effectifs, pendant les années 2010, et les données UIS sous-estiment probablement le nombre d'étudiants à l'étranger. Le ministère de l'Éducation et de la Formation estimait à 230 000 le nombre d'étudiants vietnamiens à l'étranger en 2016. L'un des enjeux actuels pour les universités privées les plus ambitieuses est d'attirer cette clientèle, dont 90 % est auto-financée : les plus brillants peuvent obtenir des bourses tandis que les autres ont une capacité financière suffisante pour leur permettre de financer les frais d'études ainsi que les frais de subsistance ; les deux catégories sont intéressantes pour ces universités.

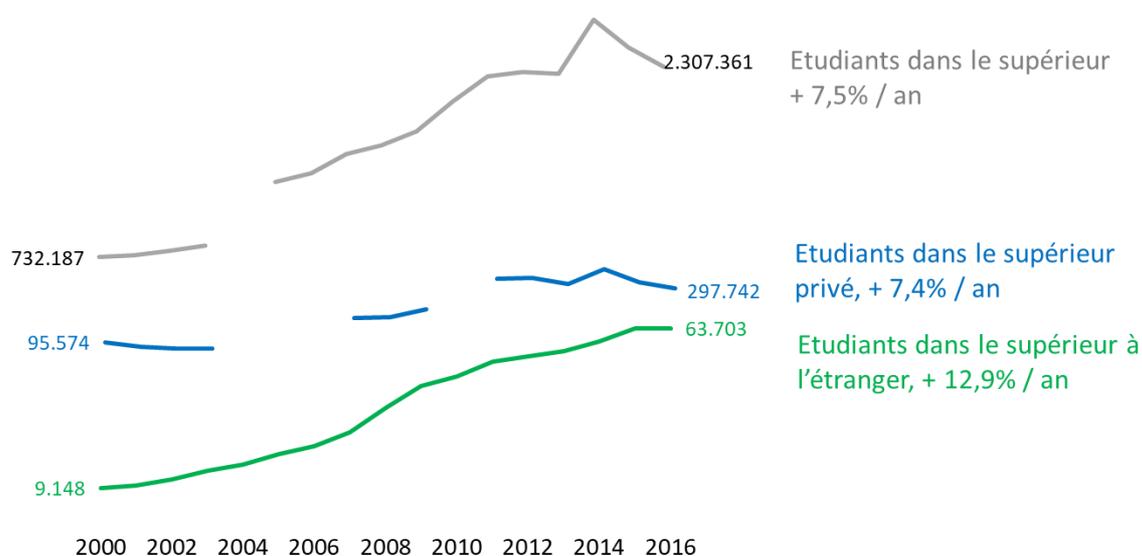
Tableau 8 : Masters proposés par Funix international en 2019-2020

Source : <https://international.funix.edu.vn/vi/chuong-trinh-hoc/>

Université	Intitulé du master	Durée (mois)	Coût
Southern Utah University	Communication professionnelle	18	14 000 \$ (bourse de 500 \$ pour les 15 premiers inscrits)
	Cybersécurité et assurance de l'information	18-24	20 000 \$ (bourse de 500 \$ pour les 15 premiers inscrits)
Université Hetzing	Administration des affaires	18-24	27 920 \$ (bourse de 20 % pour les 20 premiers inscrits)
Colorado Stat University - Global Campus (CSU Global)	Gestion de projet	18-24	18 000 \$
	Gestion des technologies de l'information	18-24	18 000 \$

Graphique 9 : Evolution des effectifs étudiants vietnamiens dans l'enseignement supérieur, 2000-2016

Source : auteurs, à partir des données UIS-Unesco (<http://uis.unesco.org/>)



2.3.3. Les formations doctorales

On note que, dans tous les cas, les universités organisent des tests pour déterminer les admissions, ce qui est une indication des soupçons qui pèsent sur la qualité de l'enseignement supérieur, au Vietnam, mais aussi à l'étranger. Les diplômes obtenus à l'étranger doivent être certifiés, et le ministère de l'Éducation a publié une liste d'institutions fantômes, basées principalement, mais pas exclusivement aux États-Unis, et dont les diplômes, délivrés sans autre contrepartie que leur coût, ne sont pas reconnus par le Vietnam.

Parmi les universités étudiées, l'université Hong Bang a une formation doctorale en Administration des affaires. L'université a délivré son premier doctorat en mars 2019, au directeur de l'hôtel Rex à Ho Chi Minh Ville. En 2019, elle a également délivré 190 diplômes de master.

L'université FPT ne forme pas au niveau doctorat, mais accorde des bourses couvrant l'ensemble des études supérieures jusqu'au doctorat à des étudiants brillants dans le domaine de l'intelligence artificielle. En juillet 2019, l'université a accordé des bourses à dix élèves de lycée de la ville de Quy Nhon, dans la province de Binh Dinh, avec l'accord du ministère de l'Éducation et de la Formation et dans le cadre d'un accord de coopération avec le comité populaire de la province, qui vise à faire de Quy Nhon un « centre mondial pour l'intelligence artificielle ». FPT offre aussi actuellement un programme pour attribuer au moins deux bourses de doctorat complètes d'une valeur de 700 millions VND chacune à des étudiants diplômés travaillant sur des sujets dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Le laboratoire « Nano » de l'Université Phenikaa recrute en 2020 trois postdoctorants et trois assistants de recherche. Il forme également des docteurs en science des matériaux. En mai 2019, l'université a par ailleurs signé un accord de coopération scientifique avec l'académie des sciences sur la formation, la recherche scientifique et le développement technologique à travers des projets de recherche, l'organisation de conférences et séminaires nationaux et internationaux et une formation doctorale conjointe afin d'améliorer la capacité de recher-

che des doctorants de niveau international. Dans l'accord, l'Université PHENIKAA s'engage à fournir un nombre illimité de bourses aux étudiants de troisième cycle participant au programme de formation conjoint entre l'Académie et l'Université.

L'université Ba Ria-Vung Tau a prévu d'ouvrir deux formations doctorales au cours du quinquennal qui vient de débiter, à la suite de la visite d'accréditation, mais ces programmes ne sont pas encore en place. Les universités Quang Trung, Hoa Binh, Buon Ma Thuot et Thang Long n'ont pas de formations doctorales. Il existe donc une différence importante entre les universités qui dépendent de groupes industriels et commerciaux et se lancent dans la recherche avec la mise en place de formations doctorales, et les universités fondées par des individus, qui sont généralement de taille plus petite et ne remplissent pas les conditions pour développer des programmes doctoraux. Ces conditions tiennent en particulier aux équipements, au personnel enseignant et à des liens étroits avec les entreprises des mêmes groupes, et impliquent des investissements très importants.

2.3.4. Les stratégies d'attraction des étudiants et de positionnement dans le champ

Il s'agit en premier lieu de jouer sur l'image de l'université. Certaines universités sont anciennes et réputées, comme l'université Hong Bang ou l'université Thang Long. Dans ce cas, les opérations de rachat n'ont pas entraîné une modification du nom qui n'aurait pas permis de s'inscrire dans la continuité, au moins sur un plan symbolique. Dans le cas de Phenikaa en revanche, le changement de nom est synonyme de rupture, et l'université doit recréer une image propre en se démarquant de l'université rachetée, qui était en grande difficulté.

L'image, c'est d'abord les infrastructures, les équipements, l'équipe de direction et le corps enseignant. De ce point de vue, les universités récemment rachetées ont toutes connu des changements de direction et des restructurations de personnel.

L'image, c'est ensuite la coopération avec d'autres institutions universitaires prestigieuses, au Vietnam et surtout, à l'étranger. Certaines universités privées comme Hong Bang, FPT, et pour un programme, Thang Long – pour les universités que nous avons enquêtées – sont en mesure de proposer des formations en coopération avec des partenaires étrangers, des programmes d'échange, ou des stages.

Les universités privées dépendent pour leur financement des frais payés par les étudiants : ces frais doivent donc correspondre aux publics ciblés et peuvent être différenciés d'une discipline à l'autre pour permettre à des étudiants plus ou moins aisés de suivre les formations. Le programme de musique de l'université de Thang Long fonctionne à perte actuellement, en raison de l'importance des investissements réalisés pour un faible nombre d'étudiants. Mais c'est un programme prestigieux qui participe à l'image de marque de l'établissement. Les bourses et exemptions totales ou partielles peuvent également inciter les étudiants à choisir l'université qui les donne. Ces bourses sont généralement accordées sur la base du mérite académique, et sont peu nombreuses. L'exonération partielle de frais d'études pendant la première année peut être une stratégie d'attraction des étudiants. L'université Phenikaa propose actuellement un grand nombre de bourses. Les universités plus anciennes ont moins besoin d'affirmer leur image et distribuent très peu de bourses, exclusivement au mérite, même si les critères socioéconomiques peuvent être pris en compte, à qualité égale des candidats.

L'image, c'est aussi les programmes de formation proposés et la possibilité pour les sortants de l'université de trouver du travail. Si les universités privées étudiées affichent toutes des taux d'emploi supérieurs à 80 % (100 % dans le cas de Thang Long en 2019), il est difficile de commenter ces chiffres, parce qu'on ne connaît ni la période de référence ni la correspondance réelle entre les emplois occupés et la formation dispensée. La question de l'employabilité est importante pour les universités privées parce que, bien que la loi ne fasse pas de distinction entre les diplômes délivrés par le public et le privé, l'administration publique et le secteur industriel et commercial public ont longtemps été réticents à recruter des diplômés du privé, perçus comme des étudiants ayant échoué à l'examen d'entrée dans l'enseignement supérieur public. Les entretiens que nous avons eus avec les étudiants confirment que la plupart de ces étudiants ont échoué à l'examen d'entrée dans le public ou ne remplissaient pas les conditions pour le passer. Cela ne signifie pas que la formation qu'ils reçoivent n'est pas de qualité. C'est pourquoi ces réticences tendent à disparaître dans les grandes villes, où le nombre d'universités privées est important et où les employés du secteur public ont plus de chances d'en côtoyer et d'apprécier leurs compétences. Mais elles demeurent importantes dans les autres régions, ce qui peut réduire les perspectives d'ouverture de certains programmes de formation. D'une manière générale, le meilleur moyen pour les universités privées de trouver des débouchés pour leurs diplômés est de les créer elles-mêmes. Les universités dépendant d'entreprises ou de groupes industriels et commerciaux, comme FPT, Phenikaa, ou Quang Trung garantissent un emploi dans le groupe à l'obtention du diplôme, et FPT annonce sur son site web que 19 % de ses diplômés ont été recrutés à l'étranger. Les liens étroits entre entreprises et universités permettent d'organiser des stages et une formation pratique qui rend les nouveaux diplômés immédiatement productifs dès la fin de leurs études. Les services d'emploi et l'organisation ou la participation à des foires à l'emploi sont l'occasion de faire connaître l'université et d'améliorer les chances des diplômés de trouver un emploi rapidement à la fin de leurs études.

Pour inciter les étudiants à s'inscrire dans leurs universités, les personnels participent à des portes ouvertes et démarchent les lycées en fin d'année scolaire. Mais il est également important de proposer des activités extracurriculaires, car les étudiants en demandent, en particulier lorsque la localisation de l'université est assez excentrée.

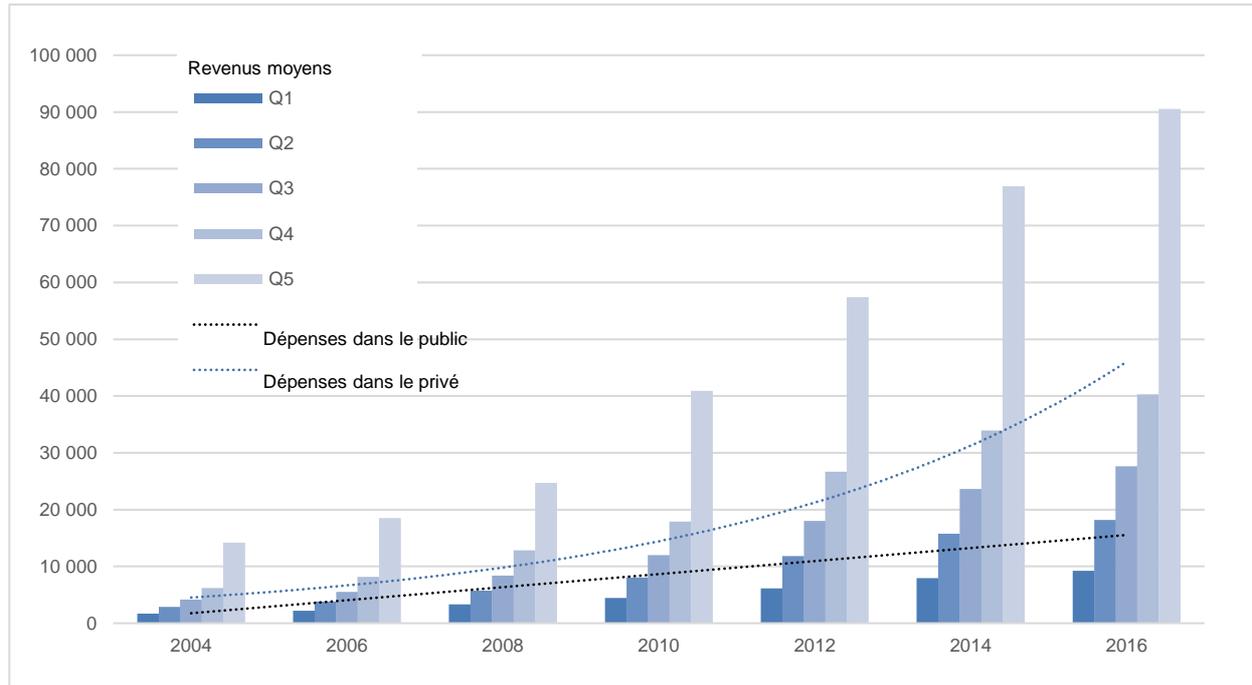
2.3.5. Le coût des formations

Le graphique 10 présente l'évolution des dépenses moyennes des ménages vietnamiens par étudiant pour les études supérieures. On observe que, si les dépenses moyennes ont été multipliées par 4 entre 2004 et 2016 dans le public, elles ont été multipliées par 7 dans le privé. Si l'on compare les dépenses moyennes des ménages par étudiant du supérieur, on constate que les dépenses dans le public sont supérieures à ce que peuvent consentir les ménages du premier quintile, quelle que soit la période, mais est comparable ou inférieure au revenu par tête moyen des ménages à partir du deuxième quintile. Les dépenses induites par une scolarisation dans le supérieur privé demeurent cependant hors de portée des trois premiers quintiles de revenu.

Pourtant, les entretiens réalisés avec les étudiants dans les universités montrent que les frais d'études dans certaines universités sont comparables, et parfois inférieurs aux alternatives publiques. Le positionnement des universités privées est en effet choisi pour tenir compte de la préférence des étudiants pour le public et de la nécessité d'attirer des étudiants dont les performances académiques en lycée sont moyennes.

Graphique 10 : Dépenses d'enseignement supérieur des ménages par étudiant et par an et revenu moyen par tête des ménages, par quintile de revenu, 2004-2016 (milliers de VND)

Source : Nolwen Henaff, Phạm Ngọc Toàn, à partir des données des enquêtes VLSS de l'Institut national de la statistique, 2004-2016



L'université Quang Trung est la moins chère des universités étudiées. Avec des frais d'études de 6 millions de VND par an, elle est considérée par ses étudiants comme par ses enseignants comme l'une des universités les moins chères du Vietnam, et de fait, ses tarifs sont comparables à ceux des universités publiques les moins chères. Elle vient de bénéficier d'investissements d'importants de la part de son repreneur et doit donc se forger une nouvelle image. Il est prévu que les frais augmentent progressivement à partir de la rentrée 2021/2022.

L'université Hoa Binh propose des formations de licence entre 12 et 23 millions de VND par an en fonction des formations, la formation la plus chère étant la formation en pharmacie. Les étudiants excellents (recrutés directement ou avec un score à l'examen de fin de cycle secondaire de 25 points au moins) et les enfants des ménages pauvres et quasi-pauvres, bénéficient d'une exemption de 50 % des frais de scolarité en première année, tandis que les enfants des minorités ethniques ou des familles très pauvres reçoivent la première année une indemnité de dortoir de six mois. L'université Hoa Binh soutient également les prêts bancaires pour les étudiants. À l'université Thang Long, les coûts de scolarité sont de 22 à 24 millions par an.

A Buon Ma Thuot, le coût annuel de la formation en pharmacie, qui dure cinq ans, est de 27,8 millions de VND – soit environ 1100 euros par an en 2018-2019 – et le coût des études de médecine, qui durent six ans, est de 30 millions de dong par an, avec une augmentation de 5 % par an. L'université a accordé trois bourses l'an dernier.

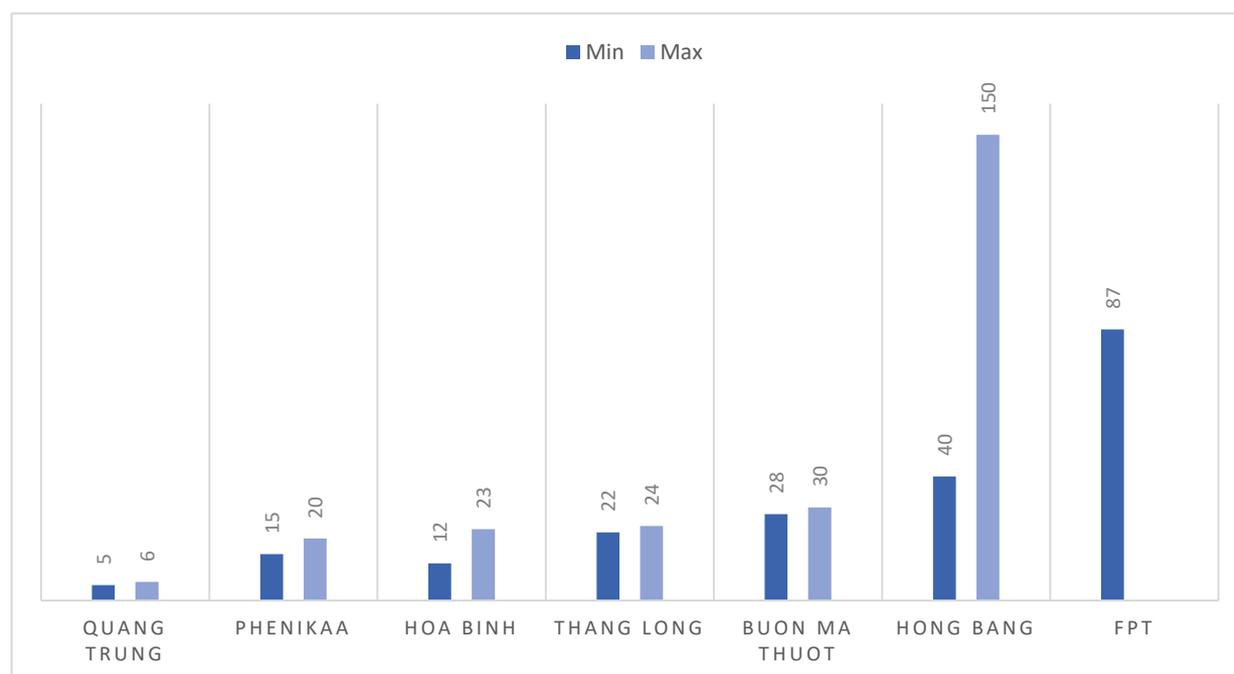
L'université Phenikaa propose des cursus de licence entre 15 et 20 millions de VND par an. L'université vient de démarrer ses activités avec un nouveau propriétaire, une nouvelle équipe de direction et une équipe d'enseignants largement renouvelée. Elle doit donc construire son image auprès du public, et offre pour cela, des bourses et des aides pour un montant non négligeable pour les étudiants qui ont obtenu un score de 24 points ou plus (sur 30) à l'examen de fin de cycle secondaire. L'objectif de l'université est de réussir en cinq ans à couvrir ses dépenses avec ses recettes tirées de l'enseignement, mais aussi de la recherche.

À l'Université internationale Hong Bang, les frais de scolarité sont fixés chaque année et sont stables tout au long du cursus. Les frais de scolarité pour tous les programmes de licence sont de 40 millions de VND par an, sauf pour la formation en médecine dentaire, qui est de 150 millions de VND par an. Les programmes d'intégration internationale ont un coût de 60 millions de VND par an et comprennent le soutien à la préparation de l'IELTS, l'étude de sujets en anglais ou la participation à un échange à l'étranger, et permettent d'obtenir des cartes VIP pour utiliser les services du bâtiment de l'université. Le programme d'affiliation internationale comprend deux phases : la première, pendant laquelle les étudiants étudient à l'université Hong Bang, coûte 70 millions de VND par an. Le coût de la seconde, qui se déroule à l'étranger, est déterminé en fonction du temps d'inscription des élèves dans les écoles partenaires aux États-Unis et varient entre 13 000 et 32 000 USD/an.

L'université FPT a des frais de scolarité de 25,3 millions de VND/trimestre à Hanoi et HCMV, soit 75,9 millions par an (environ 3 000 euros), sans compter les dépenses annexes pour des certificats en anglais par exemple, pour les étudiants qui n'ont pas un niveau suffisant, et doivent passer des certificats pour une valeur de 10,35 millions de VND par certificat (deux mois de cours et un maximum de six certificats).

Graphique 11 : Prix des formations en licence dans les universités enquêtées, millions de VND, 2019/2020

Source : enquêtes ESPI



Les frais demandés par les universités privées sont dans l'ensemble plus élevés que ceux des universités publiques pour leurs programmes « ordinaires », mais souvent inférieurs aux prix des programmes en coopération avec l'étranger des universités publiques, eux-mêmes inférieurs aux tarifs pratiqués par les universités étrangères au Vietnam. On note que deux universités privées récemment ouvertes au Vietnam, l'université Fullbright et l'université VinUni, deux universités à but non lucratif, affichent les tarifs les plus élevés du pays : 538 millions de VND par an pour Fullbright et 35-40 000 USD pour VinUni.

À ces coûts, il convient d'ajouter ceux des certificats obligatoires si l'étudiant n'a pas obtenu sa licence dans le domaine du master dans lequel il veut s'inscrire, les frais d'examen et les frais de dortoir et de repas. Les universités privées ont des cantines où elles proposent des repas complets pour 25 000 à 30 000 VND l'unité.

L'écart de coûts entre public et privé est en train de se resserrer en raison de la politique d'autonomie des universités publiques, qui enjoint ces dernières de générer les recettes permettant de financer leurs dépenses de fonctionnement. Si les universités publiques devront garder des programmes de formation à bas coût pour justifier leur appartenance au secteur public, les frais d'étude ont augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie et les universités publiques multiplient les « programmes spéciaux », qui bénéficient d'une exemption du plafond de tarification imposé par le ministère, en particulier lorsque les formations sont proposées en coopération avec une université étrangère. La distinction entre public et privé va alors se complexifier et aura sans doute moins de sens au niveau des institutions que des formations, les plus prestigieuses étant également les plus chères. Se met donc en place au Vietnam un système à plusieurs classes, la classe « business » étant susceptible de faire concurrence aux universités étrangères qui recrutent leurs étudiants au Vietnam, mais sélectionnant les étudiants sur une combinaison de performance académique et de capacité financière, tandis que les formations à bas coût seront proposées aux étudiants de faible capacité financière, mais au moins moyens sur le plan académique.

2.3.6. Les enseignants

Selon les statistiques du ministère, pour l'année scolaire 2017-2018, le système d'enseignement supérieur comptait 74 991 enseignants permanents dont 21 % travaillaient dans le secteur privé.

Les enseignants titulaires ayant le titre professeur¹⁷ ne représentent que 1 % du total des enseignants de l'enseignement supérieur – 0,9 % dans le public et 1,27 % dans le privé, ce dernier pourcentage pouvant s'expliquer par le fait que des enseignants titrés retraités de l'enseignement public passent dans l'enseignement privé. Les enseignants avec le titre de professeur associé représentaient cependant, en 2016-2017, 6 % du corps enseignant dans le public, mais seulement 4,7 % dans le privé.

¹⁷ Le titre de professeur ou professeur associé le plus élevé de l'enseignement supérieur.

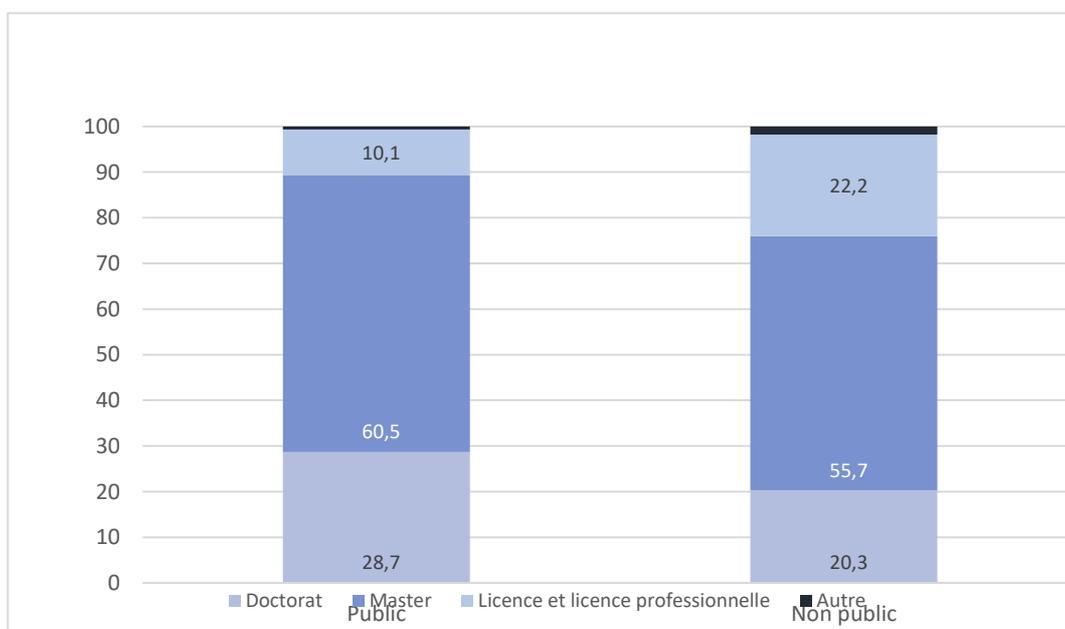
L'essentiel des enseignants titulaires a donc une qualification qui correspond au niveau de formation. Le nombre d'enseignants titulaires d'un master ou d'un doctorat a augmenté ces dernières années, alors que la proportion de titulaires d'une licence a diminué en conséquence de la politique d'accroissement des niveaux de compétence des enseignants du supérieur par le ministère, et de la mise en œuvre de règles concernant l'agrément des programmes de formation en fonction des qualifications des enseignants.

Si plus de la moitié des enseignants du supérieur ont un master, dans le public comme dans le privé, on note que le privé souffre d'un déficit d'enseignants titulaires d'un doctorat, ce qui est un handicap pour l'ouverture de programmes de master et doctorat.

Selon une enquête menée en 2017 auprès des universités non publiques¹⁸, 71 % des enseignants du secteur sont titulaires, les autres étant des vacataires. Le même rapport montre que 70 % des enseignants titulaires ont au moins un niveau master, alors que c'est le cas de 81 % des enseignants vacataires. Cette situation témoigne des difficultés éprouvées par le secteur privé à recruter des enseignants de haut niveau.

Graphique 12 : Niveau de formation des enseignants du supérieur dans le public et le privé, 2017/2018 (%)

Source : Ministère de l'éducation et de la formation : <https://moet.gov.vn/thong-ke/Pages/thong-ko-giao-duc-dai-hoc.aspx?ItemID=5878>



En fait, depuis la révision de la loi de l'éducation en 2018, les enseignants du supérieur doivent avoir au moins le niveau de master, ce qui constitue un défi important pour les universités vietnamiennes. En réponse à cette évolution, un certain nombre d'universités, en particulier celles qui appartiennent à des groupes industriels et commerciaux, ou à des industriels, ont beaucoup investi et offrent des salaires très attractifs, même pour des enseignants ayant une préférence pour le secteur public. Elles ont été ainsi en mesure d'attirer des enseignants et chercheurs travaillant dans des universités publiques, mais aussi des diplômés de

¹⁸ Rapport d'évaluation le fonctionnement des universités non- publiques, effectué par un groupe d'experts à la demande du MOET.

l'étranger, qui jusque-là n'avaient pas pu trouver leur place dans le système académique vietnamien, soit en raison du manque d'équipement et de financement pour les recherches, soit en raison d'une vision de l'enseignement et de la recherche influencée par les pays étrangers et en rupture avec les pratiques du système public vietnamien. Outre les salaires, les conditions de travail et la réactivité des directions sont des facteurs importants d'attraction pour les enseignants. Tous ceux que nous avons interrogés ont souligné le dynamisme de la gestion dans le secteur privé, en particulier par comparaison avec les lourdeurs administratives du système public.

2.3.7. Accréditation des programmes et des institutions de formation

Les institutions d'enseignement supérieur, publiques ou privées doivent être accréditées pour avoir l'autorisation de fonctionner. Les normes d'accréditation ont été modifiées en 2017 (avec effet à partir du 4 juillet 2017) dans un souci d'harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur de l'ASEAN. Le « Règlement sur l'inspection de la qualité des établissements d'enseignement universitaire », promulgué en même temps que la circulaire no 12/2017/TT-BGDĐT du 19 mai 2017 du ministère de l'Éducation et de la Formation, comprend 25 normes et 111 indicateurs, qui permettent d'évaluer la qualité des institutions dans quatre domaines : la stratégie de l'établissement ; son organisation ; ses performances ; et le résultat de ses activités. La procédure actuelle pour l'accréditation comprend un rapport d'auto-évaluation, une évaluation externe dont la durée peut se prolonger sur plusieurs semaines, la vérification de l'évaluation interne, et la reconnaissance de la conformité aux normes de qualité de l'éducation sur une échelle à sept niveaux qui vont d'« absolument non conforme » à « parfaitement conforme, atteignant le niveau des meilleurs établissements au monde ». Pour le moment, aucun établissement ne dépasse le niveau 4 « conforme », et certains établissements, dans certains domaines, sont légèrement en dessous. Il est prévu de réaliser un examen de la situation à mi-parcours.

La liste des 130 établissements accrédités au 30 janvier 2020 est présentée en annexe de ce texte. Il apparaît que les deux tiers des universités publiques, mais seulement un tiers des universités privées, sont accréditées actuellement. Plus remarquable est le fait que cinq, sur les vingt universités privées accréditées, l'ont été depuis la réforme des critères, trois d'entre elles faisant partie des universités retenues pour l'étude. Il s'agit de l'université internationale Hong Bang, de l'université FPT, et de l'université de Ba Ria-Vung Tau. Les universités Hoa Binh et Thang Long ont été accréditées dans l'ancien système. Il semble que l'université Thanh Tay, devenue Phenikaa après son rachat, ait été accréditée, mais Phenikaa ne l'est pas encore. Les universités Buon Ma Thuot et Quang Trung ne sont pas encore accréditées, mais le processus est en cours.

Trois articles de la loi révisée sur l'éducation de novembre 2018 sont particulièrement importants pour les universités en matière d'accréditation. Selon l'article 34 :

« a) L'objectif d'inscriptions sera déterminé en fonction de la demande du marché, de sa nécessité pour le développement socio-économique, de la quantité et de la qualité des enseignants, des installations disponibles ; de la proportion d'étudiants employés après l'obtention du diplôme et des autres conditions d'assurance de la qualité ;

b) Chaque établissement d'enseignement supérieur détermine son propre objectif d'inscription ; publie son objectif d'inscription, la qualité de la formation et les conditions d'assurance qualité, le nombre d'étudiants employés après l'obtention du diplôme ; et l'assurance de la qualité des diplômés telle que déclarée. »

L'article 49 précise que l'évaluation de la qualité est la base de l'information destinée aux propriétaires des universités, aux autorités compétentes, aux étudiants pour qu'ils puissent choisir leur université en toute connaissance de cause et aux entreprises, pour qu'elles puissent recruter la main-d'œuvre dont elles ont besoin.

Plus important encore, l'article 50 modifié précise que :

« Si un établissement d'enseignement supérieur n'évalue pas périodiquement ses programmes de formation ou si le résultat de l'évaluation n'est pas satisfaisant, il doit améliorer la qualité de la formation afin de garantir que ses étudiants satisfont aux normes d'obtention du diplôme du programme. Dans le cas où plus de 02 ans se sont écoulés depuis l'expiration du certificat de qualité de la formation ou la date d'émission du résultat d'évaluation insatisfaisant et le programme de formation n'est pas réévalué ou le résultat de l'évaluation n'est toujours pas satisfaisant, l'autorisation d'inscrire des étudiants est suspendue et l'établissement doit mettre en œuvre des mesures pour protéger les intérêts des étudiants. »

Il est donc nécessaire, pour les établissements publics comme privés, d'être accrédités pour pouvoir continuer à fonctionner, et la publicité imposée à l'accréditation devient un élément de concurrence avec les autres établissements.

2.4. Une typologie des établissements d'enseignement supérieur privé au Vietnam

Au terme de cette analyse des caractéristiques des établissements privés d'enseignement supérieur au Vietnam, il apparaît que le critère le plus discriminant est aujourd'hui la nature des propriétaires, qui recoupe en grande partie les critères d'ancienneté, d'orientation et de taille. On distinguera trois catégories d'universités privées :

La première catégorie est composée d'universités dépendant de groupes individuels et commerciaux. Très liées au milieu économique, elles délivrent des formations pratiques et ont des ambitions de recherche, qui peuvent être appliquées, comme par exemple dans le cas de FPT, ou fondamentales, comme dans le cas de Phenikaa. Elles bénéficient de fonds importants générés, pour les plus anciennes d'entre elles, en grande partie par leur activité directe ou les bénéfices dérivés, ce qui rend en partie caduque la question du but, lucratif ou non, de ces institutions pour l'analyse de la question des inégalités. Ainsi, Phenikaa envisage d'ouvrir à court terme son propre hôpital pour les bénéfices qu'elle pourra en tirer, mais surtout parce que cela leur permettra d'offrir à ses diplômés la pratique et les emplois dont ils ont besoin, et dont ces institutions ont également besoin pour garantir la qualité de l'enseignement qu'elles dispensent. FPT et VinUni, qui ouvrent leurs portes à la rentrée 2020, ont créé autour de deux campus (Quy Nhon pour FPT et Hanoi pour VinUni), de véritables "villes" comprenant des zones résidentielles, des écoles à tous les niveaux de l'enseignement général, qu'elles possèdent et gèrent, des hôpitaux et des supermarchés. Le foncier à lui seul est un secteur extrêmement lucratif qui bénéficie grandement de la présence d'institutions scolaires et universitaires. L'ensemble des bénéfices générés peut permettre à l'université qui

sera la plus chère du Vietnam, VinUni, d'annoncer qu'elle sera à but non lucratif. Le statut non lucratif apparaît dans ce contexte comme un luxe que ne peuvent se permettre que les plus richement dotées des universités privées. La dotation n'est cependant pas uniquement financière, mais repose aussi sur des réseaux politiques permettant d'obtenir en particulier l'accès au foncier. L'université Hong Bang, qui dépend du groupe spécialisé dans l'éducation Nguyen Hoang, fait également partie de cette catégorie. L'objectif affiché du groupe est de faire des profits, et pour cela, elle doit pouvoir concurrencer les meilleures institutions vietnamiennes d'enseignement supérieur en termes de qualité de l'enseignement. Les universités du groupe répondent à la demande de manière complémentaire, chaque université gardant son autonomie de gestion. Les universités de cette catégorie s'orientent actuellement vers la recherche, qui peut alimenter l'innovation dans les entreprises propriétaires et générer, à travers les dépôts de brevets, des bénéfices importants. Les universités de cette catégorie ambitionnent de faire partir des meilleures universités au niveau mondial.

La deuxième catégorie est composée d'universités dont les propriétaires sont des entrepreneurs. Semblable à la première catégorie par son lien avec le milieu économique, elle s'en distingue par des ambitions moins grandes et par des financements également moins importants. L'université Buon Ma Thuot, qui envisage également d'ouvrir son propre hôpital, et l'université Quang Trung, à Quy Nhon, font partie de cette catégorie. Dans ces deux cas, l'un des objectifs est d'offrir des débouchés à des étudiants de régions relativement peu développées tout en fournissant à leurs entreprises la main-d'œuvre locale dont elles peuvent avoir besoin. Ces universités se tournent également vers la recherche et ont pour ambition de devenir des universités de premier plan au niveau national.

La troisième catégorie est constituée d'universités de première génération, Thang Long et Hoa Binh, dans notre exemple. Caractérisées par leur ancienneté, elles sont de plus petite taille que les précédentes et font face à la concurrence à la fois du secteur public et des autres catégories d'universités du secteur privé, sans disposer de fonds importants parce que leurs propriétaires sont des personnes privées. Pour faire face à cette situation, l'université Hoa Binh a maintenant rejoint un groupe industriel, mais l'université Thang Long, réputée pour avoir toujours fonctionné sur un mode non lucratif, dont elle n'a pas aujourd'hui les moyens de demander le statut, base sa stratégie sur la réactivité face aux changements de la demande émanant des étudiants et la qualité de son corps enseignant, reconnu par l'accréditation.

3. La question des inégalités

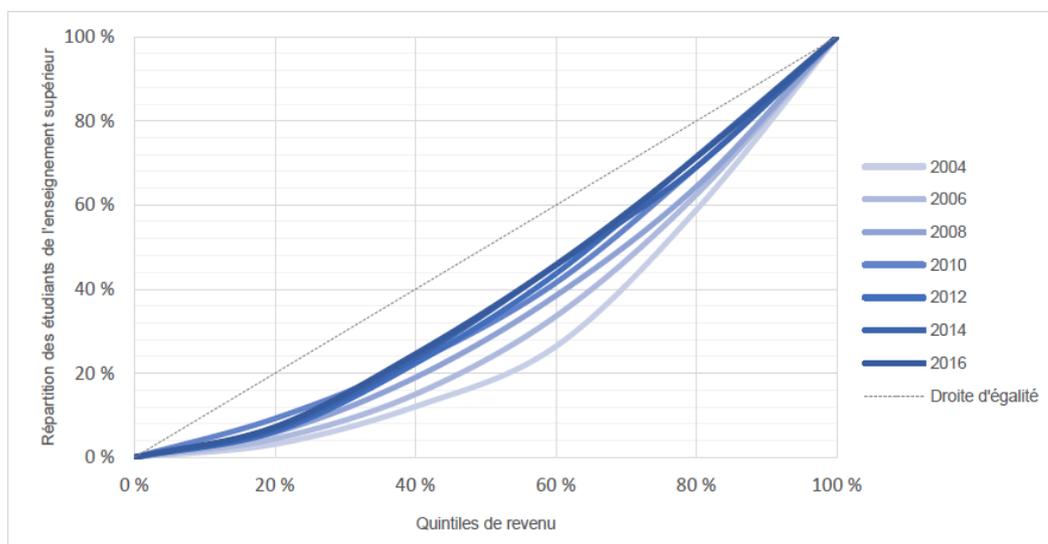
À partir des données sur les niveaux de vie des ménages collectées tous les deux ans par l'Institut national de la Statistique du Vietnam, il est possible de calculer un certain nombre d'indicateurs permettant de mesurer les inégalités dans l'enseignement supérieur. Nous allons nous intéresser aux inégalités liées au niveau de revenu du ménage, à son milieu de résidence urbain ou rural, à sa région de résidence, et à l'appartenance ethnique.

3.1. Niveaux de revenu et inégalités d'accès à l'enseignement supérieur

Le premier indicateur que nous proposons est la construction de pseudo courbes de Lorentz mettant en regard la répartition des revenus et la répartition de la participation à l'enseignement supérieur pour les étudiants faisant des études supérieures pour chacune des années de l'enquête sur les niveaux de vie des ménages depuis 2004. Les graphiques 13 et 14 ci-dessous permettent d'analyser la situation pour le Vietnam au cours de la dernière décennie dans le public et dans le privé. Dans les deux graphiques, plus les années sont récentes plus les courbes sont foncées. Il apparaît que les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur public ont diminué au cours de la période, tandis qu'elles ont augmenté pour l'enseignement supérieur privé. En 2004, 3 % des 20 % les plus pauvres de la population font des études supérieures ; les 60 % les plus pauvres de la population représentent tout juste le quart des étudiants du public ; et 40 % des étudiants du public appartiennent au quintile de revenu le plus riche. Entre 2004 et 2016, la part du quintile de revenu le plus pauvre dans les étudiants du supérieur public a plus que doublé, mais demeure très faible, à 0,7 % ; les quintiles 2 et 3 ont vu leur accès à l'enseignement supérieur public s'améliorer de manière importante. En 2016, 17 % et 21 % des effectifs étudiants du supérieur public appartiennent respectivement aux quintiles 2 et 3, et le quintile le plus riche ne représente plus que 29 % des effectifs scolarisés dans le supérieur public.

Graphique 13 : Pseudo-courbe de Lorentz des effectifs inscrits dans l'enseignement supérieur public, 2004 –2016

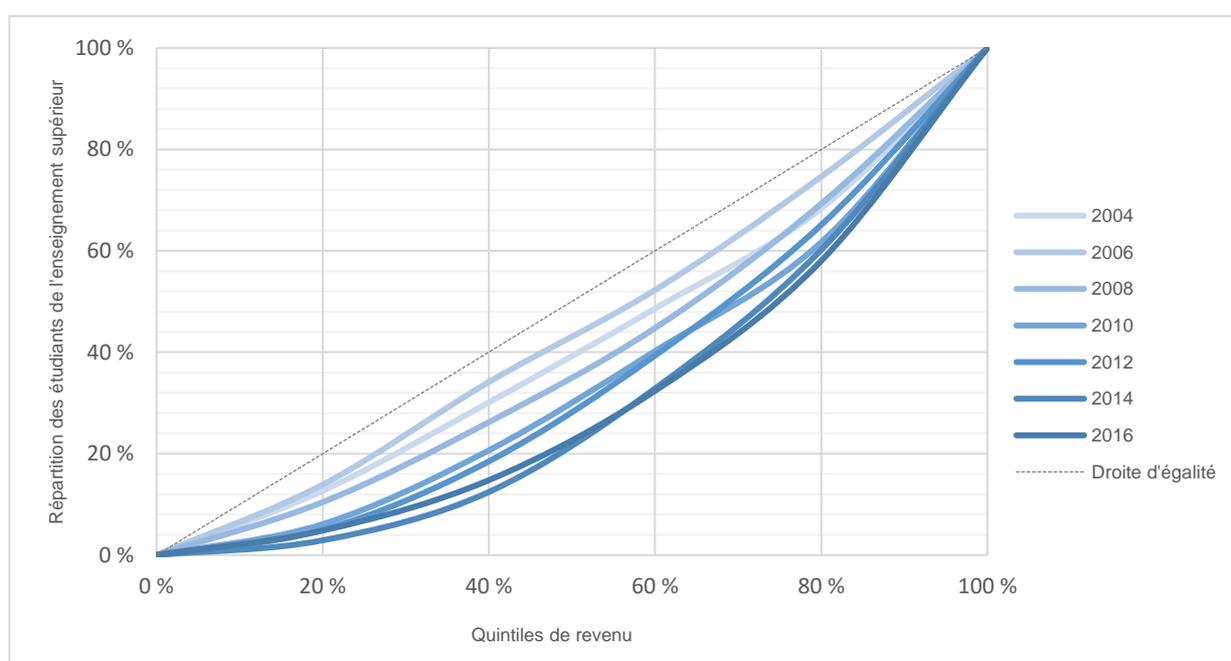
Source : Nolwen Henaff, Phạm Ngọc Toàn, à partir des données des enquêtes VLSS de l'Institut national de la statistique, 2004–2016.



À l'inverse, dans l'enseignement supérieur privé, les effectifs du premier quintile de revenu, le plus pauvre, ont été divisés par 2,6 entre 2004 et 2016, et ceux du deuxième quintile par 1,8, alors que les autres quintiles ont vu leur part progresser dans les effectifs étudiants pendant la période. Le secteur privé d'enseignement supérieur est passé d'une situation relativement égalitaire entre quintiles de revenu en début de période, en particulier en 2006, à une situation dans laquelle 60 % de la population la plus pauvre représente le tiers des effectifs scolarisés, et le quintile de revenu le plus riche, 42 % des effectifs scolarisés, soit la répartition qui prévalait dans le secteur public en début de période.

Graphique 14 : Pseudo-courbe de Lorentz des effectifs inscrits dans l'enseignement supérieur privé, 2004-2016

Source : Nolwen Henaff, Phạm Ngọc Toàn, à partir des données des enquêtes VLSS de l'Institut national de la statistique, 2004-2016.



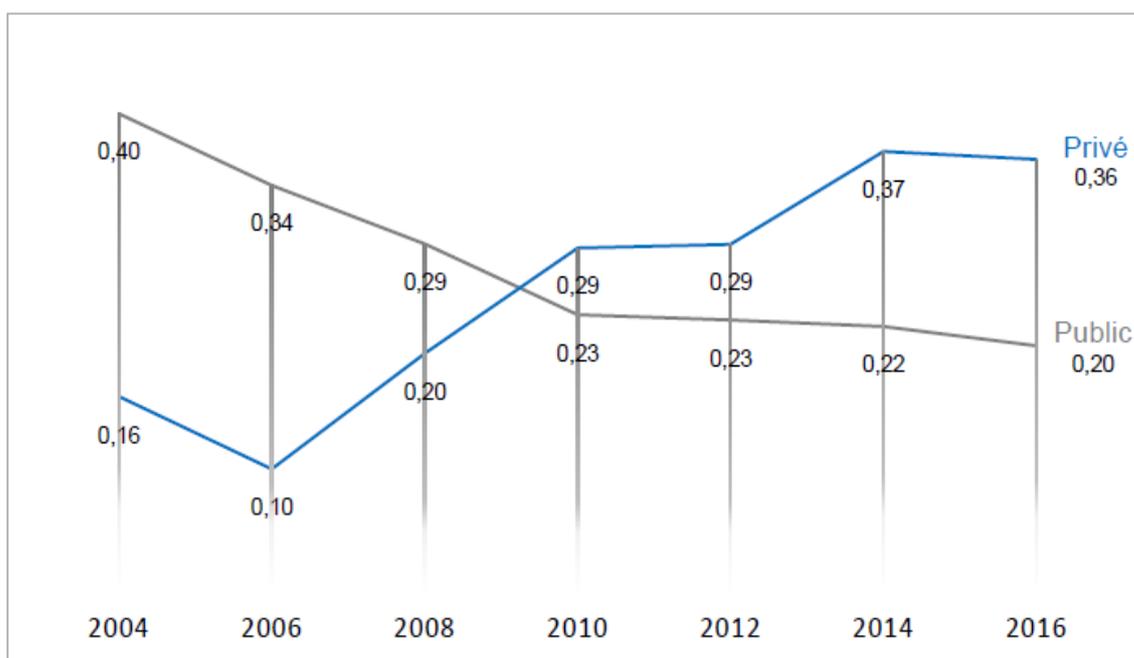
Si le développement du secteur privé d'enseignement supérieur a permis d'accroître le nombre de places dans l'enseignement supérieur, cette ouverture a essentiellement bénéficié aux deux quintiles de revenu les plus riches. Le calcul de l'indice de Gini des inégalités d'accès à l'enseignement supérieur dans les secteurs public et privé en fonction de la répartition des revenus confirme ces tendances : entre 2004 et 2016, les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur en fonction du revenu ont été divisées par deux dans le secteur public, tandis qu'elles étaient multipliées par un peu plus de deux dans le secteur privé.

Le graphique 15 ci-dessous permet de préciser la manière dont les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur se sont réduites depuis le milieu des années 2000. Le nombre d'étudiants dans le supérieur a augmenté dans toutes les tranches de revenu, mais plus rapidement dans les classes moyennes, représentées par les quintiles 2 et 3. Dans ces quintiles en effet, le pourcentage de diplômés du supérieur a été multiplié par 4 en dix ans, alors qu'il a été multiplié par 3 dans le 1^{er} et le 4^e quintiles et par 2 dans le quintile le plus riche. Une conjoncture économique très favorable (forte croissance économique, faible taux de

chômage) combinée à des politiques publiques tournées vers la lutte contre la pauvreté vont permettre aux classes moyennes d'émerger au Vietnam, dans les villes, mais aussi dans les campagnes. La demande d'enseignement supérieur, alimentée par les politiques de généralisation de l'éducation, qui touchent progressivement les différents niveaux de l'enseignement général et permettent à un nombre croissant d'élèves d'atteindre et de terminer le lycée, rencontre une offre d'enseignement supérieur qui se développe pendant cette période, dans le public comme dans le privé. Le triplement de la proportion de diplômés du premier quintile en dix ans fait seulement passer cette proportion de 0,2 % à 0,6 %, ce qui ne permet pas un véritable rattrapage du retard éducatif dans cette frange de la population. On note que seul le quart des actifs de 15-59 ans du quintile le plus riche sont titulaires d'un diplôme du supérieur en 2016, ce qui reste un taux relativement faible.

Graphique 15 : Indice de Gini des inégalités d'accès à l'enseignement supérieur dans les secteurs public et privé en fonction de la répartition des revenus, Vietnam, 2004-2016

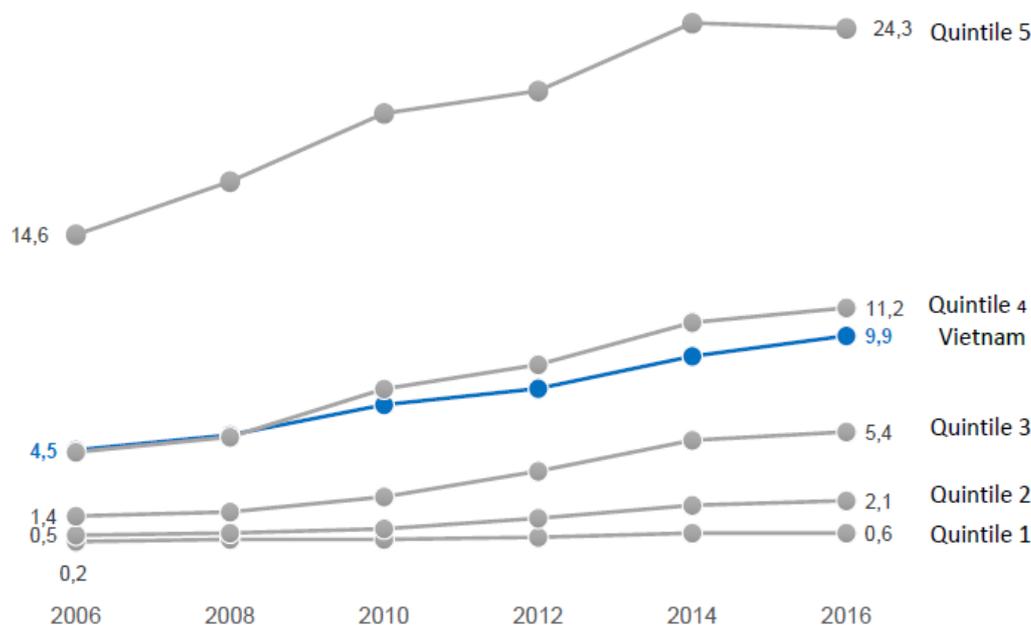
Source : Nolwen Henaff, Phạm Ngọc Toàn, à partir des données des enquêtes VLSS de l'Institut national de la statistique, 2004-2016



Il est intéressant de noter à cet égard que l'ensemble des personnes interrogées dans le cadre du projet ESPI, en particulier, tous les étudiants et tous les enseignants, estiment qu'il n'y a pas d'inégalités d'accès au supérieur dans la mesure où les frais d'inscription dans le supérieur privé ne sont pas nécessairement supérieurs aux frais d'inscription dans le public, et où la sélection des étudiants se fait au mérite, avec des points de priorité pour les étudiants venant de zones ou de milieux défavorisés. L'égalité académique permettrait donc de compenser les inégalités socioéconomiques.

Graphique 16 : Pourcentage des 15-59 ans diplômés du supérieur par quintile de revenu, 2006-2016 (%)

Source : N. Henaff, à partir des données des enquêtes VHLSS 2006 à 2016, Institut national de la Statistique du Vietnam.



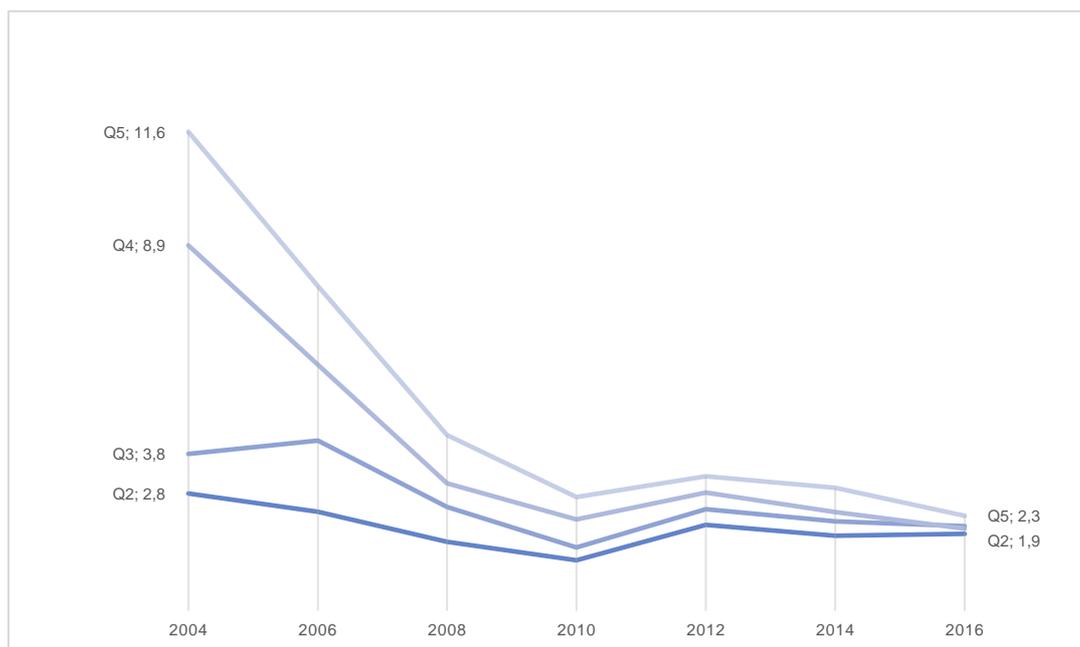
Une analyse multivariée a été réalisée pour analyser les écarts de scolarisation dans le supérieur en fonction du milieu de résidence urbain ou rural, de la région de résidence du ménage, de l'ethnie (Kinh ou minorité), et du niveau de revenu du ménage (quintiles de revenu) (annexe 6). La variable dépendante étant dichotomique (scolarisation ou non dans le supérieur), une régression logistique a été réalisée à partir des données des enquêtes sur les niveaux de vie des ménages de l'Institut national de la Statistique. L'échantillon comprend 55 192 observations dans le groupe d'âge 18-30, qui recouvre l'essentiel des années pendant lesquelles les jeunes peuvent étudier dans l'enseignement supérieur. Les observations portent sur sept années (2004, 2006, 2008, 2010, 2012, 2014, 2016) et représentent environ 7 à 8 000 observations par année.

Les écarts se sont en effet réduits entre les différents quintiles pendant la période. Ainsi, en 2004, à autres facteurs inchangés, le fait d'appartenir au deuxième quintile de revenu plutôt qu'au premier multipliait par près de 3 les chances pour un individu de faire des études supérieures ; un individu du troisième quintile de revenu avait près de 4 fois plus de chances, un individu du quatrième quintile 9 fois plus de chances, et un individu du quintile 5 12 fois plus de chances qu'un individu du premier quintile de faire des études supérieures. En 2016, les rapports de cotes pour les quintiles 2 à 5 sont compris entre 1,9 et 2,3, ce qui signifie que le fait d'appartenir à un quintile autre que le premier quintile multiplie les chances de faire des études supérieures par 2 par rapport à un individu appartenant au quintile de revenu le plus pauvre. Les écarts se sont donc resserrés, y compris avec le quintile le plus pauvre. La politique de bourses et de priorité pour les enfants des ménages défavorisés n'a pas varié au cours de la période – à l'exception l'an dernier du passage du handicap des enfants issus de milieux défavorisés ou méritants sur le plan social ou politique de 1 point supplémentaire

au concours d'entrée à l'université à $\frac{1}{2}$ point. Les bourses sont peu nombreuses, et on a pu constater, par exemple, que les bourses attribuées aux étudiants des zones montagneuses et reculées étaient allouées aux enfants de fonctionnaires Kinh travaillant dans ces zones plutôt qu'à des enfants de familles défavorisées vivant dans ces zones.

Graphique 17 : Rapports de cotes des chances de faire des études supérieures pour les 18-30 ans en fonction du quintile de revenu du ménage, 2004-2016 (ref. = quintile le plus pauvre)

Source : Nolwen Henaff, Phạm Ngọc Toàn, à partir des données des enquêtes VLSS de l'Institut national de la statistique, 2004-2016.

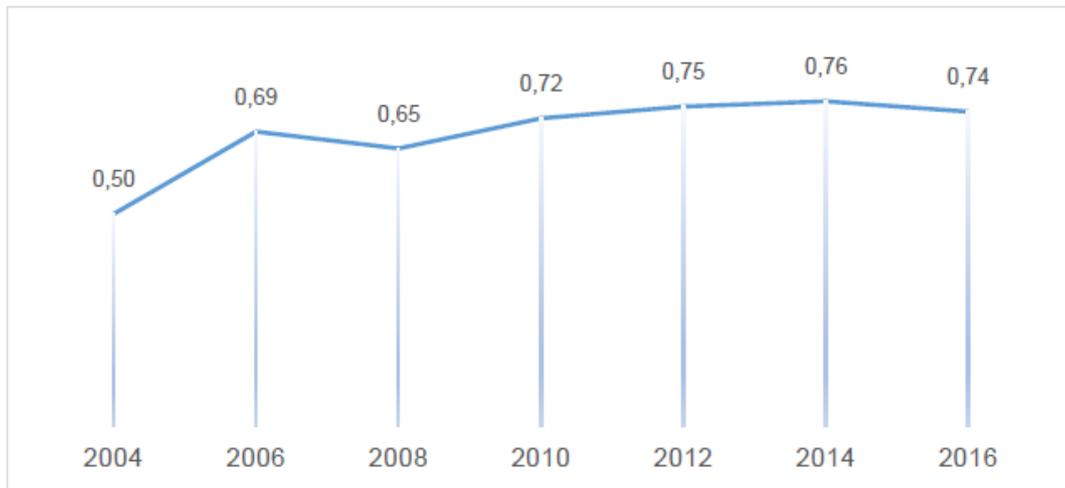


3.2. Lieu de résidence et inégalités d'accès à l'enseignement supérieur

L'analyse montre également que le milieu de résidence apparaît comme un facteur discriminant l'accès à l'enseignement supérieur. Le milieu apparaît comme une variable significative sur l'ensemble des années testées, avec un rapport de cotes qui passe pour le milieu rural par rapport au milieu urbain de 0,5 en 2004 à 0,7 en 2016. Cela signifie que quelqu'un venant d'un ménage résidant en milieu urbain avait deux fois plus de chances d'étudier en licence que quelqu'un venant d'un ménage résidant en milieu rural en 2004, et 1,35 plus de chances en 2016, les autres variables restant inchangées. La probabilité d'étudier dans le supérieur s'est donc légèrement améliorée (pour les étudiants du milieu rural) entre 2004 et 2016, passant de 33 à 42 %.

Graphique 18 : Rapports de cotes des chances de faire des études supérieures pour les 18-30 ans en fonction du milieu de résidence, 2004-2006 (ref. = milieu urbain)

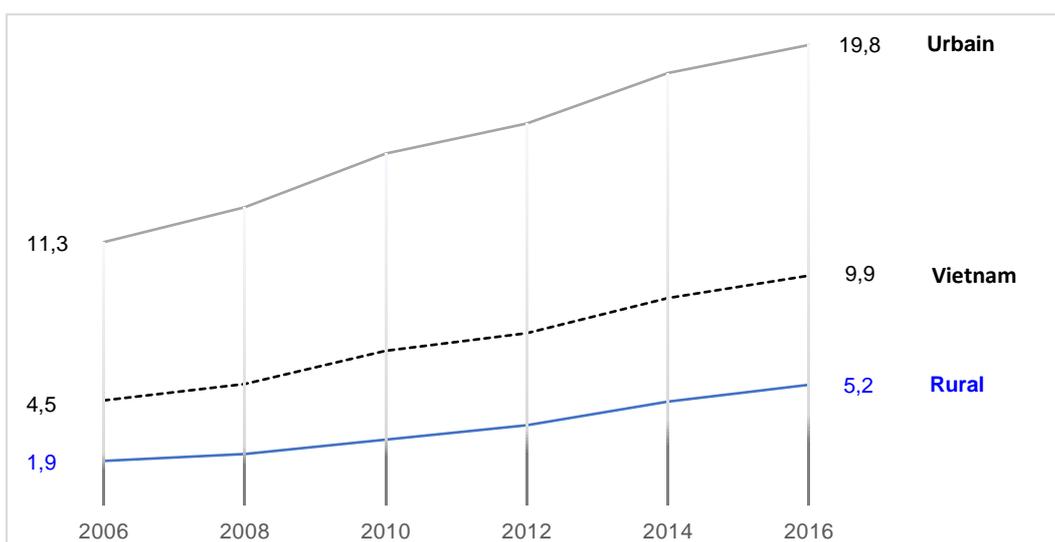
Source : Source : Nolwen Henaff, Phạm Ngọc Toàn, à partir des données des enquêtes VLSS de l'Institut national de la statistique, 2004-2016.



Cette évolution se traduit par un accroissement rapide du pourcentage de diplômés issus du milieu rural, qui triple en dix ans, alors que le pourcentage de diplômés issus du milieu urbain est multiplié par un peu moins de 2. Cette croissance ne permet cependant pas de compenser l'écart entre les villes et les campagnes : en 2016, près de 20 % des personnes issues du milieu urbain ont un diplôme du supérieur, alors que ce taux est seulement légèrement supérieur à 5 % pour le milieu rural (graphique 18).

Graphique 19. Évolution du pourcentage des 15-59 ans diplômés de l'enseignement supérieur en fonction du milieu de résidence

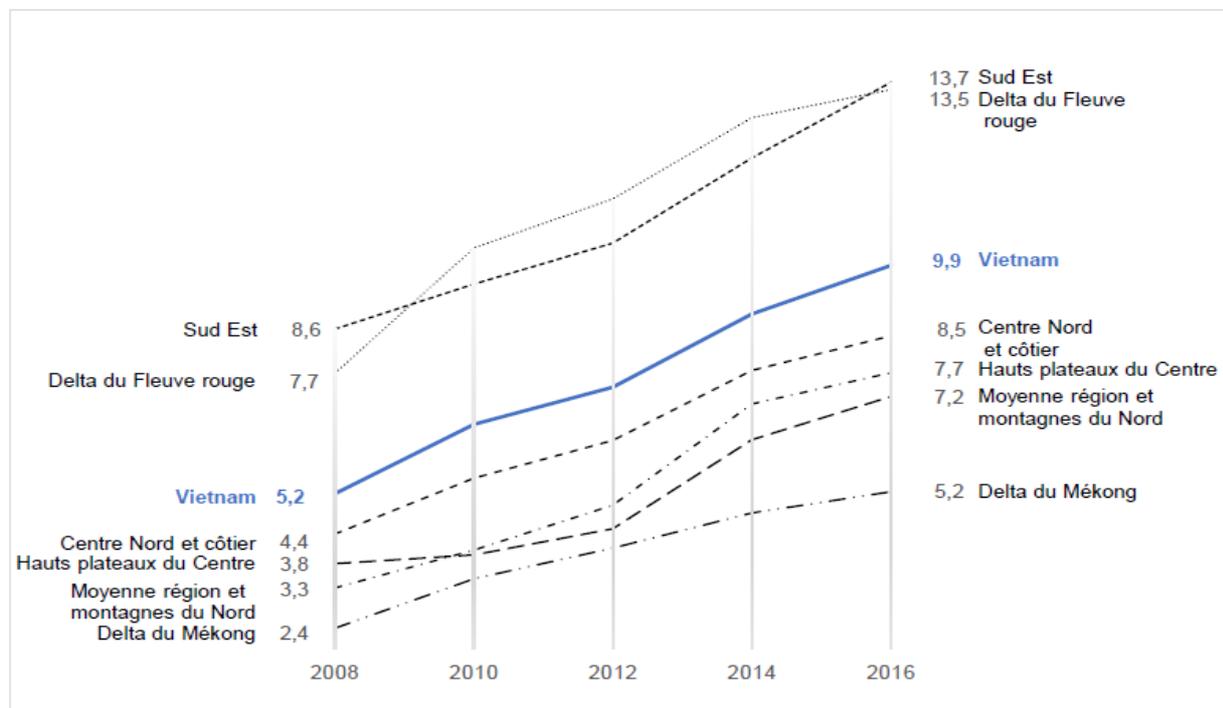
Source : N. Henaff, à partir des données des enquêtes VHLSS 2006 à 2016, Institut national de la Statistique du Vietnam.



La variable région est une variable à plusieurs modalités, dont certaines seulement apparaissent significatives pour expliquer la scolarisation dans le supérieur, une fois contrôlés le milieu urbain ou rural de résidence, l'appartenance ethnique et le quintile de revenu du ménage auquel appartiennent les étudiants de l'échantillon. Les régions Centre nord et côtier et Hauts plateaux du Centre ne font pas apparaître de résultats significativement différents de ceux du Delta du Fleuve Rouge lorsque sont par ailleurs contrôlés le milieu rural ou urbain, l'appartenance ethnique et la situation socio-économique. On observe en revanche que les populations des régions Sud Est et Delta du Mékong, et dans une moindre mesure, Montagnes du Nord, ont moins de chances de faire des études supérieures de premier cycle que les populations du Delta du Fleuve Rouge, et cela pour des raisons qui ne sont pas liées à leur caractère rural marqué, ni à l'importance des minorités ethniques sur leur territoire ou aux niveaux de revenu : la région Sud-est, qui comprend Ho Chi Minh Ville, est plus urbanisée que la moyenne des régions vietnamiennes, et est aussi la plus riche sur le plan économique. On peut faire l'hypothèse que ce résultat s'explique par une différence de choix de scolarisation dans ces régions. Le pays est resté partitionné jusqu'à la réunification en 1976. Si les gouvernements du Sud ont toujours porté une grande attention au développement de l'enseignement supérieur, aidés en cela par certaines universités de leurs alliés américains, le pays fonctionnait dans un système de marché, alors que le Nord fonctionnait sur le principe de la planification centralisée. Dans le premier système, la mobilité professionnelle était forte et les possibilités d'emploi, variées ; dans le second, les perspectives de carrière et d'amélioration de la carrière passaient par l'éducation. Cette différence dans les comportements de scolarisation est encore vraie aujourd'hui, même si la scolarisation a progressé partout.

Graphique 20 : Évolution du pourcentage des 15-59 ans diplômés de l'enseignement supérieur en fonction de la région de résidence du ménage

Source : N. Henaff, à partir des données des enquêtes VHLSS 2008 à 2016, Institut national de la Statistique du Vietnam



3.3. L'appartenance ethnique et les inégalités

Si les inégalités en fonction de l'origine sociale semblent s'être réduites au cours de la période étudiée, ce n'est pas le cas des inégalités liées à l'origine ethnique. Les données disponibles ne permettent pas une analyse fine de la situation des différentes minorités ethniques par rapport aux Kinh. L'enquête sur les niveaux de vie des ménages permet seulement de distinguer Kinh et non Kinh, et conduit sans doute à une sous-estimation des inégalités dans la mesure où les Hoa d'origine chinoise, la minorité la plus importante en termes numériques au Vietnam, ont des comportements de scolarisation très similaires à ceux de l'ethnie dominante Kinh.

Tableau 9 : Nombre et pourcentage d'étudiants total et issus des minorités ethniques en licence en 2016-2017 et 2017-2018 dans l'enseignement supérieur public et privé

Source : ministère de l'éducation et de la formation :

<https://moet.gov.vn/thong-ke/Pages/thong-ko-giao-duc-dai-hoc.aspx?ItemID=5878>

		2016-2017		2017-2018		Variation entre (1) et (3)
		Nombre)	%	Nombre)	%	
		(1)	(2)	(3)	(4)	
Ensemble	Total	1 767 879	100	1 707 025	100	-3,44
	Minorités	98 679	5	103 816	6,1	5,21
Public	Total	1 523 904	100	1 439 495	100	-5,54
	Minorités	93 862	6	96 607	6,7	2,92
Privé	Total	243 975	100	26 753	100	9,65
	Minorités	4 817	2	7 209	2,7	49,66

Selon le recensement des minorités ethniques réalisé en 2015 et les statistiques de population de l'Institut national de la Statistique, les minorités ethniques représentaient, en 2015, 14 % de la population vietnamienne. Le tableau 9 permet de constater qu'elles sont très largement sous représentées dans l'enseignement supérieur, puisqu'elles ne représentaient que 6,1 % des effectifs scolarisés dans le supérieur en 2017-2018. Ce résultat n'est pas surprenant puisque les minorités accusent un retard scolaire important dans les différents cycles de l'enseignement général.

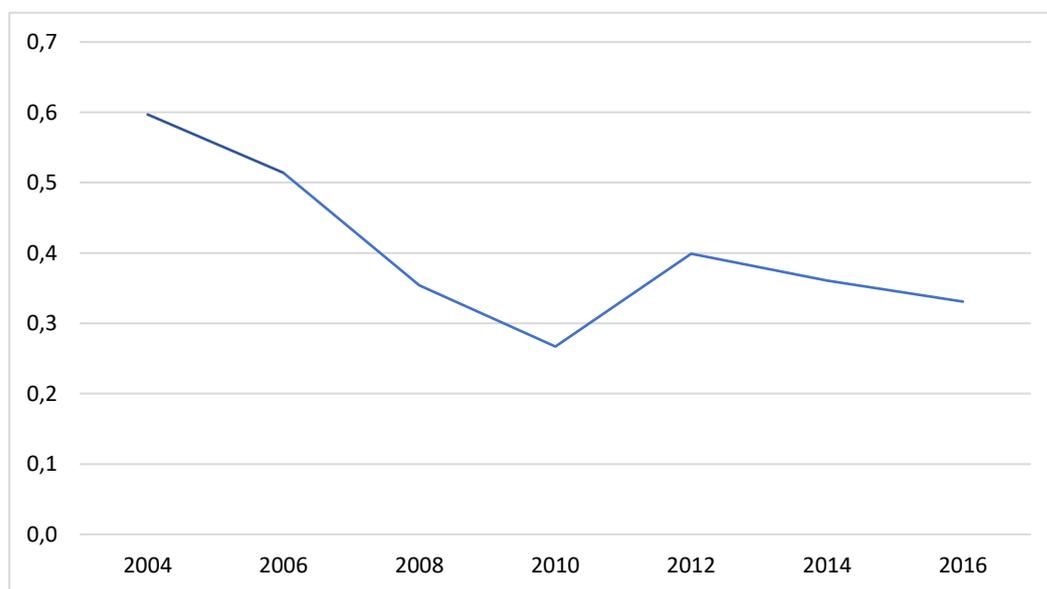
Le deuxième constat est que le pourcentage de jeunes des minorités qui font des études supérieures dans l'enseignement privé est très faible, à moins de 3 % en 2017-2018, mais a augmenté de 50 % entre 2016-2017 et 2017-2018, alors qu'il n'augmentait que de 10 % dans le public. Toutefois, dans le total des étudiants en 2016-2017 et 2017-2018, le pourcentage de jeunes des minorités faisant des études dans le supérieur s'élève à seulement 0,3 et 0,4 %. De fait, même une université comme celle de Buon Ma Thuot, située dans les hauts plateaux du Centre où vivent de nombreux groupes minoritaires, a essentiellement des étudiants Kinh.

Les jeunes des minorités représentent à peine 3 % des étudiants de l'université. À Quy Nhon, qui se trouve sur la côte mais proche des hauts plateaux du centre, le pourcentage de jeunes des minorités ethniques faisant leurs études à l'université privée Quang Trung est d'à peine 2 %.

Les résultats de l'analyse multivariée montrent que si l'on contrôle les effets de la région de résidence du ménage, du milieu urbain ou rural du lieu de résidence, et du revenu, on observe une détérioration de la situation des minorités ethniques au cours de la période étudiée. Le rapport de cotes passe en effet de 6/10 à 3/10, ce qui correspond à une division par deux des chances pour un jeune issu des minorités par rapport à un jeune Kinh de faire des études supérieures. Le mérite académique et les politiques prioritaires n'ont eu ici que peu d'effets tant le retard scolaire est grand dans ces populations. Il y a bien ici une inégalité liée, non pas au talent des individus mais à leur appartenance à un groupe de population donnée, inégalité qui s'est creusée avec le temps. Si l'enseignement privé a contribué à accroître le pourcentage de jeunes des minorités dans leurs rangs – les universités privées sont tenues de mettre en œuvre les politiques de priorité, d'exemption et de bourse du gouvernement vietnamien en faveur des élèves issus des groupes de population les plus défavorisés et/ou les plus méritants sur le plan social et politique –, c'est à une échelle extrêmement modeste.

Graphique 21 : Rapports de cotes des chances de faire des études supérieures pour les 18-30 ans en fonction de l'appartenance ethnique (ref. = kinh)

Source : Nolwen Henaff, Phạm Ngọc Toàn, à partir des données des enquêtes VLSS de l'Institut national de la statistique, 2004-2016



3.4. Le secteur privé et les inégalités

L'estimation d'un modèle multivarié nous permet de comparer les rapports de cotes des chances de faire des études dans le supérieur privé plutôt que dans le public sur l'ensemble de la période. Les résultats du modèle ne sont pas significatifs pour chaque

année, en raison sans doute des problèmes de représentativité évoqués dans l'introduction de ce texte, mais ils le sont pour l'ensemble de la période (voir annexes 6 et 7).

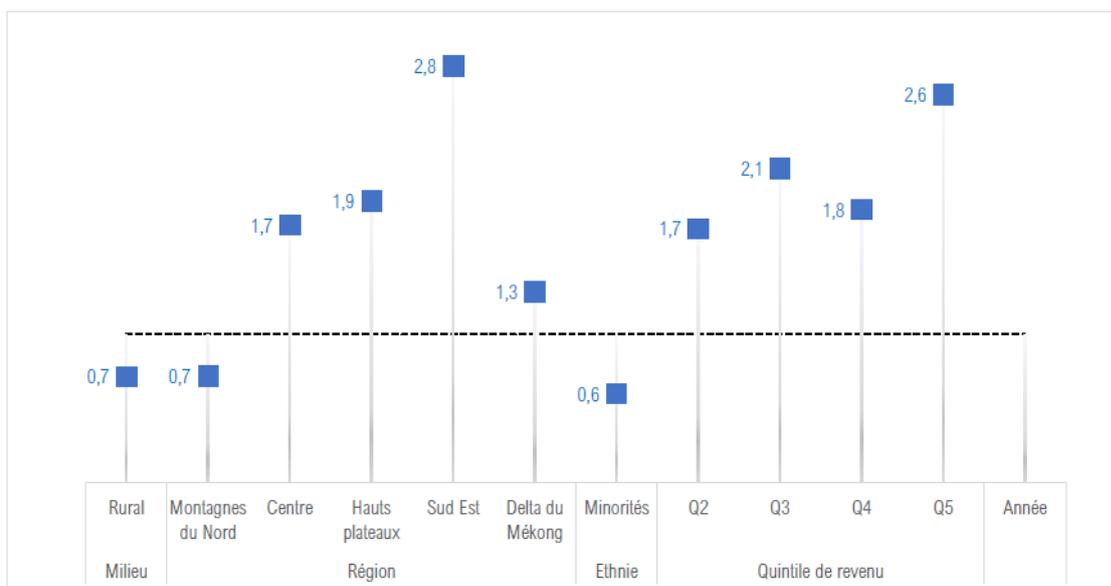
Les chances pour un jeune de 18-30 ans de faire des études dans le privé plutôt que dans le public sont moindres en milieu rural qu'en milieu urbain, ce qui est cohérent avec une offre d'enseignement supérieur concentrée dans les villes. Naturellement, les villes attirent également les étudiants des campagnes – nous avons vu que la probabilité de faire des études supérieures avait augmenté dans le temps pour les jeunes du milieu rural –, mais c'est principalement vers le secteur public que se dirigent les jeunes des campagnes, même si ce n'est pas toujours le cas, comme dans les provinces de Dak Lak (université Buon Ma Thuot) ou dans la province de Binh Dinh (université Quang Trung).

En ce qui concerne les régions, on constate que les jeunes de toutes les régions, à l'exception des montagnes du Nord, où l'offre d'enseignement privé est inexistante, ont plus de chances que les jeunes du Delta du Fleuve rouge de faire des études dans le privé. Si l'offre d'enseignement privé est aujourd'hui comparable dans le nord à ce qu'elle est dans le Sud, l'offre d'enseignement public reste largement supérieure dans le nord, surtout à Hanoi, tandis que dans certaines provinces du Sud, comme à Binh Duong, il n'existe aucune offre publique.

Sans surprise, les minorités ont plus de chances de faire leurs études dans le public que dans le privé, et globalement, les chances de faire des études dans le privé augmentent avec le revenu, mais la relation n'est pas linéaire puisque les jeunes du quintile 4 ont relativement moins de chances de faire leurs études dans le supérieur que ceux du quintile 3. L'écart des rapports de cotes est faible cependant et probablement pas significatif. Enfin, le rapport de cotes très légèrement supérieur à 1 pour l'année montre que la probabilité de faire des études dans le supérieur privé plutôt que dans le supérieur public a augmenté avec les années.

Graphique 22 : Rapports de cotes des chances de faire des études supérieures dans le privé plutôt que dans le public, 2004-2016

Source : Nolwen Henaff, Phạm Ngọc Toàn, à partir des données des enquêtes VLSS de l'Institut national de la statistique, 2004-2016



Conclusion et discussion

Au fil du temps et des réformes, le secteur privé d'enseignement supérieur s'est développé, gagnant en taille, mais aussi en légitimité. Il est difficile de dire que le développement du secteur privé a accru les inégalités tant son poids dans l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur est encore faible. Ce développement a permis à de très nombreux jeunes vietnamiens de faire des études supérieures, alors même qu'ils n'avaient pas un niveau suffisant pour poursuivre leurs études supérieures dans le secteur public. Le secteur privé a donc participé à la démocratisation de l'enseignement supérieur en s'appuyant sur un mérite amoindri. La pratique de recrutement consistant à admettre des étudiants qui ont passé le concours d'entrée dans les grandes universités publiques vietnamiennes, très demandées, et qui n'ont pas obtenu un nombre de points suffisant pour y entrer, est significative. En accroissant le nombre de places dans l'enseignement supérieur, le secteur privé a contribué à réduire le poids des inégalités sociales, dans un contexte de croissance économique forte et de sortie de la pauvreté. Il reste que les étudiants les plus susceptibles de s'inscrire dans le privé sont les plus aisés, sinon les plus brillants sur le plan académique. Il serait cependant faux de dire que le développement du secteur privé a permis de libérer des places dans le public pour les étudiants les plus défavorisés, que ce soit sur le plan économique ou du fait de leur appartenance à un groupe ethnique autre que les Kinh, ou au milieu rural, puisque précisément l'essentiel des étudiants du privé n'auraient jamais pu faire des études supérieures s'ils n'avaient pu intégrer l'enseignement privé. Les jeunes issus des groupes les plus défavorisés – les plus pauvres, ceux qui résident dans les régions les plus isolées, ceux qui résident en milieu rural, ou appartiennent à un groupe ethnique minoritaire – ont un accès très restreint à l'enseignement privé, puisqu'ils ne bénéficient aujourd'hui au mieux que d'un avantage de 0,75 points dans le décompte des points nécessaires à l'admission dans un établissement d'enseignement supérieur. Généralement, le minimum des points nécessaires à l'admission est entendu hors points de priorité.

Mais c'est un aspect qui n'a pas jusqu'à présent attiré l'attention des politiques publiques, probablement parce que la réduction des inégalités sociales d'accès à l'enseignement supérieur dans le secteur public, dont la taille est beaucoup plus importante que celle du secteur privé, a été plus remarquable que l'accroissement des inégalités lié au développement du secteur privé. Cette réduction des inégalités sociales est due à la conjonction de politiques telles que le plafonnement des frais d'études dans le domaine éducatif et le programme 135 d'éradication de la faim et de réduction de la pauvreté à une croissance économique forte qui a permis de maintenir le chômage à des niveaux très bas, la tension sur la demande de main d'œuvre qualifiée dans les entreprises entraînant une augmentation des salaires et alimentant la demande d'enseignement supérieur, croissante en raison des politiques d'universalisation de l'enseignement général.

L'objectif du Vietnam en matière d'enseignement supérieur est d'avoir des universités de rang international, et toute l'attention a été consacrée à la question de la qualité de l'enseignement dans les universités, publiques comme privées, mais comme nous l'avons souligné, les universités privées ont souffert dès l'origine de préjugés défavorables de la part de la population comme des autorités éducatives. Les politiques mises en œuvre pour atteindre ces objectifs ont eu pour effet d'entraîner l'entrée dans le secteur de nouveaux acteurs, les groupes industriels et commerciaux, dont l'objectif premier, que leurs universités soient ou non à but lucratif, n'est pas de nature caritative. Alors que, pour soulager le

budget de l'État et améliorer leur réactivité, les universités publiques doivent aller vers l'autonomie financière, les frais d'études ont commencé à augmenter dans le public, ce qui devrait permettre au secteur privé d'augmenter également ses tarifs. On peut donc s'attendre à ce que les inégalités sociales d'accès à l'enseignement supérieur s'accroissent dans les années à venir, d'autant que les universités privées dépendant de groupes ont l'ambition de concurrencer les universités publiques sur le terrain de l'excellence, et d'attirer les meilleurs étudiants. Pour attirer ces étudiants, les universités sont prêtes à accorder des bourses et/ou exemptions totales ou partielles de frais d'études.

On comprend que se dessine un système d'enseignement supérieur à plusieurs vitesses, qui pose problème parce que les universités et les programmes les plus performants ne seront plus accessibles qu'à un coût qui devrait disqualifier les plus pauvres et sans doute une partie de la classe moyenne. Les systèmes de prêts bancaires pour études ne sont pas encore très développés au Vietnam, mais on peut penser qu'ils vont se développer rapidement, dans la mesure où les groupes qui possèdent des universités possèdent également souvent des banques. Il apparaît cependant qu'aucune réflexion n'a été menée sur la possibilité pour les étudiants de ne pas être capables de rembourser leur dette, comme des milliers d'étudiants aux États-Unis.

Il est certain qu'avec l'encadrement actuel de l'activité des universités publiques et privées, celles-ci sont obligées de s'engager dans des processus transparents d'assurance-qualité qui devraient garantir la qualité des formations proposées, y compris dans les universités de deuxième ou troisième classe. Si des tensions devaient apparaître sur le marché du travail cependant, la qualité des formations pourrait ne plus être suffisante pour garantir l'employabilité, et les universités les mieux placées pour garantir un taux d'emploi élevé sont celles dont les propriétaires recrutent les diplômés pour leurs entreprises.

Le système universitaire vietnamien est inégalitaire, mais certaines inégalités avaient diminué au fil du temps. Elles sont maintenant appelées à s'accroître de nouveau. D'autres se sont creusées sans que le développement du secteur privé permette de les réduire. Si l'existence d'un secteur privé d'enseignement supérieur au Vietnam permet d'alléger le poids du financement du secteur par l'État en augmentant le nombre de places disponibles, le secteur est profondément inégalitaire, quel que soit l'indicateur retenu. La réflexion en cours sur la durabilité des universités privées, remise en cause par les récents développements dans le secteur et la difficulté éprouvée par certaines universités privées à faire face à la concurrence avec le public comme avec les autres universités du secteur privé, semble monopoliser l'attention des décideurs. Pourtant, promotion méritocratique et concurrence sur le marché ne permettent pas de garantir l'égalité des chances.

Bibliographie

Chính Phủ (2005),

« Đổi mới cơ bản và toàn diện giáo dục đại học Việt Nam giai đoạn 2006 – 2020 », *Nghị quyết, số 14/2005/NQ-CP ngày 02 tháng 11 năm 2005* [« La réforme fondamentale et globale de l'enseignement supérieur vietnamien pour la période 2006 – 2020 », Résolution, no 14/2005/NQ-CP du gouvernement du 2 novembre 2005].

Đảng Cộng sản Việt Nam (1993),

« Về tiếp tục đổi mới sự nghiệp giáo dục và đào tạo », *Nghị quyết số 04 - NQ/HntW Hội nghị lần thứ tư BCHTW Đảng (khoá VII)*, ngày 14/01/1993. [Parti communiste du Vietnam, Résolution de la Quatrième Conférence du Comité central du Parti (7^e législature) sur la poursuite du renouveau des services publics de l'éducation et de la formation].

Felouzis G. (2014),

« Les Inégalités scolaires », coll. *Que sais-je?*, Paris, Presses universitaires de France.

François P. et Musselin C. (2015),

« Les organisations et leurs marchés du travail », *L'Année sociologique*, vol. 65, n° 2, p. 305-332.

Ngọc Hà (2012),

« ĐHQG Hà Nội phản đối kết luận Thanh tra Chính phủ » [La VNU Hanoi s'oppose aux conclusions de l'inspecteur du gouvernement] », *Tuoi tre online*, 19 juin 2012 : <https://tuoitre.vn/dhqg-ha-noi-phan-doi-ket-luan-thanh-tra-chinh-phu-497615.htm> (consulté le 10 mars 2019)

Nguyen T.K.Q. (2011),

« Globalisation and Higher Education in Vietnam », *Journal of Interdisciplinary Studies*, vol. XXIII, p. 117-136.

Phùng Đ. T., Nguyễn V. C., Nguyễn C. T., Nguyễn T. N., Tạ T. K. V. (2016),

Report – ethnic minorities and sustainable development goals: who will be left behind?, Results from analyses of the survey on the socio-economic situation of 53 ethnic minorities in 2015", Hanoi: Irish Aid, Ủy Ban Dân Tộc, UNDP.

Quang Chung (2009),

"Redrawing the Map of Universities", *Saigon Times*, 28/11/2009 ; <https://english.thesaigontimes.vn/7648/Redrawing-The-Map-Of-Universities.html> (consulté le 17/02/2019)

Quốc Hội (2012),

« Luật Giáo dục đại học số » 08/2012/QH13 ngày 18 tháng 6 năm 2012 [Assemblée nationale, *Loi sur l'enseignement supérieur*, n. 08/2012/QH13 du 18 juin 2012].

Annexes

Annexe 1 : Points pour l'admission à l'université Thang Long en 2019–2020

Tableau A1 : Critères d'admission pour l'Université privée Thang Long (2019–2020)

Source : Université Thang Long, Avis no 19080805 / DHTL-TS, 8 août 2019 :
<http://www.thanglong.edu.vn/tuyen-sinh/tuyen-sinh-dai-hoc-chinh-quy/3589-thong-bao-diem-trung-tuyen-dai-hoc-he-chinh-quy-dot-i-nam-2019-va-thoi-han-xac-nhan-nhap-ho>

Domaine de formation	Code	Matières combinées pour l'admission	Minimum de points requis pour garantir la qualité du candidat	Nombre de points maximal	Résultats d'admission	
					Nombre de points	Matière complémentaire
Mathématiques - Informatique						
Mathématiques appliquées	7460112				16,0	
Informatique	7480101	A00 : Mathématiques, physique, chimie A01 :			15,5	
Réseaux informatiques et communications de données	7480102	A01 : Mathématiques, physique, anglais (Les mathématiques sont la matière principale, coefficient 2)	15	30	15,5	A00, A01 : Mathématiques
Système d'information	7480104				15,5	
Technologie de l'information	7480201				16,5	
Économie - gestion						
Comptabilité	7340301	A00 : Mathématiques, physique, chimie			19,00	
Finance - Banque	7340201	A01 : Mathématiques, physique, anglais	15	30	19,2	A00, A01 : Mathématiques D01, D03: Langue étrangère
Administration des affaires	7340101	D01 : Littérature, mathématiques et anglais			19,7	
Administration des services de tourisme - Voyage	7810103	D03 : Littérature, mathématiques et français			19,7	

		A00 : mathématiques, physique, chimie					
Logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement	7510605	A01 : Mathématiques, physique, anglais D01 : Littérature, mathématiques et anglais D03 : Littérature, mathématiques et français				19,00	
Langues étrangères							
Langue anglaise	7220201	D01 : Littérature, mathématiques et anglais (L'anglais est le sujet principal, coefficient 2)				19,8	
Langue chinoise	7220204	D01 : Littérature, mathématiques et anglais	15	30		21,6	D01, D04, D06 : Langue étrangère
		D04 : Littérature, mathématiques, chinois (Le chinois est le sujet principal, coefficient 2)					
Langue japonaise	7220209	D01 : Littérature, mathématiques et anglais				20,1	
		D06 : Littérature, mathématiques, japonais (Le japonais est le sujet principal, coefficient 2)					
Langue coréenne	7220210	D0 1 : Littérature, mathématiques et anglais				20,7	
Sciences sociales et humaines							
Études vietnamiennes	7310630	C00 : Littérature, histoire, géographie D01 : Littérature, mathématiques et anglais D03 : Littérature, mathématiques et français	15	30		18,0	A00 : Mathématiques C00 : Linguistique D01, D03, D04 : Langue étrangère
Travail social	7760101	D04 : Littérature, mathématiques, chinois				17,5	

**A00 :
MATHÉMATIQUE,
PHYSIQUE,
CHIMIE**

**Communication
multimédia**

7320104

C00 : Littérature,
histoire,
géographie

19,7

D01 : Littérature,
mathématiques
et anglais

D03 : Littérature,
mathématiques
et français

Sciences de la santé

Soins infirmiers	7720301		18		18,2	
Santé publique	7720701	B00 : Mathématiques, chimie, biologie	15	30	15,1	B00 : Biologie
Gestion hospitalière	7720802		15		15,4	
Nutrition	7720401		18		18,2	

Annexe 2 : Matières enseignées en licence dans les universités étudiées, 2019/2020

Tableau A2 : Matières enseignées dans les universités de l'étude

Source : enquêtes ESPI

			HONG BANG	BA RIA VUNG TAU	BUON MA THUOT PHENIKAA	THANG LONG	QUANG TRUNG	FPT
SECTION 1	7140201	Éducation préscolaire	x					
	7140206	Éducation physique	x					
SECTION 2	7210302	Technologie cinématographique et télévisuelle	x					
	7210402	Design industriel	x					
	7210403	Conception graphique	x					
	7210404	Design de mode	x					
	7210205	Musique vocale				x		
SECTION 7	7220201	Anglais	x	options : anglais des affaires; anglais du tourisme ; méthode d'enseignement de l'anglais	x	x	x	x
	7220204	Chinois				x		
	7220209	Japonais				x		x
	7220209	Coréen				x		x
	7310206	Relations internationales	x					
	7310608	Études orientales (langue japonaise ; langue coréenne ; langue chinoise ; langue thaï (études de l'Asie du Sud-Est) ; culture du tourisme ; culture médiatique ; mode)		options : japonais ; coréen ; chinois ; thaï (études de l'Asie du Sud-Est) ; culture du tourisme ; culture médiatique ; mode				
	7310612	Études chinoises	x					
	7310613	Études japonaises	x					
	7310614	Apprentissage du coréen	x					
	7310630	Études vietnamiennes	x			x		

**SECTION
3**

7310101	Économie	x				x
7340101	Administration des affaires	x	options : Administration des affaires ; Tourisme Restaurant Gestion hôtelière ; Commerce international ; Gestion du marketing et organisation d'événements ; Gestion financière Banque	x	x	options : marketing numérique ; commerce international ; gestion hôtelière ; services de gestion des voyages et du tourisme ; gestion des médias multimédias
7340101_LK	Administration des affaires (programme d'affiliation avec une université étrangère)	x				
7340201	Finance Banque	x		x	x	x
7340301	Comptabilité	x	options : Comptabilité et audit ; Comptabilité financière	x	x	x
7380101	Droit	x	x			
7380107	Droit économique	x		x		
7760101	Travail social				x	
7810103	Administration du tourisme et des services de tourisme	x	options : Administration des services de voyage et de voyage; Guide de tourisme et administration des voyages)		x	x
7810201	Gestion hôtelière	x	options : gestion des restaurants et des hôtels; administration des petites et moyennes entreprises touristiques; gestion des restaurants et des services alimentaires; culture culinaire et technologie de transformation des aliments			

SECTION 4	7810201_LK	Gestion hôtelière (programme d'affiliation avec des universités étrangères)	x					
	7420201	Biotechnologie				x		
	7440301	Sciences de l'environnement	x			x		
SECTION 5	7460112	Mathématiques appliquées				x	x	
	7480101	Informatique				x	x	
	7480102	Réseaux informatiques et communications de données				x		
	7480102	Système d'information					x	
	7480201	Technologies de l'information	x	options : Technologies de l'information ; Administration de réseau et sécurité de l'information ; Programmation d'applications mobiles et de jeux ; Science des données et intelligence artificielle)		x	x	x
	7480201_LK	Technologies de l'information (programme conjoint avec une université étrangère)	x			x		
	7480202	Sécurité de l'information	x					
7320104	Communication multimédia	x				x		
	7510102	Technologie des travaux de construction (Construction civile et industrielle ; Design d'intérieur ; Gestion de construction)		options : Construction civile et industrielle ; Design d'intérieur ; Gestion de construction				
	7510103	Technologie du génie de la construction					x	
	7510201	Technologie du génie mécanique (mécatronique ; génie mécanique ; génie automobile ; maintenance industrielle)		options : mécatronique ; génie mécanique ; génie automobile ; maintenance industrielle				

7510301	Technologie électrique et électronique (électricité industrielle et civile ; électronique industrielle ; contrôle et automatisation)		options : électricité industrielle et civile; électronique industrielle ; contrôle et automatisation	
7510401	Technologie du génie chimique (technologie pétrochimique ; chimie pharmaceutique chimie cosmétique ; technologie du génie chimique)		options : technologie pétrochimique ; chimie pharmaceutique chimie cosmétique; technologie du génie chimique	
7510402	Technologie des matériaux		Technologie des matériaux	
7510605	Logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement	x	options : logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement; organisation de gestion portuaire import-export transitaires internationaux ; logistique et commerce électronique)	x
7520114	Génie mécatronique			x
7520130	Mécanique automobile			x
7520201	Génie électrique	x		
7520207	Ingénierie électronique et télécommunications	x		
7520216	Ingénierie du Contrôle-Commande			x
7540101	Technologie alimentaire		options : technologie alimentaire ; gestion de la qualité des aliments ; nutrition et science alimentaire	
7580101	Architecture	x		
7580201	Ingénierie de construction	x		x
7580205	Travaux de circulation en génie de la construction	x		
7520115	Economie agricole			x

SECTION 6	7720101	Médecine	x			
	7720201	Pharmacologie	x	x	x	
	7720301	Soins infirmiers	x	x	x	x
	7720501	Dent Mâchoire Visage	x			
	7720601	Techniques de tests médicaux	x			
	7720603	Techniques de rééducation	x			
	7720701	Santé publique				x
	7720401	Nutrition				x
	7720802	Gestion hospitalière				x

Annexe 3 : Établissements d'enseignement supérieur reconnus selon les normes de qualité de l'enseignement jusqu'en mars 2018

Tableau A3 : Établissements d'enseignement supérieur, publics et privés*, reconnus selon les normes de qualité de l'enseignement jusqu'en mars 2018

Source : ministère de l'Éducation et de la Formation : <https://moet.gov.vn/giaoducquocdan/khao-thi-va-kiem-dinh-chat-luong-giao-duc/Pages/Default.aspx?ItemID=6460>

No	Nom de l'université	Institution d'accréditation de qualité	Période de l'évaluation externe	Résultat de l'évaluation	Certification	
					Début de validité	Fin de validité
1.	Univ. de pédagogie (Univ. de Da Nang)	vnu-cea	10/2015	82 %	23/3/2016	23/3/2021
2.	Univ. des transports	vnu-cea	01/2016	83,6 %	23/3/2016	23/3/2021
3.	Univ. des sciences sociales et des ressources humaines (VNU HN)	vnu-hcm cea	12/2015	91,8 %	09/9/2016	09/9/2021
4.	Univ. d'économie et des affaires (VNU HN)	vnu-hcm cea	3/2016	86,9 %	09/9/2016	09/9/2021
5.	Univ. des langues étrangères (VNU HN)	vnu-hcm cea	3/2016	86,9 %	09/9/2016	09/9/2021
6.	Univ. industrielle d'Ho Chi Minh-Ville	vnu-hcm cea	3/2016	80,33 %	12/9/2016	12/9/2021
7.	Univ. de technologie (Univ. de Da Nang)	vnu-cea	5/2016	85,2 %	14/10/2016	14/10/2021
8.	Univ. des langues étrangères (Univ. de Da Nang)	vnu-cea	4/2016	80,3 %	14/10/2016	14/10/2021
9.	Univ. d'économie (Univ. Da Nang)	vnu-cea	4/2016	83,6 %	14/10/2016	14/10/2021
10.	Univ. internationale (VNU HCMV)	vnu-cea	12/2015	88,5 %	14/10/2016	14/10/2021
11.	Univ. de l'éducation (VNU HN)	vnu-hcm cea	4/2016	88,5 %	17/11/2016	17/11/2021
12.	Univ. de technologie (VNU HN)	vnu-hcm cea	4/2016	88,5 %	17/11/2016	17/11/2021
13.	Univ. Duy Tan*	cea-avu&c	12/2016	85,25 %	20/02/2017	20/02/2022
14.	Académie des finances	cea-avu&c	12/2016	88,52 %	20/02/2017	20/02/2022
15.	Univ. des technologies de l'information et des communications (Univ. de Thai Nguyen)	cea-avu&c	11/2016	86,88 %	20/02/2017	20/02/2022
16.	Univ. de technologie des transports	cea-avu&c	01/2017	83,6 %	20/02/2017	20/02/2022
17.	Univ. d'agriculture et de foresterie (Univ. de Hue)	vnu-cea	10/2016	83,6 %	24/3/2017	24/3/2022

18.	Univ. de médecine et de pharmacie (Univ. de Hue)	vnu-cea	12/2016	85,2 %	27/3/2017	27/3/2022
19.	Univ. de Saigon	vnu-cea	01/2017	80,3 %	29/3/2017	29/3/2022
20.	Univ. des sciences sociales et humaines (VNU-HCM)	vnu-cea	10/2016	86,9 %	27/3/2017	27/3/2022
21.	Univ. des sciences naturelles (VNU-HCM)	vnu-cea	11/2016	86,9 %	03/4/2017	03/4/2022
22.	Univ. du commerce extérieur	vnu-cea	11/2016	85,2 %	07/4/2017	07/4/2022
23.	Univ. d'économie - droit (VNU-HCM)	vnu-cea	11/2016	85,2 %	10/4/2017	10/4/2022
24.	Univ. des technologies de l'information (VNU-HCM)	vnu-cea	10 /2016	83,6 %	12/4/2017	12/4/2022
25.	Univ. de droit d'Ho Chi Minh- Ville	vnu-hcm cea	10/2016	85,25 %	03/5/2017	03/5/2022
26.	Univ. des transports d'Ho Chi Minh- Ville	vnu-hcm cea	11/2016	81,97 %	03/5/2017	03/5/2022
27.	Univ. d'enseignement technique d'Ho Chi Minh- Ville	vnu-hcm cea	11/2016	86,89 %	03/5/2017	03/5/2022
28.	Univ. de l'industrie alimentaire de Ho Chi Minh- Ville	vnu-hcm cea	12/2016	80,33 %	03/5/2017	03/5/2022
29.	Univ. Nguyen Tat Thanh*	vnu-hcm cea	12/2016	80,33 %	03/5/2017	03/5/2022
30.	Univ. économique d'Ho Chi Minh- Ville	vnu-hcm cea	12/2016	88,52 %	03/5/2017	03/5/2022
31.	Univ. médicale de Hanoi	vnu-cea	6/2017	86,9 %	31/8/2017	31/8/2022
32.	Univ. de théâtre et de cinéma de Hanoi	vnu-cea	4/2017	82 %	05/9/2017	05/9/2022
33.	Académie bancaire	vnu-cea	4/2017	83,6 %	05/9/2017	05/9/2022
34.	Univ. de pédagogie (Univ. de Thai Nguyen)	vnu-cea	6/2017	85,2 %	05/9/2017	05/9/2022
35.	Univ. nationale d'éducation de Hanoi	vnu-cea	6/2017	85,2 %	05/9/2017	05/9/2022
36.	Univ. de Vinh	vnu-cea	3/2017	83,6 %	06/9/2017	06/9/2022
37.	Univ. des sciences (Univ. de Hue)	vnu-cea	5/2017	82 %	06/9/2017	06/9/2022
38.	Univ. Hong Duc	vnu-cea	5/2017	83,6 %	06/9/2017	06/9/2022
39.	Univ. nationale d'agriculture du Vietnam	vnu-cea	6/2017	88,5 %	06/9/2017	06/9/2022
40.	Univ. industrielle de Hanoi	vnu-cea	6/2017	85,2 %	07/9/2017	07/9/2022
41.	Univ. nationale d'économie	vnu-cea	3/2017	83,6 %	08/9/2017	08/9/2022
42.	Univ. de Dong Thap	vnu-cea	5/2017	82 %	08/9/2017	08/9/2022
43.	Univ. Quy Nhon	cea-ud	4/2017	83,6 %	11/10/2017	10/10/2022
44.	Univ. Pham Van Dong, Quang Ngai	cea-ud	8/2017	81,97 %	11/10/2017	10/10/2022

45.	HCMC Open University	vnu-hcm cea	5/2017	85,25 %	18/9/2017	18/9/2022
46.	Univ. de Tien Giang	vnu-hcm cea	4/2017	83,61 %	18/9/2017	18/9/2022
47.	Univ. de médecine et de pharmacie d'Ho Chi Minh-Ville	vnu-hcm cea	7/2017	85,25 %	16/11/2017	16/11/2022
48.	Univ. Thu Dau Mot	vnu-hcm cea	8/2017	80,33 %	16/11/2017	16/11/2022
49.	Univ. des finances - Marketing	vnu-hcm cea	9/2017	80,33 %	16/11/2017	16/11/2022
50.	Univ. bancaire de Ho Chi Minh-Ville	vnu-hcm cea	8/2017	85,25 %	16/12/2017	16/12/2022
51.	Univ. Red Star	cea-avu&c	7/2017	81,97 %	27/11/2017	27/11/2022
52.	Univ. de santé publique	cea-avu&c	9/2017	86,88 %	27/11/2017	27/11/2022
53.	Univ. des sciences (Univ. de Thai Nguyen)	cea-avu&c	4/2017	85,25 %	01/12/2017	01/12/2022
54.	Univ. d'agriculture et de foresterie (Univ. de Thai Nguyen)	cea-avu&c	6/2017	90,16 %	08/12/2017	08/12/2022
55.	Univ. de technologie industrielle (Univ. de Thai Nguyen)	cea-avu&c	4/2017	83,60 %	11/12/2017	11/12/2022
56.	Univ. d'économie et d'administration des affaires (Univ. de Thai Nguyen)	cea-avu&c	5/2017	85,25 %	12/12/2017	12/12/2022
57.	Univ. de Hanoi	cea-avu&c	10/2017	83,60 %	22/12/2017	22/12/2022
58.	Univ. de médecine et de pharmacie (Univ. de Thai Nguyen)	cea-avu&c	9/2017	85,25 %	25/12/2017	25/12/2022
59.	Univ. des Beaux-Arts du Vietnam	cea-avu&c	10/2017	85,25 %	03/01/2018	03/01/2023
60.	Univ. d'architecture de Hanoi	cea-avu&c	10/2017	85,25 %	03/01/2018	03/01/2023
61.	Institut de technologie des postes et télécommunications	cea-avu&c	9/2017	83,60 %	09/01/2018	09/01/2023
62.	Univ. de pédagogie (Univ. de Hue)	vnu-cea	7/2017	83,6 %	30/3/2018	30/3/2023

No	Nom de l'université	Institution d'accréditation de qualité	Période de l'évaluation externe	Résultat de l'évaluation	Certification	
					Début de validité	Fin de validité
63.	Univ. Maritime du Vietnam	vnu-cea	8/2017	85,2 %	30/3/2018	30/3/2023
64.	Univ. nationale d'éducation de Hanoi 2	vnu-cea	8/2017	83,6 %	30/3/2018	30/3/2023
65.	Univ. forestière	vnu-cea	9/2017	86,9 %	30/3/2018	30/3/2023
66.	Univ. d'économie (Univ. de Hue)	vnu-cea	9/2017	83,6 %	30/3/2018	30/3/2023
67.	Univ. des mines et de la géologie	vnu-cea	9/2017	85,2 %	30/3/2018	30/3/2023
68.	Univ. de droit de Hanoi	vnu-cea	10/2017	80,3 %	30/3/2018	30/3/2023
69.	Univ. des langues étrangères (Univ. de Hue)	vnu-cea	10/2017	82,0 %	30/3/2018	30/3/2023
70.	Univ. d'enseignement technique de Hung Yen	vnu-cea	11/2017	83,6 %	30/3/2018	30/3/2023
71.	Univ. des ressources naturelles et de l'environnement de Hanoi	vnu-cea	11/2017	82,0 %	30/3/2018	30/3/2023
72.	Univ. de pharmacie de Hanoi	vnu-cea	12/2017	86,9 %	30/3/2018	30/3/2023
73.	Univ. Hoa Binh*	vnu-cea	12/2017	80,3 %	30/3/2018	30/3/2023
74.	Univ. d'éducation physique et sportive de Bac Ninh	vnu-cea	12/2017	80,3 %	30/3/2018	30/3/2023
75.	Univ. de Tay Do*	vnu-cea	12/2017	82,0 %	30/3/2018	30/3/2023
76.	Institut universitaire ouvert de Hanoi	vnu-cea	01/2018	80,3 %	30/3/2018	30/3/2023
77.	Univ. de Commerce	vnu-cea	01/2018	85,2 %	30/3/2018	30/3/2023
78.	Univ. de Nha Trang	vnu-hcm cea	9/2017	83,6 %	16/3/2018	16/3/2023
79.	An Giang University	vnu-hcm cea	10/2017	80,33 %	16/3/2018	16/3/2023
80.	Univ. du Lac Hong*	vnu-hcm cea	12/2017	81,89 %	16/3/2018	16/3/2023
81.	Univ. d'agriculture et de foresterie de Bac Giang	cea-avu&c	01/2018	80,33 %	07/5/2018	07/5/2023

82.	Univ. de technologie médicale de Hai Duong	cea-avu&c	12/2017	81,97 %	08/5/2018	08/5/2023
83.	Univ. Dong A*	cea-avu&c	01/2018	83,61 %	08/5/2018	08/5/2023
84.	Univ. privée Van Lang*	cea-avu&c	12/2017	80,33 %	11/5/2018	11/5/2023
85.	Univ. Hung Vuong*	cea-avu&c	12/2017	83,61 %	14/5/2018	14/5/2023
86.	Univ. d'architecture de Danang*	cea-avu&c	01/2018	81,97 %	14/5/2018	14/5/2023
87.	Académie vietnamienne de médecine traditionnelle	cea-avu&c	12/2017	83,61 %	14/5/2018	14/5/2023
88.	Académie de l'aviation du Vietnam	cea-avu&c	12/2017	80,33 %	14/5/2018	14/5/2023
89.	Univ. de pédagogie de Ho Chi Minh-Ville	cea-avu&c	12/2017	83,61 %	14/5/2018	14/5/2023
90.	Univ. médicale de Hai Phong	cea-avu&c	4/2018	80,33 %	30/6/2018	30/6/2023
91.	Univ. du sud de Can Tho*	cea-avu&c	3/2018	81,97 %	29/6/2018	29/6/2023
92.	Univ. de médecine et de pharmacie de Thai Binh	cea-avu&c	3/2018	80,3 %	29/6/2018	29/6/2023
93.	Institut des politiques et du développement	cea-avu&c	4/2018	83,61 %	29/6/2018	29/6/2023
94.	Univ. de technologie industrielle et d'économie (Ministère de l'industrie et du commerce)	cea-avu&c	4/2018	80,3 %	29/6/2018	29/6/2023
95.	Académie du journalisme et de la communication	cea-avu&c	4/2018	81,97 %	29/6/2018	29/6/2023
96.	Univ. Viet Tri de l'Industrie	cea-avu&c	3/2018	81,97 %	29/6/2018	29/6/2023
97.	Univ. de Hai Phong	cea-avu&c	3/2018	81,97 %	29/6/2018	29/6/2023
98.	Univ. centrale d'enseignement artistique	cea-avu&c	3/2018	81,97 %	29/6/2018	29/6/2023

99.	Univ. de technologie et de gestion Hưu Nghĩ*	cea-avu&c	4/2018	80,3 %	29/6/2018	29/6/2023
100.	Univ. de Can Tho	vnu-hcm cea	12/2017	86,89 %	20/4/2018	20/4/2023
101.	Univ. de médecine et de pharmacie de Can Tho	cea-ud	12/2017	85,25 %	02/6/2018	01/6/2023
102.	Univ. des langues étrangères - Technologie de l'information HCMV*	cea-ud	01/2018	81,97 %	27/5/2018	26/5/2023
103.	Univ. Cuu Long*	cea-ud	01/2018	80,33 %	25/5/2018	24/5/2023
104.	Univ. de construction de l'Ouest	cea-ud	02/2018	81,97 %	25/5/2018	24/5/2023
105.	Univ. de Quang Binh	cea-ud	11/2017	81,97 %	25/5/2018	24/5/2023
106.	Univ. de technologie de Saigon*	vnu-hcm cea	01/2018	83,61 %	04/6/2018	04/6/2023
107.	Univ. d'agriculture et de foresterie d'Ho Chi Minh-Ville	vnu-hcm cea	12/2017	82 %	11/6/2018	11/6/2023
108.	Univ. du travail - Social	vnu-cea	12/2017	80,3 %	30/6/2018	30/6/2023
109.	Univ. de technologie de Dong Nai*	vnu-cea	01/2018	83,6 %	30/6/2018	30/6/2023
110.	Académie de gestion pédagogique	vnu-cea	01/2018	80,3 %	30/6/2018	30/6/2023
111.	Univ. de l'électricité	vnu-cea	3/2018	82 %	30/6/2018	30/6/2023
112.	Univ. Thang Long*	vnu-cea	4/2018	85,2 %	30/6/2018	30/6/2023
113.	Univ. de Ha Tinh	vnu-cea	4/2018	82 %	30/6/2018	30/6/2023
114.	Union University	vnu-cea	4/2018	82 %	30/6/2018	30/6/2023
115.	Univ. de droit (Univ. de Hue)	vnu-cea	4/2018	80,3 %	30/6/2018	30/6/2023
116.	Univ. de Binh Duong*	cea-ud	01/2018	80,33 %	15/6/2018	14/6/2023
117.	Univ. Viet Bac*	cea-ud	3/2018	80,33 %	16/6/2018	15/6/2023

Note : les établissements privés sont signalés par un astérisque

Annexe 4 : Établissements d'enseignement supérieur reconnus selon les normes de qualité de l'enseignement depuis la mise en œuvre de la réforme des critères

Tableau A4 : Établissements d'enseignement supérieur reconnus selon les normes de qualité de l'enseignement depuis la mise en œuvre de la réforme des critères

Source : ministère de l'Éducation et de la Formation :

<https://moet.gov.vn/giaoducquocdan/khao-thi-va-kiem-dinh-chat-luong-giao-duc/Pages/Default.aspx?ItemID=6460>

N°	Nom de l'université	Institution d'accréditation de qualité	Période de l'évaluation externe	Résultat de l'évaluation	Certification	
					Début de validité	Fin de validité
118.	Univ. de technologie d'HCMV	cea-ud	7/2018	4,44 ; 4,53 ; 4,49 ; 4,541	15/11/2018	14/11/2023
119.	Univ. des sciences économiques et financières HCM	vnu-hcm cea	8/2018	3,81 ; 3,53 ; 3,76 ; 3,631	02/01/2019	02/01/2024
120.	Univ. d'irrigation	vnu-cea	9/2018	4,37 ; 4,03 ; 4,29 ; 4,311	20/3/2019	20/3/2024
121.	Univ. internationale Hong Bang*	cea-avu&c	01/2019	4,44 ; 4,54 ; 4,41 ; 4,381	18/3/2019	18/3/2024
122.	Univ. de Dalat	vnu-hcm cea	4/2019	3,81 ; 3,53 ; 3,76 ; 3,631	23/7/2019	23/7/2024
123.	Univ. FPT*	vu-cea	01/2019	4,56 ; 4,03 ; 4,32 ; 4,521	08/8/2019	08/8/2024
124.	Univ. de Ba Ria Vung Tau*	cea-avu&c	7/2019	4,19 ; 3,93 ; 4,01 ; 3,961	16/9/2019	16/9/2024
125.	Univ. de Phan Thiet*	vnu-cea	9/2018	3,84 ; 3,64 ; 3,68 ; 3,631	27/9/2019	27/9/2024
126.	Univ. de Dai Nam*	cea-avu&c	9/2019	3,85 ; 4,17 ; 3,99 ; 4,001	18/11/2019	18/11/2024
127.	Univ. Tan Trao	cea-avu&c	9/2019	4,16 ; 4,21 ; 4,22 ; 4,381	18/11/2019	18/11/2024
128.	Univ. de Tra Vinh	vnu-hcm cea	7/2019	4,16 ; 4,17 ; 4,15 ; 4,01	20/11/2019	20/11/2024
129.	Université de technologie de l'Est	VU-CEA	8/2019	3,72 ; 3,73 ; 3,82 ; 4,081	22/01/2020	22/01/2025
130.	Université d'économie industrielle de Long An	VU-CEA	10/2019	3,96 ; 3,72 ; 3,82 ; 3,881	22/01/2020	22/01/2025

[1] Score moyen de 4 domaines
(assurance qualité; assurance ; assurance performance; performance)

Annexe 5 : Liste des institutions d'accréditation des universités reconnues par le ministère de l'Éducation et de la Formation

Tableau A5 : Institutions officiellement reconnues pour l'accréditation des universités

Source : enquêtes ESPI

Acronyme	Nom de l'institution
VNU-CEA	Centre d'accréditation de la qualité - Université nationale de Hanoi
VNU-HCM CEA	Centre d'accréditation de la qualité - Université nationale d'HCMV
CEA-UD	Centre d'accréditation de la qualité - Université de Danang
CEA-AVU&C	Centre d'accréditation de la qualité - Association vietnamienne des universités et collèges
VU-CEA	Centre d'accréditation de la qualité - Université de Vinh
HCERES	Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (France)
AUN-QA	Réseau d'assurance qualité de l'Université de l'ASEAN

Annexe 6 : Rapports de cotes de la capacité des 18-30 ans à étudier plutôt qu'à ne pas étudier dans le premier cycle du supérieur, 2004-2016

Tableau A6 : Capacités des 18-30 ans à étudier dans le premier cycle de l'enseignement supérieur (2004-2016)

Source : calcul des auteurs

	Ensemble	2004	2006	2008	2010	2012	2014	2016
Milieu (Ref. = milieu urbain)								
Rural	0,691*** (0,0194)	0,498*** (0,0443)	0,691*** (0,0565)	0,651*** (0,0483)	0,722*** (0,0498)	0,750*** (0,0507)	0,762*** (0,0540)	0,738*** (0,0572)
Région (Ref. = Delta du Fleuve Rouge)								
Montagnes du Nord	0,893** (0,0416)	0,977 (0,148)	0,903 (0,113)	0,776** (0,0978)	0,94 (0,107)	0,923 (0,104)	0,773** (0,0909)	0,984 (0,127)
Centre	1,049 (0,0375)	1,166 (0,136)	0,906 (0,0911)	1,002 (0,0912)	1,098 (0,0956)	1,158* (0,0998)	0,992 (0,0894)	0,999 (0,103)
Hauts plateaux	0,922 (0,0499)	0,925 (0,169)	0,643*** (0,108)	0,790* (0,111)	0,906 (0,117)	0,909 (0,120)	1,002 (0,131)	1,249 (0,185)
Sud-est	0,554*** (0,0243)	0,567*** (0,0773)	0,439*** (0,0568)	0,469*** (0,0542)	0,674*** (0,0696)	0,569*** (0,0607)	0,448*** (0,0522)	0,715*** (0,0848)
Delta du Mékong	0,451*** (0,0191)	0,463*** (0,0631)	0,326*** (0,0406)	0,354*** (0,0393)	0,378*** (0,0404)	0,469*** (0,0476)	0,508*** (0,0546)	0,726*** (0,0827)
Ethnie (Ref. = Kinh)								
Minorités	0,381*** (0,0218)	0,597*** (0,118)	0,514*** (0,0843)	0,354*** (0,0578)	0,267*** (0,0387)	0,399*** (0,0524)	0,361*** (0,0496)	0,331*** (0,0495)
Quintile de revenu (Ref. = 1e quintile)								
2e quintile	1,825*** (0,108)	2,844*** (0,768)	2,398*** (0,500)	1,675*** (0,274)	1,226 (0,163)	2,083*** (0,287)	1,824*** (0,255)	1,865*** (0,285)
3e quintile	2,318*** (0,134)	3,804*** (0,997)	4,127*** (0,817)	2,516*** (0,394)	1,536*** (0,200)	2,462*** (0,338)	2,169*** (0,300)	2,050*** (0,314)
4e quintile	2,969*** (0,171)	8,857*** (2,233)	5,961*** (1,170)	3,088*** (0,481)	2,213*** (0,282)	2,865*** (0,393)	2,392*** (0,336)	1,992*** (0,310)
5e quintile	3,732*** (0,219)	11,61*** (2,960)	7,874*** (1,569)	4,264*** (0,674)	2,755*** (0,364)	3,261*** (0,458)	2,983*** (0,424)	2,303*** (0,365)
Année	1,066*** (0,00348)							
Constante	0*** (0)	0,0312*** (0,00830)	0,0543*** (0,0113)	0,125*** (0,0209)	0,197*** (0,0280)	0,152*** (0,0229)	0,175*** (0,0266)	0,154*** (0,0263)
Observations	55,192	8,467	8,360	8,341	8,331	7,891	7,250	6,552

seEform entre parenthèses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Annexe 7 : Rapports de cotes de la capacité des 18-30 ans à étudier dans le premier cycle du supérieur dans le privé plutôt que dans le public, 2004-2016

Tableau A7 : Capacités des 18-30 ans à étudier dans le premier cycle du supérieur privé plutôt que public
Source : calcul des auteurs

	Ensemble	2004	2006	2008	2010	2012	2014	2016
Milieu (ref. = urbain)								
Milieu rural	0.715*** (0.0586)	0.639 (0.186)	0.821 (0.217)	0.924 (0.186)	0.601*** (0.110)	0.787 (0.144)	0.581** (0.133)	0.622* (0.163)
Région (Ref. = Delta du Fleuve Rouge)								
Montagnes du Nord	0.717* (0.128)	0.770 (0.443)	1.261 (0.556)	0.574 (0.264)	0.594 (0.259)	0.683 (0.278)	0.568 (0.317)	0.781 (0.453)
Centre	1.736*** (0.188)	1.361 (0.545)	1.630 (0.566)	1.585* (0.383)	1.791** (0.440)	1.448 (0.347)	2.282*** (0.696)	2.512** (0.927)
Hauts plateaux	1.897*** (0.287)	2.656** (1.312)	2.571* (1.248)	1.364 (0.511)	1.527 (0.546)	2.298** (0.743)	1.521 (0.682)	2.348* (1.104)
Sud-est	2.808*** (0.329)	3.043*** (1.180)	3.597*** (1.304)	1.420 (0.432)	3.321*** (0.842)	3.096*** (0.809)	3.274*** (1.127)	2.841*** (1.108)
Delta du Mékong	1.285* (0.178)	1.255 (0.623)	1.196 (0.564)	1.442 (0.438)	1.321 (0.431)	0.850 (0.283)	2.065** (0.760)	1.308 (0.581)
Ethnie (Ref. = Kinh)								
Minorités	0.600** (0.149)	0.789 (0.638)	0.880 (0.516)		0.655 (0.424)	0.323* (0.203)	1.357 (0.795)	0.954 (0.553)
Quintile de revenu (Ref. = 1e quintile)								
2e quintile	1.711** (0.432)	1.314 (1.497)	0.855 (0.378)	1.251 (0.764)	3.203* (2.071)	1.550 (0.743)	4.427 (4.703)	0.509 (0.290)
3e quintile	2.116*** (0.512)	0.652 (0.753)	0.630 (0.243)	1.958 (1.096)	4.516** (2.820)	1.409 (0.665)	7.839** (8.134)	0.936 (0.478)
4e quintile	1.839** (0.442)	1.154 (1.233)	0.655 (0.192)	2.207 (1.225)	3.264* (2.031)	0.964 (0.457)	9.096** (9.410)	0.635 (0.336)
5e quintile	2.612*** (0.625)	1.744 (1.853)		2.303 (1.280)	5.118*** (3.171)	1.825 (0.848)	7.707** (7.983)	1.174 (0.604)
Année	0.987 (0.0102)							
Constante	1.431e+10 (2.969e+11)	0.0681** (0.0737)	0.0934*** (0.0276)	0.0642*** (0.0374)	0.0320*** (0.0206)	0.0845*** (0.0419)	0.0102*** (0.0107)	0.0783*** (0.0464)
Observations	7,629	693	856	1,051	1,327	1,385	1,226	1,000

seEform in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Qu'est-ce que le groupe AFD ?

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la développement durable.
Pour un monde en commun.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio

Dépôt légal 4^e trimestre 2020

ISSN 2492 - 2846 © AFD

Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils

Conception et réalisation AFD

Imprimé par le service reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications
de la collection Papiers de recherche :
[https://www.afd.fr/fr/collection/papiers-
de-recherche](https://www.afd.fr/fr/collection/papiers-de-recherche)